

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉVERSION & DES DROITS DE MUTATION

auxquels elle donne naissance

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 21 juin 1907, à 2 heures

PAR

Ch. RAGONNET

Receveur-Contrôleur de l'Enregistrement, des Domaines
et du Timbre

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Ecuyère, 13

1907

UNIVERSITÉ DE CAEN, — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉVERSION & DES DROITS DE MUTATION

auxquels elle donne naissance

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 21 juin 1907, à 2 heures

PAR

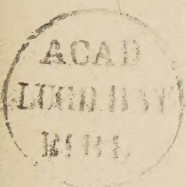
Ch. RAGONNET

Receveur-Contrôleur de l'Enregistrement, des Domaines
et du Timbre

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Ecuyère, 13

—
1907



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✚, G. O. ✚, C. I. C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours de *Histoire du Droit français*.

MM. LE FUR (A. ) , professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS (A. ) , professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ) , secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. LEBRET, *professeur*, PRÉSIDENT.

VILLEY, *professeur*, DOYEN.

LE FUR, *professeur*.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil*, 5^e édit.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*.
- BÉQUET. — *Répertoire de droit administratif*.
- BERTIN. — *Chambre du conseil*, 3^e édit.
- BESSON. — *Réforme fiscale des successions, donations et des mutations de nue propriété et d'usufruit*.
- BLOK (Maurice). — *Dictionnaire de droit administratif*, 1^{re} édit.
- BONNET. — *Partage d'ascendants*.
- BOSQUET. — *Dictionnaire des Domaines*.
- BRÉDIER. — *Des droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint*.
- CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. — *Traité des droits d'enregistrement*.
- CORDELET. — Rapport au Sénat du 9 juillet 1896.
- DALLOZ. — *Code annoté de l'enregistrement*. — *Répertoire périodique*. — *Répertoire de jurisprudence générale*.
- Décisions du Ministre des Finances.
- DEFRENOIS. — *Traité pratique et formulaire général du notariat*, 7^e édit.

DEMANTE. — *Principes de l'enregistrement*, 2^e édit.

DEMANTE et COLMET-DE SANTERRE. — *Cours analytique de Code civil* (1881-1895).

DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil*.

DURANTON. — *Cours de droit civil français*, 4^e édit.

FESSARD. — *Dictionnaire de l'enregistrement*. — Recueil continué par Cuénot.

FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général alphabétique de droit français*.

GARNIER. — *Répertoire général*, 4^e et 7^e édit.

GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage*. — *Traité du contrat de société*.

Instructions générales, circulaires, lettres communes et solutions de l'administration de l'enregistrement.

LABBÉ. — *Journal du Palais*.

LAURENT. — *Droit civil français*, 3^e édit.

MAGUÉRO. — *Code annoté de l'enregistrement et du domaine*.
— *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*.

MARCADÉ et PONT. — *Explication du Code civil*, (1872-1884.)

MASSÉ, VERGÉ et ZACHARIÆ. — *Le droit civil français* (1854-1860).

MERLIN. — *Question de droit*.

MESUREUR. — *Rapport à la Chambre des députés du 9 juillet 1900*.

MOURLON et DEMANGEAT. — *Répétitions écrites sur le Code civil*, 12^e édit.

PARDESSUS. — *Petits contrats*.

Paul PONT. — *Traité des sociétés*.

PICOT. — *Code civil expliqué* (1871).

POTHIER. — *Du contrat de rente. — Du contrat de société.*

PRIMOT. — *Traité des radiations hypothécaires.*

^a Rédacteurs (les). — *Journal de l'enregistrement. — Dictionnaire des droits d'enregistrement*, 3^e édit. 177

REQUIER. — *Partage d'ascendants.*

ROBYNS. — *Recueil des décisions belges en matière d'enregistrement.*

RODIÈRE et PONT. — *Contrat de mariage.*

TOULIER. — *Théorie raisonnée du Code civil professé à l'Université de Liège* (1892).

TOULIER et DUVERGIER. — *Droit civil français*, 6^e édit.

TROPLONG. — *Traité de la rente viagère. — Traité du contrat de mariage.*

PRÉLIMINAIRES

DÉFINITION DE LA RÉVERSION

§ 1^{er}. — La réversion est la transmission d'un droit qui s'opère au décès d'un premier possesseur, au profit d'une personne survivante, en vertu d'une clause spéciale insérée dans le contrat par lequel a été acquis, réservé ou constitué le droit réversible.

La clause de réversion est essentiellement transmissive ; on la trouve tantôt dans des contrats de vente, tantôt dans des contrats de donation. Au point de vue fiscal, peu importe la nature du contrat dans lequel est acquis, réservé ou constitué le droit réversible ; mais ce qu'il est intéressant de connaître, c'est le caractère que revêt, à l'égard du bénéficiaire, la transmission opérée. Parfois, en effet, la clause de réversion, d'après une jurisprudence constante, constitue une mutation à titre onéreux au profit de celui ou de ceux en faveur desquels elle est insérée.

Si la disposition principale et la disposition secondaire produisaient actuellement leur effet, le droit proportionnel serait dû immédiatement sur chacune des transmissions. Mais si, au contraire, le bien acquis en commun est un immeuble soumis à la clause éventuelle de réversion, lorsque l'un des communistes vient à décéder, le ou les survivants sont tenus de déclarer seulement, dans le délai de trois mois, la réversion qui s'opère sur leurs têtes.

D'autres fois, la clause de réversion constitue pour le bénéficiaire une mutation à titre gratuit.

S'il s'agissait encore d'une disposition principale et d'une disposition secondaire destinées à produire actuellement leurs effets, et si la clause secondaire était l'accessoire d'un contrat à titre onéreux, le droit proportionnel serait toujours exigible, indépendamment du droit sur la disposition principale. Stipulée dans un contrat à titre gratuit, elle serait donation secondaire exempte de droit proportionnel particulier.

Mais ces règles cessent, ici aussi, d'être exactes quand la disposition secondaire est subordonnée au décès du disposant ; car, dès que la disposition est éventuelle, que la réversibilité procède d'un contrat à titre onéreux ou d'un contrat à titre gratuit, le droit exigible est le droit de mutation par décès.

Telles sont les grandes lois qui régissent la matière, et que nous allons maintenant développer. Cependant, avant d'entrer plus avant dans notre sujet, il est nécessaire, pour éviter par la suite toute confusion, de bien établir le sens d'un mot dont nous aurons fréquemment à nous servir : le mot accroissement.

§ 2. — D'après l'article 1044 C. civ., le droit d'accroissement est le droit en vertu duquel les légataires recueillent, comme réunis aux leurs, les portions de ceux de leurs colégataires qui ne peuvent les recueillir ou qui y renoncent. L'accroissement n'a lieu que dans le cas où le legs a été fait à plusieurs conjointement. L'accroissement donc implique la caducité, la révocation ou la nullité du legs qui accroît au colégataire.

Pris dans ce sens strict, le mot accroissement s'oppose au mot réversion.

Car alors l'accroissement donne à chacun des colégataires un droit actuel et direct à la totalité de la chose léguée, tandis que les droits accordés par la clause de réversion ne sont que conditionnels et ne s'ouvrent que successivement.

Mais le plus souvent, le mot accroissement est pris comme synonyme du mot réversion, en cas d'acquisition ou de mise en commun de propriété, avec stipulation que la part des pré-

mourants des acquéreurs ou des communistes sortants dans cette propriété accroîtra à celle des survivants, et c'est dans ce dernier sens que nous l'emploierons quand nous traiterons :

De l'accroissement de propriété ;

De la réversion d'usufruit ;

De la réversion de rente viagère.

TITRE I

De l'accroissement de propriété

§ 3. — L'accroissement de propriété ne peut dériver que d'un contrat d'acquisition ou de mise en commun. Généralement, des personnes acquièrent certains biens en commun, avec stipulation que la part des prémourants des acquéreurs accroîtra à celles des survivants, ou bien elles s'associent et font à la masse des apports avec droit d'accroissement au profit des survivants.

Les règles qui gouvernent, en droit fiscal, l'accroissement de propriété ont subi quelques modifications sous l'influence des différents régimes matrimoniaux ; et, pour des motifs d'application pratique, il a été nécessaire de créer un régime spécial pour les sociétés et les congrégations religieuses. Nous allons donc étudier séparément :

L'accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun entre étrangers ;

L'accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux ;

Le régime des sociétés et des congrégations religieuses constituées avec clause d'accroissement.

Nous dirons ensuite un mot de la substitution.

§ 4. — L'acquisition est en général l'action par laquelle on devient propriétaire d'une chose ; la mise en commun est la réunion de plusieurs personnes en vue d'exécuter une même opération, sans toutefois que l'intérêt soit le mobile de leur rapprochement, et c'est en ce dernier point que la mise en commun se distingue de la société. « Nous reconnaissons la communauté, dit Paul Pont, à cette copropriété simple, à cette indivision immobile, à cette coexistence des intérêts plutôt qu'à leur mélange et à leur union, tandis que la société apparaît dans l'action, dans le mouvement, dans l'intention des parties qui, prenant l'état de communauté, non plus comme un état de jouissance calme et de repos, mais comme un instrument de gain, l'emploient et s'en servent pour réaliser les bénéfices convoités... »

(*Des Sociétés*, t, 1^{er}, n° 75. page 54.)

CHAPITRE I^{er}

ACCROISSEMENT EN CAS D'ACQUISITION OU DE MISE EN COMMUN

SECTION 1.

Accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun
entre étrangers.

§ 5. — D'après la jurisprudence, la stipulation d'accroissement insérée dans des contrats d'acquisitions conjointes ou de mises en commun au profit des survivants des acquéreurs ou des communistes constitue une clause aléatoire dans un contrat commutatif. L'art. 1104 du Code civil qui donne la définition des contrats aléatoires, est ainsi conçu : « Le contrat est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle. Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est aléatoire. » Or, dans l'espèce,

si chacune des parties peut voir un bénéfice à réaliser dans la chance d'accroissement stipulée au profit des survivants lors du décès des premiers mourants, chacune d'elles court aussi des chances égales et réciproques de gain ou de perte.

§ 6. — De ce que la clause d'accroissement est aléatoire, il résulte que le contrat d'acquisition n'est pas rescindable pour cause de lésion. (Article 889 C. pr. civ.) D'autre part, puisque le contrat dans lequel se trouve la clause d'accroissement est un contrat commutatif, translatif de propriété sous condition, chaque fois que cette condition se trouvera réalisée, c'est-à-dire chaque fois que l'un des contractants viendra à mourir, les survivants auront à payer un droit de mutation sur la part qui leur accroîtra.

Cet accroissement pourra d'ailleurs n'être pas d'égale valeur pour tous. Il se peut, en effet, que l'acquisition ou la mise en commun ait été faite par plusieurs personnes dans des proportions différentes ; bien plus, que l'acquisition ou la mise en commun ait été opérée à intervalles plus ou moins rapprochés par actes successifs.

Chaque décès donnera alors lieu à une liquidation, et le droit de mutation ne sera dû que sur la part du prémourant, qui accroîtra aux survivants.

§ 7. — Le droit dû sur cette part sera le droit de mutation à titre onéreux, alors même que l'accroissement résulterait d'un acte de donation éventuelle. Car, comme nous l'avons vu plus haut, l'accroissement de propriété ne peut dériver que d'un contrat commutatif et aléatoire ; et, lorsque plusieurs individus font donation mutuelle et éventuelle aux survivants d'eux, ce qu'ils acceptent respectivement pour le survivant, chacun de la part indivise qui lui appartient dans un bien possédé en commun, leur volonté ne peut modifier le caractère du contrat, qui demeure commutatif et aléatoire ¹. A chaque décès, il ne peut donc y avoir libéralité en faveur des survivants, mais mutation à titre onéreux, distincte de la mutation primitive opérée entre le vendeur et les acquéreurs conjoints, ou entre chaque vendeur et chaque communiste. Du vivant des contractants, les biens acquis individuellement, en effet, reposent sur la tête de chacun des acquéreurs ; les apports faits par chacun des communistes continuent à leur appartenir, à tel point que, si, après accord, les parties se décidaient à annuler le contrat renfermant la clause d'accroissement, il y aurait simplement partage

¹. Cette opinion toutefois est contestée. V. décision 3 décembre 1834.

attributif de propriété et non rétrocession. Aussi, lorsque l'accroissement a lieu, c'est-à-dire lorsque la part du *de cujus* passe à ses survivants, il s'opère une véritable mutation à titre onéreux, dont le prix est représenté par la chance courue de gain ou de perte.

§ 8. — L'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII et l'article 8 de la loi du 27 février 1872 déclarent l'enregistrement obligatoire, dans un délai de trois mois, pour tous les actes sous seings privés portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles ou mutation de propriété de fonds de commerce ou de clientèles. Les mêmes actes passés en pays étranger ou dans les îles ou colonies françaises où l'enregistrement n'a pas encore été établi doivent être enregistrés dans un délai de six mois, s'ils sont faits en Europe, de un an s'ils sont faits en Amérique, de deux ans s'ils sont faits en Asie ou en Afrique. L'article 23 ajoute : Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans l'article 22, qui seraient faits sous seings privés ou passés en pays étranger et dans les îles et colonies françaises où l'enregistrement n'est pas encore établi ; mais il ne pourra en être fait aucun usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre auto-

rité constituée, qu'ils n'aient été préalablement enregistrés¹. »

§ 9. — Il résulte de ces textes que, si l'accroissement portait sur des objets mobiliers, la déclaration de la mutation à l'enregistrement ne serait pas obligatoire ; seulement, si cet accroissement était constaté dans un acte présenté à l'enregistrement, le droit exigible serait le droit de vente mobilière de 2 % en principal. (Article 69 loi 22 frimaire an VII.)

L'accroissement immobilier est seul tenu au paiement du droit de mutation dans un délai déterminé, et est frappé d'un droit proportionnel de 7 % sans décimes (article 2, loi du 22 avril 1905) quand l'indivision cesse, ou de 4 % avec décimes lorsque, au contraire, elle subsiste. (Lois 21 ventôse an VII, article 25 ; 28 avril 1816, article 52 ; 23 mars 1855.)

§ 10. — Si l'acte d'acquisition ou de mise en commun ne peut être représenté, chaque mutation sera déclarée verbalement ; car « sont soumises aux dispositions des articles 23 et 38² de la loi du 22 frimaire, dit l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX, les mutations entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeu-

1. Le décret du 22 juillet 1806, article 48, a établi quelques exceptions pour le Conseil d'Etat.

2. Relatif aux pénalités.

bles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires ou usufruitiers. A défaut d'acte, il sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives, dans les trois mois de l'entrée en possession ». Ce délai passé, l'administration est fondée à établir la mutation conformément à l'article 12 de la loi de frimaire : « La mutation d'un immeuble, en propriété ou en usufruit, est suffisamment établie, pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par l'inscription de son nom au rôle de la contribution foncière et des paiements par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des transactions ou autres actes constatant sa propriété ou son usufruit. »

§ 11. — La sanction de l'article 22 est contenue dans l'article 38 de la loi du 22 frimaire an VII, modifié par l'article 14 de la loi du 23 août 1871, qui frappe d'un droit en sus personnellement et sans recours l'ancien et le nouveau possesseur. Comme, dans le cas qui nous occupe, l'ancien possesseur est décédé, et qu'en matière d'enregistrement, les pénalités sont personnelles, on ne pourra relever qu'un seul droit en sus contre le survivant nouveau possesseur.

Il existe une différence intéressante entre la liquidation du droit simple et la liquidation du droit en sus lorsque les tarifs ont été modifiés entre la stipulation et l'accomplissement de la condition. Le droit simple doit être liquidé d'après le tarif en vigueur au jour de l'acquisition en commun : c'est la conséquence de la rétroactivité résultant de la condition suspensive à laquelle la mutation était soumise. Mais il en est autrement du droit en sus dû faute par les survivants d'avoir fait leur déclaration dans le délai légal : c'est le tarif en vigueur au jour où la pénalité a été encourue qui doit être appliqué, tant au point de vue du droit principal que des décimes ¹.

§ 12. — Le droit de transcription est également exigible, quand il s'agit d'accroissement immobilier, tant que l'indivision ne cesse pas ; c'est donc le droit de 7 % sans décimes (article 2, loi du 22 avril 1905) qui est dû lors des premiers décès survenus parmi les acquéreurs conjoints d'immeubles, et tant qu'il survit plusieurs d'entre eux.

1. Actuellement, les droits d'enregistrement sont généralement soumis à la perception de 2 décimes $\frac{1}{2}$. (Loi 6 prairial an VII, loi 23 août 1871, articles 1^{er} et 29 ; loi 29 décembre 1873, article 2.) Cependant, les droits sur les mutations à titre gratuit et à titre onéreux sont dispensés de décimes. (Lois 25 février 1901, 22 avril 1905.)

Le droit de mutation à titre onéreux dû pour la réversion au profit du dernier vivant n'est que de 4 % lorsque l'indivision procède d'un acte d'acquisition avec stipulation d'accroissement : les immeubles acquis en commun avec clause d'accroissement n'ont jamais pu être grevés d'hypothèques du chef des prémourants, au préjudice du dernier vivant. L'acte d'acquisition établissait une indivision entre les coacquéreurs que le décès de l'avant-dernier des acquéreurs fait cesser. Si, au contraire, l'indivision procède de la mise en commun d'immeubles, appartenant antérieurement, mais divisément aux associés, ces immeubles ayant pu antérieurement être grevés d'hypothèques du chef de chacun des communistes qui en étaient propriétaires, le droit de 7 % est dû sur la dernière mutation.

§ 13. — Enfin, lorsque l'acte renfermant une clause d'accroissement est présenté à l'enregistrement, il est impossible de percevoir, au moment même, le droit de mutation, puisque la convention est soumise à une condition de survie : ce droit ne deviendra exigible qu'après chaque décès ; la prescription de droit commun, qui est la prescription trentenaire, commencera à courir, à défaut de texte spécial, du jour où l'administration, connaissant l'accroissement opéré, aura

été mise à même de constater la contravention. Quant au droit en sus, il sera prescrit, conformément à l'article 14 de la loi du 16 juin 1824, par un délai de deux ans, qui commencera à courir le même jour que la prescription trentenaire.

SECTION II

Accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux

Nous venons de voir les lois auxquelles est soumise, au point de vue fiscal, la réversion immobilière ; nous allons rechercher maintenant comment ces lois peuvent s'adapter aux différents régimes matrimoniaux lorsque les acquéreurs conjoints sont des époux mariés avec ou sans communauté.

A. ÉPOUX NON COMMUS EN BIENS

§ 14. — Si les époux acquéreurs conjoints sont mariés sous un régime exclusif de communauté : régime dotal, séparation de biens contractuelle, régime sans communauté, la propriété des biens qu'ils ont acquis conjointement repose par moitié, à partir de l'acquisition, sur la tête de chacun d'eux personnellement, quelle que soit

l'origine des deniers employés à l'acquisition. Cette théorie cependant a été combattue par Troplong (III, n° 2245) : « On rencontre une difficulté quand l'achat est fait par la femme, et que celle-ci ne prouve pas qu'elle avait les fonds nécessaires pour payer le prix. Si on applique ici les principes du régime dotal et les lois romaines, il faut dire que la chose est censée appartenir au mari. On connaît la fameuse loi Quintus Mucius, *de donat. inter vir. et uxor.* La loi romaine veut, dans un intérêt d'honnêteté et de prudence, que tout ce dont la femme ne montre pas l'origine soit présumé lui venir de son mari, et c'est ce qu'a jugé la Cour de Riom par arrêt du 22 février 1809. Il est vrai que, tout en maintenant cette présomption de l'origine maritale, quelques auteurs et quelques arrêts ont pensé qu'il suffisait de donner aux héritiers une action pour répéter contre la femme le prix de l'acquisition, mais qu'on ne pouvait s'empêcher de laisser à la femme l'immeuble lui-même, par la raison que ce qui est acheté avec les deniers d'autrui ne fait pas que la chose achetée soit à autrui. Mais cette opinion, repoussée par Chabrol, est loin d'être satisfaisante : elle ne remédie pas au mal qu'elle veut éviter ; elle pose le principe de la simulation, et elle en laisse subsister les conséquences. Si l'achat est un acte simulé, il faut qu'il tombe pour le

tout. Est-ce qu'il n'est pas probable que le prix a été dissimulé pour avantager la femme ? Quoi qu'il en soit, il ne résulte pas moins de cette seconde opinion que la femme reste sous le coup d'une présomption qu'elle ne saurait détruire qu'en faisant la preuve de l'origine des deniers. »

§ 15. — A cette argumentation, Laurent répond (t. XXIII, n° 415) : « La femme reste propriétaire des biens qu'elle possédait en se mariant et de tous ceux qu'elle acquiert dans la suite, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. Les acquisitions à titre gratuit ne donnent lieu à aucune difficulté ; quant aux acquisitions à titre onéreux, elles appartiennent en principe à celui des époux qui les a faites. Ce principe n'a jamais été contesté quand c'est le mari qui acquiert en son nom des effets mobiliers ou des immeubles. Il en doit être de même quand la femme acquiert : c'est celui qui parle au contrat qui devient propriétaire ; qu'importe que ce soit la femme ou le mari ? La femme est incapable, et partant, elle doit être autorisée du mari ou de la justice. Voilà en théorie la seule différence entre la femme et le mari. D'où viennent donc les incertitudes qui règnent sur cette question dans la doctrine et dans la jurisprudence ? La tradition romaine a obscurci un débat qui n'aurait jamais pris naissance, si on avait laissé là le droit romain complè-

tement étranger à un régime coutumier. La femme, dit-on, n'a pas de deniers à elle sous le régime d'exclusion de communauté, puisque tous les revenus appartiennent au mari; donc, si elle achète, c'est avec les deniers du mari; c'est le mari qui est le vrai acquéreur; s'il ne paraît pas à l'acte, c'est qu'il veut faire une donation à sa femme en lui remettant les deniers avec lesquels il acquiert l'immeuble. La conséquence de ces suppositions et de ces présomptions est que le mari devient propriétaire, quoiqu'il ne parle pas au contrat; c'est une conséquence très illogique, quand même toutes les prémisses seraient vraies. Quand j'achète, je deviens propriétaire. Viendra-t-on s'enquérir de qui m'a fourni les deniers, alors que, notoirement, je ne possède rien ou que tous mes revenus appartiennent à autrui? Non certes, je n'aurais pas un denier à moi lors de l'achat, que je n'en deviendrais pas moins propriétaire; il y a plus: quand même je ne payerais pas un denier de mon prix, je n'en serais pas moins propriétaire; à plus forte raison le suis-je si je paye mon prix. Si j'ai emprunté les deniers, le prêteur aura contre moi une action naissant du prêt, mais certes il ne pourra venir dire: je suis propriétaire parce que c'est avec les deniers que j'ai prêtés que le prix a été payé. Une pareille prétention n'aurait pas de sens. Pourquoi en serait

il autrement quand une femme mariée s'en est portée acquéreur ? Le mari peut lui avoir avancé les deniers, mais qu'importe ? C'est un emprunt qui se fait entre époux ; on le conteste, sous le régime de communauté, quand la femme prend des deniers dans la communauté ; mais les motifs pour lesquels on décide qu'il n'y a pas de prêt sont étrangers au régime d'exclusion de communauté. Les époux étant entièrement séparés de biens comme le seraient des étrangers, pourquoi l'un ne pourrait-il pas prêter à l'autre ? Si la femme emprunte, elle sera débitrice ; mais cette dette ne l'empêchera pas d'être propriétaire de l'immeuble qu'elle a acheté. Dira-t-on que l'achat et le prêt sont des actes fictifs ? Que le mari a fait à sa femme une donation déguisée ? Soit ; mais, s'il y a donation déguisée, cela empêche-t-il le donataire d'être propriétaire ? Les héritiers à réserve ont le droit d'agir en réduction, et ils seront admis à faire preuve de déguisement ou de la fraude par tous moyens de preuve, témoignages et présomptions de l'homme. Telle est la solution, au point de vue des principes, d'une question qui n'en est pas une lorsqu'on s'en tient aux principes¹. »

1. Voir aussi : AUBRY et RAU, t. v, § 531, note 2, page 511 ; — GUILLOUARD, t. III, n° 1664.

§ 16. — Concluons donc « qu'en règle générale, l'immeuble appartiendra à celui des époux au nom duquel l'acquisition a été faite, à tous deux s'ils ont acheté conjointement. Peu importe l'origine des deniers. (Dalloz, *Contrat de mariage* n° 3340.) » Le droit de mutation à titre onéreux doit donc être acquitté, au décès du prémourant, sur la moitié de la valeur de l'immeuble soumis à la clause d'accroissement. Si cependant il résulte des circonstances que l'un des époux ne s'est pas trouvé en position de payer sa part du prix au moyen de deniers lui appartenant, et cela sera facile à prouver lorsque, par exemple, la femme n'aura apporté en mariage qu'une somme minime et que depuis elle n'aura exercé ni commerce ni industrie, alors, au décès de l'un des époux, la libéralité étant démontrée, le conjoint favorisé devra récompense à celui qui aura avancé les fonds des deniers payés en son nom, mais non pas de l'objet acheté.

En conséquence, s'il n'y a pas communauté, l'accroissement qui s'effectue sur la tête de l'époux survivant, au décès de son conjoint, produit en principe les mêmes effets que s'il s'opérait entre étrangers.

Sans doute, la stipulation d'accroissement, considérée comme une vente éventuelle entre époux, est contraire à l'article 1595 du Code civil

et, par conséquent, nulle ; mais cette nullité, qui ne porte pas atteinte à l'incommutabilité des conventions matrimoniales, ne peut faire obstacle à la perception du droit, si du moins les parties en reconnaissent la validité.

B. — ÉPOUX COMMUNS EN BIENS

§ 17. — Tandis que l'immeuble acquis conjointement par des étrangers ou des époux mariés sans communauté appartient, sauf preuve contraire, par égales parts à chacun des acquéreurs, ou pour moitié à chacun des époux, au contraire, l'immeuble acquis avec clause d'accroissement par des époux communs en biens fait partie de la communauté, patrimoine indivis des deux époux. Lors donc que l'un des époux communs en biens vient à succomber et que l'immeuble, du fait de la clause d'accroissement, passe sur la tête du survivant, ce dernier ne doit pas acquitter de droit de mutation à titre onéreux, puisque, propriétaire éventuel du jour de l'acquisition conjointe, il a payé à ce moment l'impôt.

§ 18. — Mais, si la communauté appartient aux deux époux, chaque époux n'a droit aux bénéfices de communauté qu'à concurrence de moitié, l'époux survivant auquel la clause d'accroissement attribue en totalité un bien de com-

munauté, doit toujours indemniser la communauté de la moitié du prix payé par elle sur ce bien, à la propriété duquel il n'a droit que pour moitié et qui lui revient en totalité.

Non seulement cette solution ne porte pas atteinte à l'incommutabilité des conventions matrimoniales, mais encore elle est en tout point conforme à l'article 1437 du Code civil, d'après lequel, « toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ».

Sous le régime de la communauté, d'après le principe général résultant de l'article 1401 du C. civ., le bien acquis en commun par les époux constitue un bien de communauté ; le bien acquis par deux époux avec clause d'accroissement restera donc dans la communauté jusqu'au décès de l'un d'eux ; alors, mais alors seulement, il deviendra, sauf récompense, la propriété du survivant, avec effet rétroactif du jour de l'acquisition.

L'accroissement produit donc des effets opposés suivant que les époux sont mariés avec ou sans communauté.

CHAPITRE II

SOCIÉTÉS OU CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES CONSTITUÉES AVEC CLAUSE D'ACCROISSEMENT

§ 19. — La société se distingue de la Congrégation religieuse par la fin dont elle recherche la réalisation. La société a ordinairement un but économique; la Congrégation religieuse est toujours fondée dans un intérêt religieux.

SECTION I

Sociétés constituées avec clause d'accroissement

§ 20. — L'accroissement, lorsqu'il existe un simple état de copropriété ou d'indivision, donne ouverture au droit proportionnel de mutation à titre onéreux, réglé d'après le caractère mobilier ou immobilier des valeurs transmises. Tout autre est la situation quand il existe une société constituant un être moral différent de la personnalité de chaque associé. Ce dernier n'est pas alors propriétaire de la portion du meuble ou de l'im-

meuble qui accroît à ses coassociés, mais seulement de la valeur de la même portion représentée par des actions ou des parts d'intérêts. En un mot, l'accroissement, dans ce cas, même si le capital de la société est exclusivement immobilier, ne peut être qu'un accroissement mobilier.

§ 21. — Nous avons déjà vu que les accroissements mobiliers ne sont pas obligatoirement soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé. L'accroissement de part sociale, dans l'hypothèse où la société continue de subsister, ne sera donc jamais passible de pénalité pour déclaration tardive, et sera soumis au droit simple de mutation seulement lorsque les intéressés le désireront, ou lorsqu'il aura été mentionné dans un acte authentique.

§ 22. — Une controverse, qui a duré jusqu'à l'arrêt solennel de la Cour de cassation du 29 décembre 1868¹, s'est élevée sur le point de savoir quel tarif devait être appliqué aux accroissements de parts sociales soumis à la formalité de l'enregistrement. Quand cette part est représentée par des actions, point de difficulté. En effet, les actions sont régies au point de vue spécial qui nous occupe, par la loi du 23 juin 1857, d'après laquelle « toute cession de titres ou de promesse

1. SIREY, 69, I, 133.

d'actions dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile », est passible d'un droit de 0,50 %, sans décimes, « de la valeur négociée », pour les titres nominatifs, ou d'une taxe annuelle et obligatoire de 0,20 %, également sans décimes, pour les titres au porteur. (Loi 29 juin 1872, art. 3.) Comme, en cas d'accroissement, la cession de part sociale s'opère sans prix exprimé, le droit proportionnel, si la société continue de subsister, sera liquidé sur la valeur nette de la part transmise, évaluée par les associés survivants.

§ 23. — La question devient plus délicate lorsqu'il s'agit de parts d'intérêts. Deux textes, en effet, peuvent être alors appliqués : l'article 69, § 5, n° 1 de la loi du 22 frimaire an VII, qui frappe d'un droit de 2 % en principal « les adjudications, reventes, cessions, rétrocessions, marchés, traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires, translatifs de propriété à titre onéreux de meubles et autres objets mobiliers généralement quelconques », c'est-à-dire tous les biens meubles, corporels ou incorporels, parmi lesquels l'article 529 du C. civ. a rangé les actions et intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie ; d'autre part, l'article 69, § 2, n° 6 de la même loi, qui soumet à un simple droit de 0,50 % avec décimes « les billets à

ordre, les cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et sociétés d'actionnaires et tous autres effets négociables de particuliers ou de compagnies ».

L'application littérale des textes eût voulu qu'on frappât les cessions de parts d'intérêts du droit de 2 % avec décimes, tandis que les cessions d'actions eussent été soumises au droit réduit de 0,50 % sans décimes.

§ 24. — Mais la Cour de cassation a considéré à bon droit « que l'article 69, § 2, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII a eu pour objet de favoriser des entreprises qui intéressent la prospérité commerciale ou industrielle en facilitant la circulation des fonds qui y sont engagés ; qu'il importe donc peu que le capital social ait été divisé soit en actions, soit en parts et portions d'intérêts, et que ces actions ou parts d'intérêts soient transmissibles par voie d'endossement ou de toute autre façon, pourvu que leur transmission puisse avoir lieu en faisant abstraction des meubles ou immeubles appartenant aux sociétés ou compagnies, et qu'il suffise, pour l'application de la modération du droit qui résulte de l'acte constitutif de la société, qu'elles soient meubles dans le sens de l'article 529 du C. civ., et qu'elles soient négociables à un titre quelconque ».

Ainsi, aujourd'hui, quand la société continue

de subsister, l'accroissement de part sociale est toujours soumis au tarif de 0,50 %, calculé d'après une évaluation fournie par les parties.

Dans le cas où, la société ne se composant que de deux personnes, l'accroissement fait cesser toute indivision, la règle générale rentre alors en vigueur, et le droit de mutation à titre onéreux est perçu au taux réglé d'après le caractère mobilier ou immobilier des valeurs transmises.

SECTION II

Congrégations religieuses et Sociétés constituées avec clauses d'adjonction et d'accroissement ou réversion

§ 25. — Les congrégations religieuses se divisent en congrégations autorisées et congrégations non autorisées ¹.

1. Les Congrégations non autorisées sont « réputées dissoutes » par la loi du 1^{er} juillet 1901, article 18.

Les impôts prévus par les lois des 28 décembre 1880, 29 décembre 1884 et 16 avril 1895 ne peuvent donc plus être réclamés à une Congrégation envisagée comme telle. Toutefois, une action en recouvrement des taxes d'accroissement et du revenu pourrait être encore valablement dirigée contre une association religieuse formée en vue de permettre à la Congrégation de poursuivre son œuvre, contre une association même qui présenterait, par la composition de son personnel, tous les éléments caractéristiques de la Congrégation. Le fait que l'association se confondrait avec une Congrégation non autorisée serait sans doute de nature à permettre au parquet de poursuivre sa dissolution et sa mise en liquidation. Mais l'administration n'est pas juge de la validité des conventions qui servent de

Les congrégations autorisées, comme leur nom l'indique, sont celles dont l'existence légale a été reconnue par le gouvernement ; elles peuvent, par conséquent, sous certaines conditions, acquérir à titre onéreux, recevoir à titre gratuit, aliéner, emprunter, transiger, ester en justice.

Les congrégations non autorisées ont, au point de vue canonique, les mêmes caractères que les congrégations autorisées, mais elles ne peuvent jouir de la personnalité morale et sont, en principe, vis-à-vis de la loi civile, des incapables. Toutefois, la plupart du temps, les membres qui les composent suppléent à cette incapacité et assurent la perpétuité de l'œuvre religieuse qu'ils poursuivent en se constituant en sociétés civiles ou commerciales, soit en associations tontinières, de façon à permettre la subrogation indéfinie des associés les uns aux autres.

§ 26. — Au point de vue des droits de mutation qui frappent les accroissements de propriété, les congrégations autorisées n'ont eu à supporter, jusqu'à la loi du 28 décembre 1880, que la taxe des biens de mainmorte, taxe annuelle représen-

base à ses perceptions, et, tant qu'elle se trouve en présence d'une simple association dont l'existence illégale n'a pas été établie judiciairement, elle a le droit de considérer cette association comme licite et de lui réclamer les taxes auxquelles elle est soumise en cette qualité. (Inst. 3069, p. 13.)

tative des droits de transmission entre vifs et par décès, établie par la loi du 20 février 1849 sur les biens immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes et tous établissements publics légalement autorisés. Cette taxe est, depuis la loi du 30 mai 1872, de 0,70 centimes par franc de la contribution foncière, plus 2 décimes $\frac{1}{2}$, soit 0,875.

Quant aux accroissements s'opérant par l'effet de clauses insérées dans le pacte social entre les membres des congrégations non autorisées constituées en société, ils étaient assimilés aux cessions d'actions et passibles seulement du droit de 0,50 % (loi 22 frimaire an VII, article 69, § 2, n° 6), quelle que fût la nature des biens.

§ 27. — Ce régime fiscal constituait une situation privilégiée en faveur des congrégations religieuses.

Si, lorsqu'il s'agit d'une société ordinaire, les accroissements de droits sociaux peuvent être, sans grands inconvénients, tarifés à 0,50 %, et même exemptés de tout impôt, il n'en est plus de même lorsque les bénéficiaires de l'accroissement sont membres d'une congrégation religieuse. Les

sociétés ordinaires ont, en effet, une durée limitée, à l'expiration de laquelle les biens qui en dépendent rentrent dans le courant de la circulation. En outre, les droits sociaux font, même pendant la durée de la société, l'objet de mutation par décès ou de donations qui supportent les tarifs ordinaires de ces sortes de transmissions.

La situation est toute différente lorsqu'il s'agit de sociétés dont la durée est le plus souvent indéfinie, et dont les statuts sont combinés de façon à exclure toute transmission par voie de donation ou de succession, parce que, en pareil cas, les biens peuvent être considérés comme soustraits d'une façon définitive à la perception des droits ordinaires de mutations.

§ 28.— C'est sous l'empire de ces considérations et sur l'initiative de M. Brisson, député, que fut votée, après une longue discussion dans les deux Chambres, l'article 4 de la loi du 28 décembre 1880, qui a pour but d'assujétir aux droits ordinaires de mutation, à titre gratuit, les accroissements de parts qui s'opèrent dans les sociétés régies par la double clause d'adjonction de nouveaux membres et de réversion de droits sociaux. Mais alors, la plupart des congrégations religieuses constituées sous la forme de sociétés civiles, notamment les congrégations religieuses non reconnues, sup-

primèrent de leurs statuts l'une des clauses d'adjonction ou de réversion requises pour la perception du droit de mutation, tout en s'assurant, au moyen de diverses combinaisons, les avantages que ces clauses étaient destinées à réaliser.

Après un vif débat à la Chambre et au Sénat, de nouvelles mesures beaucoup plus rigoureuses furent insérées dans la loi de finances du 29 décembre 1884, sous l'article 9, en vue d'assurer d'une manière plus efficace le recouvrement du droit d'accroissement. Sous l'empire de cette dernière loi, le droit d'accroissement était dû à chaque décès ou retraite :

1^o Par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non autorisées, sans distinction ni exception ;

2^o Par toutes les sociétés et associations civiles dont les statuts contiennent la double clause d'adjonction et de réversion, prévue par l'article 4 de la loi de 1880, et confèrent implicitement ou explicitement aux associés, sur les valeurs communes, un droit personnel qui les appelle au partage de ces valeurs lors de la dissolution de l'entreprise. Ces accroissements étaient assujétis au droit de mutation à titre gratuit, même lorsque à raison des conditions stipulées ou du prix alloué à l'associé sortant, ils paraissaient revêtir

le caractère civil de mutation à titre onéreux. La perception avait lieu à titre de droit de succession quand l'accroissement s'effectuait par suite de décès, ou de droit de donation quand il se réalisait entre vifs.

La taxe de mainmorte continuait à être payée par les congrégations autorisées ; ces dernières se trouvaient ainsi soumises à des charges fiscales plus élevées que les congrégations non autorisées. De plus, de ce que la loi assimilait aux successions les accroissements réalisés par des décès, l'administration avait conclu que les droits devaient être payés au bureau de la situation des biens pour les immeubles et les meubles corporels, et au bureau du domicile du défunt pour les autres valeurs, conformément à l'article 27 de la loi du 22 frimaire an VII. La perception des droits proportionnels devait, aux termes de l'article 2 de la loi du 27 ventôse an IX, suivre les sommes de 20 fr. en 20 fr. ; le minimum du droit à percevoir était de 2 fr. 25, décimes compris, encore bien que l'accroissement n'ait eu qu'une valeur de quelques centimes.

§ 29. — L'intervention du législateur s'imposait. La loi du 16 avril 1895, art. 3 à 10, transforme l'ancien droit d'accroissement en une taxe annuelle, fixée à 0,30 % de la valeur des immeubles possédés par les congrégations autorisées, et

à 0,40 % pour les congrégations non autorisées. Le taux de l'impôt de mainmorte étant en moyenne de 0,10 %, le législateur a voulu, par cette majoration équivalente du tarif de la taxe d'accroissement, établir une égalité complète entre les associations qui payent le droit d'accroissement et le droit de mainmorte, et les associations qui ne sont pas soumises à ce dernier impôt.

Le payement de la taxe annuelle est imposé à toutes les associations régies, au point de vue du droit d'accroissement, par les articles 4 de la loi du 28 décembre 1880 et 9 de la loi du 29 décembre 1884, mais seulement à ces associations. Le fait générateur n'est plus, comme sous l'empire de la législation précédente, le décès ou la retraite d'un associé, c'est l'existence d'une société ou association présentant les caractères prévus par la loi de 1880 et 1884.

La taxe est acquittée au bureau de l'enregistrement du siège social désigné à cet effet, pour chaque année écoulée, dans les trois premiers mois de l'année suivante, sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître la consistance et la valeur des biens soumis à l'impôt. La perception suit les sommes de 20 fr. en 20 fr., les meubles et les immeubles étant d'ailleurs réunis toutes les fois qu'ils sont soumis au même tarif ; le droit

minimum qui puisse être perçu est celui de 0,25.
(Art. 2, 3 loi 27 ventôse an IX.)

Les taxes annuelles ont été établies en vue d'obtenir un produit équivalant à celui fourni par les droits d'accroissement, c'est-à-dire environ 11 fr. 25 %.

CHAPITRE III

RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIERS D'UNE PROPRIÉTÉ TRANSMISE A TITRE GRATUIT (SUBSTITUTION).

§ 30. — Dans la pratique, il peut être difficile, à raison de l'ambiguïté des termes d'une disposition testamentaire, de discerner si le testateur a entendu faire des libéralités conjointes, avec droit d'accroissement entre colégataires, ou des libéralités successives avec substitution. Nous allons donc succinctement exposer les différences qui existent entre la clause d'accroissement et la clause de substitution ; nous verrons ensuite les règles fiscales applicables à cette dernière clause.

La substitution est une disposition par laquelle un donateur ou testateur charge une personne qu'il gratifie en premier ordre, de conserver les biens donnés ou légués pendant sa vie et de les rendre , lorsqu'elle mourra, à une autre ou à d'autres personnes gratifiées en second ordre, si elles se trouvent vivantes et capables à cette époque.

L'accroissement ou réversion et la substitution sont l'un et l'autre conditionnels. Mais, tandis que l'accroissement peut être aussi bien stipulé dans un contrat commutatif et aléatoire que dans un acte unilatéral et emportant libéralité, la substitution n'est jamais qu'une disposition accessoire d'un contrat à titre gratuit.

Aussi, l'accroissement de propriété donne généralement lieu à la perception d'un droit de mutation à titre onéreux, tandis que la substitution de propriété est frappée du droit de mutation à titre gratuit.

§ 31. — « Les substitutions sont prohibées », dit l'article 896 du C. civ. Cependant, les articles 1048 et 1049 établissent deux exceptions à ce principe. L'article 1048 permet aux pères et mères de donner ou léguer leur quotité disponible, en tout ou partie, à un ou plusieurs de leurs enfants, avec la charge par le ou les enfants donataires ou légataires de conserver jusqu'à leur mort les biens dont ils ont été gratifiés, et de les rendre à cette époque à leurs enfants, nés ou à naître, au premier degré seulement.

D'après l'article 1049, est valable, en cas de mort sans enfant du disposant, la stipulation par laquelle un frère ou une sœur a donné ou légué la quotité de biens dont la loi lui permettait de disposer, à un ou plusieurs de ses frères et sœurs,

avec la charge par les donataires ou légataires de conserver jusqu'à leur mort les biens dont ils ont été gratifiés, et de les rendre à cette époque à leurs enfants nés ou à naître, au premier degré seulement.

Dans ces deux cas, d'ailleurs, la faculté de substituer est limitée à la quotité disponible.

La substitution consiste en principe dans une double libéralité, avec ordre successif et avec charge de conserver et de rendre.

La première libéralité est faite au profit de l'institué ou grevé, qui est tenu de conserver les biens sans pouvoir en disposer. La seconde libéralité est faite au substitué ou appelé, qui doit recueillir les biens dont il s'agit, s'il survit à l'institué.

Ces deux libéralités procèdent ainsi l'une et l'autre du gratifiant.

Il n'y a pas substitution, en outre, lorsque la charge de rendre s'applique à des choses autres que celles léguées ou données. Enfin, il faut encore que la charge de rendre soit reportée au décès du grevé. Par exception, l'ouverture de la substitution a lieu, même du vivant du grevé, soit d'une manière absolue, soit à l'égard de certaines personnes, ou sous certains rapports seulement : 1^o par l'arrivée du terme ou de la condition, lorsque le disposant a fixé pour la

restitution une époque autre que celle de la mort du grevé, ou qu'il l'a fait dépendre d'un événement incertain autre que la survie des appelés ;

2° Par la déchéance prononcée contre le grevé, qui a négligé de faire nommer un tuteur à l'exécution (Art. 1056-1057) ;

3° Par la restitution que le grevé a volontairement effectuée avant le terme ou l'événement de la condition dont il dépendait ;

4° Enfin, par la révocation prononcée, conformément aux articles 954, 955, 1046, de la libéralité faite au profit du grevé.

§ 32. — La substitution, en dehors des cas prévus par les articles 1048 et 1049, est prohibée ; mais la doctrine est unanime à reconnaître que l'annulabilité d'un acte ne met pas obstacle à la perception des droits d'enregistrement afférents à cet acte ; car, même dans le cas de nullité absolue, l'acte existe et est susceptible d'exécution jusqu'au jour où il aura été judiciairement annulé. Avant d'appliquer les droits exigibles en matière de substitution, il n'y a donc pas à rechercher si, dans l'espèce, la substitution est permise ou prohibée.

La loi du 22 frimaire an VII n'ayant pas institué de tarif spécial pour la substitution, on appliquera aux deux mutations les règles de droit commun ; et, suivant que la mutation procé-

dera d'une succession ou d'une donation entre vifs, le droit perçu sera celui de mutation à titre gratuit entre vifs ou par décès. Il faut bien observer que la clause d'un acte de donation entre vifs contenant substitution ne donne ouverture de ce chef à la perception d'aucun droit fixe ou proportionnel, indépendamment du droit dû pour la mutation qui s'effectue au profit du grevé.

Chaque droit de mutation n'est perçu qu'au moment où chaque mutation se réalise. C'est une conséquence de la règle que l'appelé, s'il tient son droit du disposant, reçoit les biens du grevé.

§ 33. — Mais l'article 1069 exige que les dispositions de ces actes entre vifs ou testamentaires emportant substitution soient rendues publiques, et il fait une distinction en ce qui concerne le mode de publicité. Quant aux immeubles, la publicité consiste dans la transcription des actes qui contiennent la clause de substitution, et, quant aux sommes placées avec privilège, elle consiste dans une inscription sur les immeubles affectés en privilège. Les substitutions immobilières seront donc soumises au droit de transcription, qui est, d'après l'article 54 de la loi du 28 avril 1816, de 1,50 % en principal ¹.

1. La loi du 21 juin 1875 a réduit à 0,50 % le droit de transcription pour les donations à titre de partage anticipé.

Ce principe reste sans influence sur la perception applicable aux donations entre vifs ordinaires ; car le droit de transcription est toujours perçu au moment de l'enregistrement des actes de cette nature. Au contraire, toutes les dispositions testamentaires contenant une substitution seront assujéties à la formalité de la transcription. (Cass., 28 novembre 1848 et 25 avril 1849.)

§ 34. — Le droit de donation est liquidé sur la valeur vénale des immeubles frappés de substitution, et le droit de succession sur le capital du revenu des immeubles compris dans le legs grevé de substitution, au taux fixé par le degré de parenté existant entre le légataire et le défunt. De même, le droit de transcription, en cas de substitution par décès, sera liquidé sur le revenu capitalisé de l'immeuble.

(Lois 22 frimaire an VII, 21 ventôse an VIII, 25 février 1901.)

Les délais d'enregistrement, les pénalités et les prescriptions sont les mêmes que ceux applicables aux accroissements de propriété.

Ainsi, en droit fiscal, tandis que l'accroissement est considéré, en principe, comme un acte de mutation à titre onéreux, la substitution est toujours taxée comme une mutation à titre gratuit entre vifs ou par décès : c'est que l'accrois-

sement est un contrat commutatif et aléatoire, tandis que la substitution est un acte unilatéral supposant libéralité en faveur de deux bénéficiaires successifs.

TITRE II

Réversion d'usufruit

§ 35. — L'accroissement de propriété ne peut résulter que d'un acte d'acquisition ou de mise en commun. Au contraire, la réversion d'usufruit peut être stipulée aussi bien dans un contrat d'acquisition que dans un contrat d'aliénation. Tantôt plusieurs personnes acquièrent en commun un usufruit avec clause d'accroissement ou réversion au profit des survivantes d'entre elles, tantôt, au contraire, des covenueurs ou des codonateurs se réservent, en tout ou en partie, l'usufruit de biens aliénés en stipulant qu'au décès de l'un d'entre eux, le ou les survivants continueront à jouir pendant leur vie de l'usufruit réservé. On comprend aisément, en effet, qu'un plein propriétaire puisse démembre sa propriété et en abandonner la nue propriété, tout en assurant l'usufruit sur sa tête et, après sa

mort, sur la tête d'une personne désignée, tandis qu'il lui est impossible légalement d'aliéner actuellement sa toute propriété et en même temps d'en gratifier dans l'avenir une tierce personne¹.

§ 36. — L'usufruit est un démembrement de la propriété. Voyons donc comment, en matière fiscale, on l'évalue. Tout d'abord, nous allons exposer le mode d'évaluation de la loi du 22 frimaire an VII ; nous étudierons ensuite celui qui y a été substitué par les articles 13 et 14 de la loi du 25 février 1901.

L'exposé très clair du système de la loi du 22 frimaire an VII est contenu dans la note annexée au projet de loi sur la réforme du régime fiscal de l'usufruit dont le gouvernement saisit la Chambre le 20 mars 1880. Cette note résume en ces termes la règle d'évaluation suivie jusqu'en 1901: « La nue propriété prend naissance lorsque l'usufruit en est séparé par un acte à titre onéreux ou par un acte à titre gratuit : ces deux hypothèses doivent être examinées successivement.

« Le premier cas du démembrement à titre onéreux est celui de la vente, par l'effet de laquelle la nue propriété est cédée à un acquéreur

1. Sauf les exceptions stipulées aux articles 1048 et 1049 C. c.

et l'usufruit à un autre acquéreur, moyennant des prix distincts. L'acquéreur de l'usufruit paye l'impôt sur la valeur de la jouissance représentée par le prix stipulé à sa charge : pas de difficulté à cet égard. Mais sur quoi porte le droit dû par l'acheteur de la nue propriété ? La loi fiscale est muette sur ce point. La jurisprudence en a conclu que l'impôt est dû seulement sur le prix de la nue propriété, sans y rien ajouter pour l'expectative de l'usufruit. Cette décision est tout à fait correcte. L'acquéreur de la nue propriété n'a acheté, comme on l'a dit plus haut, que l'expectative de recueillir ultérieurement la jouissance. Or la valeur de cette expectative est représentée, au jour de l'aliénation, par le prix payé au vendeur. Donc, en acquittant l'impôt sur ce prix, l'acquéreur l'a payé sur tout ce qu'il achète. Il n'y a pas de raison pour l'exiger sur autre chose.

« La situation est juridiquement la même lorsque le vendeur, au lieu de céder l'usufruit à une autre personne que l'acheteur de la nue propriété, en a fait réserve à son profit personnel. Le prix que doit payer cet acheteur ne représente également que la valeur de l'objet transmis, et l'impôt ne devrait pas être liquidé sur une somme différente. C'est, en effet, ce qui a lieu pour les ventes d'objets mobiliers contenant

une réserve de jouissance au profit du vendeur. Mais il existe, pour les ventes d'immeubles intervenues dans ces conditions, une disposition spéciale de la loi du 22 frimaire an VII, ainsi conçue : « Si l'usufruit est réservé par le vendeur, il sera évalué à la moitié de tout ce qui forme le prix du contrat, et le droit sera perçu sur le total. » On ajoute donc au prix stipulé la moitié de son montant, et on perçoit le droit de vente sur le total. Pourquoi cette addition ? Il est assez d'usage de dire que la moitié à ajouter au prix représente la valeur de l'usufruit dont l'acheteur de la nue propriété a l'expectative, et que la loi a voulu faire payer d'avance à l'acheteur le droit sur cet usufruit. Là n'est pas le vrai motif. La loi de l'an VII a pris cette disposition dans l'ancien droit, où elle avait été introduite, *contra rationem juris*, pour prévenir un genre particulier de fraude. Il eût été facile aux parties, en effet, de rédiger le contrat avec la clause de réserve de l'usufruit, de détruire par une contre-lettre l'effet de cette clause, puis, au moyen d'une renonciation du vendeur, présentée comme pure et simple, l'acheteur, sans nouveau droit de mutation, aurait eu la pleine propriété du fonds. Les antécédents historiques de la loi du 22 frimaire an VII ne laissent aucun doute sur ce point.

« L'échange et le partage sont encore deux moyens fréquents d'opérer le démembrement de la pleine propriété. Il importe d'être fixé sur l'évaluation, dans chacun de ces contrats, de la nue propriété transmise.

« Un propriétaire peut échanger la nue propriété de sa chose avec une personne et l'usufruit avec une autre, ou bien échanger seulement la nue propriété en se réservant l'usufruit. Comment est alors déterminée, pour la perception de l'impôt, la valeur de la nue propriété transmise ? Il n'existe plus ici de prix correspondant à la nue propriété, et la loi fiscale ne renferme, au sujet des échanges avec réserve d'usufruit, aucune disposition analogue à celle qui existe pour les ventes. On se trouve en présence de deux textes décidant d'une manière générale, l'un, au sujet des meubles, que le droit est dû sur le prix ou, à défaut de prix, sur l'évaluation de l'objet cédé, et l'autre, au sujet des immeubles, que la valeur est déterminée par le revenu annuel multiplié par 20. Ces articles ne comportent pas de distinction. Il en résulte que la nue propriété de l'objet mobilier échangé sera estimée d'après sa valeur réelle, déduction faite de la valeur de l'usufruit, et que la nue propriété de l'immeuble sera déterminée par la capitalisation au denier 20, comme la pleine propriété.

« Il est impossible de rendre raison de cette anomalie.

Au cas de transmission entre vifs ou par décès, la nue propriété était, sous l'empire de la loi de l'an VII, assimilée entièrement à la pleine propriété. En conséquence, elle supportait le droit de mutation sur la valeur entière des biens meubles, et, s'il s'agit d'un immeuble, sur la capitalisation de son revenu par 20 ou 25. En outre, l'usufruit était, dans la même hypothèse, taxé distinctement sur une valeur fixée à la moitié de celle des biens meubles ou sur le revenu des immeubles, capitalisé par 10 ou 12,50. (Loi 22 frimaire an VII, art. 14, n° 9 et 15, n° 8 loi 21 juin 1875, art. 2.) »

Si l'on applique ces règles en matière de réversion d'usufruit, on arrive aux conclusions suivantes :

1° Lorsque la nue propriété était vendue à une personne, alors que l'usufruit réversible était vendu par le même acte à d'autres personnes, la loi prenait la nue propriété et l'usufruit avec leur valeur réelle, et, lors de la réversion, le droit de mutation à titre onéreux était perçu sur la valeur réelle de la part d'usufruit transmise.

2° Lorsque la nue propriété était vendue à une personne, et que les vendeurs se résér-

vaient l'usufruit, avec clause de reversion, au lieu de le céder à des tiers, la nue propriété, sauf pour les meubles, était estimée à une fois et demie sa valeur. L'usufruit ne supportait pas d'impôt, et, lors de la réversion, il n'était perçu aucun droit.

3° Enfin, lorsque la nue propriété était constituée par un échange ou par un acte à titre gratuit, elle supportait le droit sur deux fois sa valeur ; comme dans le cas précédent, l'usufruit ne supportait pas d'impôt, et, lors de la réversion, il n'était perçu aucun droit.

§ 37. — Ces règles ne sont plus appliquées depuis la loi du 25 février 1901. Désormais, la nue propriété et l'usufruit ne supportent plus l'impôt de mutation que sur leur valeur respective au moment de la transmission. Cette valeur est représentée par une fraction de la valeur de la pleine propriété, de telle sorte que, même en cas de transmission simultanée, les droits ne seront jamais perçus sur un capital supérieur à celui de la pleine propriété des biens transmis.

L'article 12 de la loi du 25 février 1901 réalise cette importante réforme dans les termes suivants :

« La valeur de la nue propriété et de l'usufruit des biens meubles et immeubles est déterminée

par la liquidation et le payement des droits, ainsi qu'il suit, savoir :

« 1^o Pour les transmissions à titre onéreux des biens autres que les créances, rentes ou pensions, par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital, sauf application des articles 17 de la loi du 22 frimaire an VII et 13 de celle du 23 août 1871 ;

« 2^o Pour les échanges et pour les transmissions entre vifs à titre gratuit, ou celles qui s'opèrent par décès des mêmes biens, par une évaluation faite de la manière suivante : si l'usufruitier a moins de vingt ans révolus, l'usufruit est estimé aux sept dixièmes et la nue propriété aux trois dixièmes de la propriété entière, telle qu'elle doit être évaluée d'après les règles sur l'enregistrement. Au-dessus de cet âge, cette proportion est diminuée pour l'usufruit et augmentée, pour la nue propriété, d'un dixième par chaque période de dix ans, sans fraction. A partir de soixante-dix ans révolus de l'âge de l'usufruitier, la proportion est fixée à un dixième pour l'usufruit et à neuf dixièmes pour la nue propriété. Pour déterminer la valeur de la nue propriété, il n'est tenu compte que des usufruits ouverts au jour de la mutation de cette nue propriété.

« Toutefois, dans le cas d'usufruit éventuel

venant à s'ouvrir, le nu propriétaire aura droit à la restitution d'une somme égale à ce qu'il aurait payé en moins, si le droit acquitté par lui avait été calculé d'après l'âge de l'usufruitier éventuel ; mais cette restitution aura lieu dans les limites seulement du droit dû par celui-ci. L'action en restitution ouverte au profit du nu propriétaire se prescrit par deux ans, à compter du jour du décès du précédent usufruitier.

« L'usufruit constitué pour une durée fixe est estimé aux deux dixièmes de la valeur de la propriété entière pour chaque période de dix ans de la durée de l'usufruit, sans fraction et sans égard à l'âge de l'usufruitier.

« 3^e Pour les créances à terme, les rentes perpétuelles et non perpétuelles et les pensions créées ou transmises, à quelque titre que ce soit, et, pour l'amortissement de ces rentes ou pensions, par une quotité de la valeur de la propriété entière, établie suivant les règles indiquées au paragraphe précédent, d'après le capital déterminé par les §§ 2, 7 et 9 de l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII.

« Il n'est rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété lorsque cette réunion a lieu par le décès de l'usufruitier ou l'expiration du temps fixé pour la durée de l'usufruit. »

La loi du 25 février 1901 est sans effet rétro-

actif ; elle ne s'impose qu'aux démembrements de propriété postérieurs à la loi de 1901. En conséquence, du moment où la nue propriété a été séparée de l'usufruit par un acte ou un fait juridique antérieur à la mise à exécution de cette loi, les transmissions ultérieures de l'usufruit échappent légalement aux prescriptions de l'article 12, et demeurent soumises aux règles d'évaluation instituées par la loi de l'an VII.

Puisque nous connaissons maintenant la manière d'évaluer un usufruit, nous allons étudier les droits de mutation auxquels donnent lieu, depuis la loi du 25 février 1901 :

1° Les réversions d'usufruit résultant de contrat d'acquisition ou de mise en commun ;

2° Les réversions d'usufruit résultant de contrat d'aliénation ;

3° Les usufruits successifs, ou réversions sur la tête d'un tiers d'usufruit constitué à titre gratuit.

CHAPITRE I^{er}

RÉVERSION D'USUFRUIT RÉSULTANT DE CONTRAT D'ACQUISITION OU DE MISE EN COMMUN

§ 38. — La clause de réversion d'usufruit réservé peut être stipulée dans un contrat d'acquisition et de mise en commun ou dans un contrat d'aliénation. Primus et Secundus peuvent acquérir conjointement de Tertius un usufruit réversible, à la mort du prémourant, sur la tête du survivant. Ou bien Primus et Secundus, propriétaires indivis, peuvent vendre ou donner à Tertius, sous réserve d'usufruit, une propriété, en stipulant qu'au décès de l'un d'eux, le survivant continuera à jouir pendant sa vie de l'usufruit réservé.

Quand la réversion d'usufruit revêt, vis-à-vis des bénéficiaires, le caractère de contrat d'acquisition, le droit de mutation applicable est le droit de mutation à titre onéreux. Si, au contraire, la réversion d'usufruit revêt le caractère d'une aliénation, c'est le droit de mutation à titre gratuit par décès qui sera applicable.

Il importe donc, avant de percevoir un droit de mutation sur une réversion d'usufruit, d'être fixé sur l'intention des parties. Cette intention, qui est facile à découvrir lorsque les intéressés sont étrangers les uns aux autres, est, au contraire, malaisée à saisir lorsqu'on se trouve en face de conjoints ; car alors, il faut tenir compte du régime matrimonial adopté.

Ce chapitre sera donc divisé en deux sections, où il sera traité :

I. — De la réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisition ou de mise en commun entre étrangers.

II. — De la réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisition ou de mise en commun entre époux communs ou non en biens.

SECTION I

De la réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisition
ou de mise en commun entre étrangers

§ 39. — Nous avons vu que, quand plusieurs personnes font une acquisition en commun, sous la condition que la part du prémourant sera réversible sur la tête du survivant, il y a clause aléatoire donnant ouverture, lors de

l'événement, au droit de mutation à titre onéreux. Rien ne s'oppose, en droit, à ce que ce résultat s'applique à un usufruit comme à une pleine propriété. En effet, l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII assujétit au droit proportionnel, par une seule et même disposition, et sans distinguer entre elles, « toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance », et les articles 9, 12, 17, 22, 69, § 7, n° 1 de la loi du 22 frimaire an VII et 4 de la loi du 27 ventôse an IX, relatifs au mode de paiement de ce droit, ne distinguent pas davantage entre les mutations de propriété et celles d'usufruit. L'usufruit d'un immeuble est, en effet, un démembrement de propriété qui a le caractère d'un droit réel, et doit être considéré comme l'immeuble lui-même dans la transmission dont il est l'objet. Or, la cession d'un immeuble, qu'elle ait lieu pour prix d'une convention ou autrement, donne ouverture au droit de mutation à titre onéreux, parce que l'immeuble ne saurait changer de mains sans acquitter l'impôt. Si donc il est établi, par les circonstances et les termes du contrat, que la réversion est le résultat d'un contrat intéressé intervenu entre les associés eux-mêmes, il faut décider, par application de la jurisprudence, que le droit exigible à l'événement est celui de mutation à titre onéreux.

On pourrait objecter qu'aux termes de l'article 617 C. civ., l'usufruit s'éteint par la mort de l'usufruitier ; que, par suite, le prédécédé n'a pu transmettre sa part d'usufruit au survivant, qui la tient directement du vendeur, par l'effet de l'acte d'acquisition ; mais, comme l'a fait très bien ressortir le jugement du Tribunal d'Autun du 9 décembre 1891, il n'y a pas lieu de rechercher si cette transmission est ou non conforme aux règles du droit, mais s'il y a mutation susceptible d'être frappée d'un droit. Or il est évident que, lorsque deux personnes acquièrent conjointement un usufruit, avec cette clause formelle que le décès du prémourant des usufruitiers ne réunira pas sa part d'usufruit à la nue propriété, mais l'attribuera à l'usufruitier survivant, la moitié de l'usufruit passe, quand la condition se réalise, sur la tête de ce dernier. Le droit de mutation à titre onéreux à ce moment est donc bien dû. Ce droit sera calculé sur la part nette transmise, mais rien que sur cette part.

§ 40. — On a vu plus haut quel était, en matière d'évaluation d'usufruit, le système de la loi du 22 frimaire an VII. L'impôt était, en principe, établi sur une valeur arbitrée à la moitié de la pleine propriété, quel que fût l'âge de l'usufruitier.

Au procédé d'évaluation, la loi du 25 février 1901 substitue la méthode suivante : le receveur commence par déterminer, d'après les règles en vigueur pour les diverses catégories de biens meubles et immeubles, la valeur imposable de la propriété entière des biens transmis en usufruit. (Art. 3 loi 21 juin 1875, 11 loi du 25 février 1901, 2, 7, 9, 14 loi du 22 frimaire an VII.) Après avoir ainsi établi la valeur imposable de la pleine propriété, il lui reste une seconde opération à accomplir, c'est de répartir cette valeur entre la nue propriété et l'usufruit, proportionnellement à l'importance respective et actuelle de ces deux éléments de la propriété. La loi de 1901 fixe elle-même les bases de cette répartition ; elle considère que la valeur de l'usufruit décroît à mesure que s'approche le terme de sa durée et que, par contre, la nue propriété augmente à mesure que l'usufruit s'épuise et dépérit avec l'âge de son possesseur. En conséquence, c'est d'après l'âge de l'usufruitier, à l'époque du démembrement, et en tenant compte des chances de vie qui en résultent, que la loi dégage la valeur de l'usufruit et celle de la nue propriété, par rapport à celle de la propriété entière. Partant de cette idée, elle décide que, si l'usufruitier a moins de vingt ans révolus, l'usufruit est estimé aux sept dixièmes, et la nue

propriété aux trois dixièmes de la propriété entière. Au-dessus de vingt ans, cette proportion est diminuée pour l'usufruit et augmentée pour la nue propriété de un dixième pour chaque période de 10 ans sans fraction. A partir de 70 ans, la perception est fixée à un dixième pour l'usufruit, et neuf dixièmes pour la nue propriété. Ces deux démembrements sont, au point de vue de la perception, complémentaires l'un de l'autre. Lorsque la valeur du premier augmente, celle du second décroît dans la même mesure, et le total ne change pas.

En résumé, le droit de mutation à titre onéreux, lorsque la réversion s'opérera, devra donc être liquidé sur une fraction de la pleine propriété, calculée d'après l'âge de l'usufruitier survivant.

L'usufruit réversible pour une durée déterminée n'est pas estimé d'après les mêmes lois, puisqu'il n'est pas exposé, comme l'usufruit viager, aux chances d'extinction résultant du décès de l'usufruitier. Aussi la loi décide-t-elle que sa valeur imposable sera estimée à forfait aux deux dixièmes de la propriété entière pour chaque période de dix ans de l'usufruit, sans fraction, et abstraction faite de l'âge de l'usufruitier.

§ 41. — Lorsqu'il s'agit d'un usufruit immobilier, le droit de mutation exigible est celui

de 7 %, tant que l'indivision subsiste, c'est-à-dire tant qu'il reste plusieurs des acquéreurs conjoints de l'usufruit. Mais le droit de transcription ne saurait être exigible, et le droit de 4 % doit seul être perçu dès que l'indivision cesse, ce qui arrive lors de la dernière réversion, quand il n'existe plus qu'un seul des acquéreurs conjoints. Celui-ci reste, en effet, seul propriétaire de l'usufruit réversible, et il n'y a d'ailleurs aucune indivision entre le nu propriétaire et lui.

REVERSION. SECTION II

Réversion d'usufruit en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux

§ 42. — De même que l'accroissement de propriété est soumis à des règles de perception différentes, suivant qu'il s'opère entre époux communs en biens ou entre époux non communs, de même la réversion d'usufruit se trouve exemptée de toute charge ou assujétie au droit de mutation à titre onéreux, suivant que les conjoints qui ont stipulé cette réversion sont mariés ou non sous le régime de la communauté.

A. — RÉVERSION D'USUFRUIT EN CAS D'ACQUISITION OU
DE MISE EN COMMUN ENTRE ÉPOUX COMMUNS EN BIENS

§ 43. --- La réversion d'usufruit résultant d'un contrat d'acquisition entre époux communs en biens n'est jamais soumise à un droit de mutation, qu'il soit entre vifs ou par décès, à titre onéreux ou à titre gratuit. Seulement, pour établir la part revenant à chaque époux dans la communauté lors de la liquidation, on évalue la récompense due par le survivant à raison de ce qu'il conserve tout entier l'usufruit, auquel il n'avait droit qu'à concurrence de moitié, comme l'ayant acquis avec des deniers communs. Cette récompense diminue d'autant les droits du survivant dans le patrimoine commun, et rétablit l'égalité de chaque conjoint dans les bénéfices. C'est qu'en effet, lorsque deux époux communs en biens acquièrent un usufruit réversible moyennant un prix unique, chacun des acquéreurs est saisi, dès le jour de l'acquisition, d'un droit actuel et irrévocable sur l'intégralité de cet usufruit ; mais, pendant toute la durée de la communauté, le droit de chacun ne peut s'exercer que partiellement, et c'est seulement le survivant qui en jouira intégralement. Au décès du prémourant, il n'y a donc pas mutation,

transmission d'usufruit ; il y a entrée en pleine jouissance d'un droit préexistant. Or, puisque lors de l'acquisition conjointe des époux, les droits de mutation à titre onéreux ont été perçus, le décès du prémourant ne donnera lieu à aucune nouvelle réclamation de droit.

La seule obligation à laquelle le survivant soit astreint, c'est, avons-nous dit, de tenir compte à la communauté de la moitié de la valeur de l'usufruit qu'il conserve en entier.

§ 44. — D'après quelles règles cet usufruit se calculera-t-il ? Sera-ce d'après les principes contenus dans la loi du 25 février 1901 ? On établirait d'abord la valeur vénale du bien soumis à usufruit, et, l'âge de l'époux bénéficiaire, une fois connu, on appliquerait le barème fourni par cette loi. Mais ce mode de calcul de l'usufruit n'est en usage que pour fixer la perception des droits d'enregistrement, et ne peut être appliqué en matière civile, notamment pour la fixation de la quotité disponible¹. « Le Code civil n'ayant établi aucune règle générale sur la matière, cette appréciation a été laissée à la prudence et à la sagesse du juge », dit l'arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1824. D'une part, il ne faut

1. Cass., 21 juillet 1813. — Cass., 7 janvier 1824. — Cass., 28 mars 1866.

pas qu'un époux s'enrichisse au détriment de la communauté ; mais, par contre, il serait injuste de lui faire rapporter à la communauté plus qu'il n'a pris. La jurisprudence a d'abord décidé que la récompense devrait être déterminée par le prix que la communauté a payé pour l'acquisition de l'usufruit ; mais il pouvait s'être écoulé un laps de temps considérable entre l'acquisition conjointe et la réversion : l'usufruit n'avait plus, vis-à-vis du survivant, la même valeur ; aussi actuellement admet-on que la récompense doit être équivalente au profit que l'époux survivant tire du contrat, sans pouvoir être jamais supérieure à la somme déboursée par la communauté ; il appartient aux parties d'évaluer elles-mêmes cette récompense dans une déclaration estimative, sauf aux agents de perception à prendre, le cas échéant, comme base de perception de la liquidation des droits et ensuite comme moyen de contrôle, les tarifs des compagnies d'assurances.

B. — RÉVERSION D'USUFRUIT EN CAS D'ACQUISITION OU DE MISE EN COMMUN ENTRE ÉPOUX NON COMMUNS EN BIENS.

§ 45. — Les règles applicables en matière de réversion d'usufruit entre époux non communs en biens sont toutes différentes. Sous le régime

de la communauté, les acquisitions faites pendant le mariage sont réputées faites des deniers de cette communauté ; les biens acquis appartiennent donc indivisément aux deux époux. Au contraire, lorsque les époux sont mariés sans communauté, chacun d'eux conserve propres tous ses biens présents et futurs ; les acquisitions rentrent dans le patrimoine du conjoint qui a traité, et les auteurs sont unanimes à décider que, « si la femme a acheté des biens conjointement avec son mari, elle en est propriétaire pour moitié, sans qu'il y ait à rechercher d'où proviennent les deniers qui ont servi à l'acquisition ¹ » ; car, comme le disent Aubry et Rau, t. v, 531, n° 2, page 511, « on doit s'en tenir au principe que la chose appartient à celui qui l'a achetée, même avec les deniers d'un tiers ». Le mari toutefois ou ses héritiers peuvent prétendre, après la dissolution du mariage qu'il leur est dû récompense par la femme, à raison de ce que les deniers avec lesquels elle a acheté lui ont été avancés par le mari. Les héritiers réservataires du mari peuvent même soutenir qu'il y a eu donation déguisée par le mari à la femme.

Disons donc que l'usufruit réversible, acquis

1. Supplément à la jurisprudence générale, v° *Contrat de mariage*.

moyennant un prix unique, par deux époux non communs en biens, sans qu'il soit indiqué pour combien chacun d'eux est intervenu dans le paiement, est réputé en principe appartenir pour moitié à chacun d'eux.

§ 46. — La clause de réversion stipulée dans le contrat d'acquisition est une clause aléatoire contenue dans un contrat commutatif. Par conséquent, lorsque la part d'usufruit du prémourant se trouvera transportée sur la tête du survivant, il sera dû, sur la valeur de cette part, un droit de mutation à titre onéreux. Cette valeur, comme nous l'avons vu, sera déterminée par une fraction de la valeur totale de la pleine propriété, calculée d'après l'âge de l'époux survivant. (Art. 13, loi du 25 février 1901.)

Le droit applicable sera le droit proportionnel de 4 %, établi par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII (car, lorsqu'il s'agit d'un usufruit immobilier, le droit de mutation exigible est celui de 7 % (art. 2 de la loi du 22 avril 1906), tant qu'il y aura indivision entre époux. L'indivision ne cessant qu'au décès du prémourant, le droit de transcription ne saurait être exigé, et le droit de 4 % est seul applicable.

CHAPITRE II

RÉVERSION D'USUFRUIT RÉSULTANT DE CONTRAT D'ALIÉNATION

§ 47. — Avec les auteurs, l'administration a hésité pendant longtemps avant de pouvoir déterminer le caractère juridique exact de la clause de réversion d'usufruit contenue dans un contrat d'aliénation. La réversion d'usufruit contenue dans un contrat d'aliénation fut d'abord considérée par la doctrine administrative comme une condition du contrat principal, c'est-à-dire comme une charge ne donnant lieu à la perception d'aucun droit, et c'est avec peine qu'une jurisprudence constante de la Cour de cassation est parvenue à faire considérer la clause de réversion d'usufruit contenue dans un contrat d'aliénation comme une proposition indépendante soumise, lors de la réalisation de la condition, à un droit spécial de mutation.

§ 48. — D'après Championnière et Rigaud, « Le donateur peut stipuler à son profit la réversion d'un bien autre que celui qu'il donne :

cette clause n'est autre chose qu'une charge éventuelle de la donation, et n'est également passible d'aucun droit. Supposons une clause par laquelle un donateur stipule qu'à la mort de l'usufruitier d'un bien dont la nue propriété appartient au donataire, il sera fait réversion de l'usufruit à son profit. Au décès de l'usufruitier, le donateur jouira de l'usufruit, mais il tiendra son droit de la donation dans laquelle la réversion de la jouissance forme charge éventuelle, et demeure affranchie du droit comme une charge actuelle, rendue pure et simple par l'événement de la condition. Les réversions de cette espèce peuvent aussi être stipulées dans les contrats à titre onéreux. Si, dans une vente, je stipule la réversion d'un usufruit, le caractère du contrat pourra être éventuellement modifié ; à l'événement, la convention sera ce qu'elle aurait été si j'étais immédiatement entré en jouissance, savoir, un échange pour partie équivalente à l'usufruit. Mais, dans aucun cas, je ne prendrai rien dans la succession de l'usufruitier : mon droit dérive de mon contrat, et je tiens l'usufruit de mon acquéreur en vertu de la vente et de la stipulation qu'elle contient (III, 2498, 2499) » ; et Bosquet, auteur du *Dictionnaire des domaines*, ajoutait : « Lorsqu'un mari et une femme acquièrent un bien-fonds et stipu-

lent par le contrat que le survivant jouira, en usufruit, de la portion du prédécédé dans cette acquisition, ce n'est qu'une condition de leur acquisition commune, et qui ne peut donner lieu à la perception d'aucun droit de contrôle ou d'insinuation particulière, ni même au demi-droit de centième denier, lorsque le survivant entre en jouissance de la totalité, s'il n'a pour titre que cette condition stipulée par l'acquisition. Il en est de même lorsque deux particuliers acquièrent également un bien-fonds en commun avec pareille stipulation de jouissance en faveur du survivant, parce que ce n'est pas un don, mais une simple condition de l'acquisition dans laquelle l'un et l'autre sont parties principales. » (2-195.)

Donc, pour ces auteurs, l'usufruit réservé par des donateurs ou vendeurs, avec clause de réversion sur la tête du survivant, constitue une charge de la donation [ou de la vente de la nue propriété. Lors de l'enregistrement de l'acte de donation, la réserve d'usufruit réversible ne mettant aucun obstacle à l'effet actuel de la transmission en ce qui concernait la nue propriété, rien ne s'opposait à la perception immédiate du droit proportionnel. Ce droit était le droit ordinaire de mutation avec réserve d'usufruit ; il était dû, s'il s'agissait d'un bien meuble, sur la valeur

entière de ce bien (loi 22 frimaire an VII, art. 14, n° 9), et, s'il s'agissait d'un immeuble, sur le revenu capitalisé au denier 20 ou 25 (loi 22 frimaire, art. 15, n° 7 et 21 juin 1875, n° 2). Quant à l'usufruit constitué par donation ou succession, il était également passible immédiatement de l'impôt, mais sur sa valeur seulement, c'est-à-dire sur la moitié de la valeur entière de l'objet s'il s'agissait d'un bien meuble (loi 22 frimaire an VII, art. 11), ou, s'il s'agissait d'un immeuble, sur le revenu capitalisé au denier 10 ou 12,50 (loi 22 frimaire an VII, art. 15, et 21 juin 1875 n° 2). D'autre part, la réversion d'usufruit ne donnait naissance à aucun droit de mutation. Quand la réserve d'usufruit était contenue dans un acte de vente, en théorie le droit n'était exigible que sur la valeur de la nue propriété, sans rien ajouter à raison de l'usufruit réservé. C'est ce qui se produisait en matière de vente de meubles avec réserve d'usufruit : le droit était dû sur le prix exprimé, qui correspondait évidemment à la valeur de la nue propriété transmise, sans ajouter la moitié pour la réserve stipulée.

Mais, pour les ventes d'immeubles, un texte de loi spécial édictait une règle absolument différente ; l'art. 15, n° 6 de la loi du 22 frimaire disposait, en effet : « Si l'usufruit est réservé par le vendeur, il sera évalué à la moitié de ce qui

forme le prix du contrat, et le droit sera perçu sur le total. » Ici encore, la réversion d'usufruit était exempte de tout droit de mutation.

§ 49. — Cette théorie, qui considère la réserve d'usufruit et la réserve d'usufruit réversible comme une simple charge, était antijuridique. En effet, si l'on peut, en règle générale, regarder comme une charge un droit personnel qui ne diminue pas pour les contractants la valeur de l'objet du contrat, mais seulement le montant de son prix, comme, par exemple, la réserve du droit d'habitation, il n'en est pas de même de l'usufruit, qui est un droit réel provenant du démembrement de la propriété et qui, une fois cédé, laisse une nue propriété peu appréciée.

L'usufruit réservé par les donateurs ou vendeurs ne peut être considéré comme une charge de la donation ou de la vente de la nue propriété ; car cet usufruit, n'étant jamais sorti de leurs mains et devant subsister jusqu'au décès du survivant d'eux, forme une propriété distincte de la propriété cédée. Au décès du premier mourant, il s'opère une véritable mutation au profit du survivant, qui recueille un avantage réel auquel il n'aurait eu aucun droit sans la réserve stipulée.

§ 50. — Aussi l'Administration songea-t-elle de bonne heure à appliquer aux réversions

d'usufruit ; stipulées dans un contrat d'aliénation, les principes en vigueur en matière d'accroissement de propriété et de réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisition ou de mise en commun.

Suivant que la réversion revêtirait le caractère de libéralité ou, au contraire, de clause commutative aléatoire, il fut décidé qu'elle serait frappée d'un droit de mutation, ou bien qu'elle continuerait à jouir de l'immunité. Les réversions d'usufruit résultant de contrat d'aliénation d'immeubles propres furent d'abord frappées. L'administration, en effet, admettait que la réserve de l'usufruit au profit du survivant n'est qu'une condition aléatoire dont la réciprocité exclut l'idée de libéralité. Cependant, en ce qui concerne les biens propres du prémourant, elle décida que le droit de mutation est exigible, attendu que le caractère de réciprocité n'existe pas, et qu'il n'y a plus de condition aléatoire, à défaut de parité dans la valeur des objets donnés, et d'équivalent pour chacune des parties dans les chances de gain et de perte.

Mais, s'il y a lieu de percevoir un droit de mutation lors de la réversion sur la tête d'un tiers étranger de l'usufruit de biens propres à un donateur ou vendeur, si, lors de la réversion sur la tête d'un époux survivant de l'usufruit d'un

bien propre appartenant au prédécédé, il y a mutation soumise à l'impôt : on ne voit pas pourquoi la réversion d'usufruit des biens communs au profit de l'époux survivant ne serait pas elle-même frappée du droit de mutation. Les biens de communauté, en effet, appartiennent aux deux époux, mais chacun d'eux n'a droit au bien qu'à concurrence de moitié. Si donc il est attribué au survivant l'usufruit de toute la communauté, il y a transmission d'usufruit à concurrence de moitié. Entraînée par la Cour de cassation, l'administration a définitivement adopté cette théorie dans une solution du 3 juin 1855 : « En présence de la doctrine de l'arrêt de Cassation du 31 août 1853, la circonstance que les biens originellement donnés dépendaient de la communauté des donateurs ne change rien au fond des choses. A défaut de stipulation contraire, les époux sont censés propriétaires, chacun par moitié, des biens acquis durant leur communauté. (Art. 1474 C. civ.) Dès lors, ils ne peuvent, au cours du mariage, acquérir des droits de propriété ou d'usufruit sur la part de l'un ou de l'autre qu'au moyen d'un abandon volontaire et réciproque. Cet abandon, lorsqu'il est consenti au profit du survivant, a le caractère d'une donation éventuelle à cause de mort, et donne ouverture sur l'acte qui le contient, au droit

fixe de 5 fr. (actuellement 7 fr. 50), et lors de la réalisation, au droit de mutation par décès. »

La réversion d'usufruit résultant d'un contrat d'aliénation n'est donc plus considérée comme une charge, mais comme une transmission distincte de l'aliénation primitive soumise à de nouveaux droits de mutation. Nous allons étudier les droits auxquels donnent ouverture :

1^o La réversion d'usufruit résultant de contrat d'aliénation consenti par des étrangers ;

2^o La réversion d'usufruit de biens propres et de biens communs résultant de contrat d'aliénation consenti par des époux.

SECTION I.

Réversion d'usufruit résultant de contrat d'aliénation consenti par des étrangers.

§ 51 — La réversion d'usufruit peut résulter d'un contrat d'aliénation à titre gratuit ou à titre onéreux. Des propriétaires peuvent faire une donation d'immeubles indivis entre eux en se réservant l'usufruit de ces immeubles jusqu'au décès du survivant d'eux ; ou bien ils peuvent vendre à un tiers des immeubles indivis entre eux, avec réserve d'usufruit réversible en totalité sur la tête d'un ou des survivants. Pour la

perception des droits, peu importe que le contrat dans lequel se trouve la clause de réversion soit une vente ou une donation, la clause de réversion contenue dans une vente ou une donation revêt, sauf preuve contraire, le caractère d'une libéralité mutuelle et éventuelle par les prémourants aux survivants des covevendeurs ou codonateurs et, à ce titre, est passible, lors de l'enregistrement de l'acte, du droit fixe spécial de 7 fr. 50 en principal, établi « pour les testaments et tous autres actes de libéralité qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès. » (Loi 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, n° 5.) Et la Cour de cassation a jugé, par un arrêt du 8 août 1853, que le droit de mutation par décès était exigible à l'événement : « Attendu que l'acte contient en réalité deux dispositions distinctes, à savoir : 1° une réserve d'usufruit contre l'acquéreur, jusqu'au décès du dernier vivant des vendeurs ; 2° la réversibilité de cet usufruit du prémourant au profit du survivant desdits vendeurs ; attendu que la première de ces dispositions, la réserve d'usufruit sur les deux têtes des vendeurs, affecte seule les droits et la situation de l'acquéreur et se rattache nécessairement à la vente, dont elle est une des conditions, mais que la deuxième, la réversibilité de l'usufruit du prémourant

au survivant, est indifférente à l'acquéreur ; qu'elle n'influe en rien sur sa situation ; qu'elle est indépendante de la vente et qu'elle n'en dérive pas nécessairement ; qu'ainsi, cette disposition de réversibilité ne rentre pas dans l'exception prévue par l'art. 11 loi 22 frimaire an VII, et, d'après les termes généraux du même article, elle est passible du droit déterminé par l'article de ladite loi auquel elle se rapporte... »

§ 52. — Ce droit a été modifié par la loi du 25 février 1901 ; il est actuellement progressif et se liquide sur la valeur de chaque parthéréditaire, c'est-à-dire sur l'enrichissement personnel de chaque héritier ou donataire dans l'actif net de la succession. Dans les six mois du décès, une déclaration de mutation devra donc être souscrite par le bénéficiaire de la réversion, et les droits seront perçus au tarif progressif d'après le degré de parenté qui unissait ce dernier au *de cujus*. L'objet de la mutation étant un usufruit, le droit de mutation à titre gratuit par décès sera établi sur la valeur de l'usufruit recueilli, calculée d'après l'article 13 de la loi du 25 février 1901.

§ 53. — Ce changement de doctrine donna lieu à de vives contestations, mais la Cour de cassation ne cessa de donner raison à l'administration de l'enregistrement ; aussi les contri-

buables s'efforcèrent-ils d'éviter, au moyen d'expédients, le doit réclamé. L'administration, pour modifier sa doctrine, s'était basée sur cet argument que la réversion d'usufruit, au point de vue juridique, ne pouvait être considérée comme une charge. Les intéressés s'appliquèrent, dans le contrat où était stipulée la clause de réversion d'usufruit, à bien mettre en évidence l'intention qu'ils avaient de faire considérer cette réserve comme une charge véritable, et c'est ainsi que, notamment dans une affaire jugée par la Cour de cassation le 26 juillet 1869, deux époux donnaient à leurs enfants la nue propriété de tous leurs biens, et, au lieu de se réserver l'usufruit des biens donnés, pour eux et le survivant, chaque donateur se réservait l'usufruit des biens par lui donnés, et imposait aux donataires l'obligation de le laisser jouir pendant sa vie de l'usufruit de ceux donnés par le prémourant ; mais la Cour de cassation a considéré cette disposition « comme un circuit fait pour assurer au survivant la jouissance de la totalité des immeubles » ; elle a jugé « que cette combinaison, imaginée en vue de dissimuler la pensée véritable de l'acte, n'en saurait changer les dispositions, et qu'en réalité, la stipulation par laquelle chacun des époux s'était, avec le concours à l'acte et, par conséquent avec le consentement de

L'autre, réservé, en cas de survie, l'usufruit de la part du prémourant, avait constitué dans leur intention commune une donation mutuelle et éventuelle, qui ne peut être considérée comme une dépendance et une condition de la donation par eux faite aux enfants communs ».

Le second argument de l'administration, pour refuser à la réserve d'usufruit le caractère de charge de la donation ou vente de propriété, était que l'usufruit, n'étant jamais sorti des mains des donateurs ou vendeurs, et devant subsister jusqu'au décès du survivant d'eux, formait une propriété distincte de la propriété donnée. Aussi certains prirent-ils le soin de stipuler que la réversion d'usufruit ne s'opérerait que quelques jours après le décès du prémourant, durant lesquels l'usufruit reposerait sur la tête des donataires pour être abandonné ensuite au survivant. Dans un arrêt du 14 novembre 1865, la Cour de cassation a qualifié cette stipulation « de combinaisons suggérées pour dissimuler une véritable donation mutuelle et éventuelle entre les donateurs, attendu que, cette fiction écartée, l'usufruit qui, lors du prédécès prévu, arrivera aux mains du survivant d'eux, émanera du conjoint prédécédé et non des donataires ; qu'il résulte de là que la stipulation par laquelle chacun des époux s'est, avec le concours

à l'acte et, par conséquent, avec le consentement tacite de l'autre, réservé en cas de survie l'usufruit de la part du prémourant, a constitué, dans l'intention commune, une donation mutuelle et éventuelle, qui ne saurait être considérée comme une dépendance et une condition de la donation... »

Ainsi, aujourd'hui, il est bien établi que l'usufruit réversible réservé dans un contrat d'aliénation donne lieu, au moment où s'opère cette réversion, à un droit de mutation à titre gratuit par décès sur la valeur de cet usufruit transmis.

SECTION II

Réversion d'usufruit résultant de contrat d'aliénation consenti par des époux

§ 54. — Quand un acte de donation ou de vente consenti conjointement par des époux, avec réserve d'usufruit des biens aliénés et stipulation de réversibilité au profit du survivant des époux, est présenté à la formalité de l'enregistrement, la perception du droit de mutation est plus délicate que si l'acte de donation ou de vente était consenti par des étrangers ; car, pour connaître la fraction de la pleine propriété imposable, il y a lieu de tenir compte du régime sous

lequel sont mariés les deux conjoints et de la nature des biens objet de la donation ou de la vente.

A. — ALIÉNATION DE BIENS PROPRES

§ 55. — Les mêmes règles sont applicables lorsque la clause de réversion d'usufruit se trouve, non dans un acte de donation, mais dans une vente consentie par deux époux de leurs biens propres. (Cassation, 8 août 1853.) Au moment de l'enregistrement de l'acte de vente ou de donation, le droit de 7 fr. 50 est exigible ; et, au décès du premier mourant des conjoints, le survivant, appelé à profiter désormais seul de l'usufruit réversible, est tenu de souscrire une déclaration dans le délai de six mois, et d'acquitter le droit de mutation par décès entre époux sur la valeur de l'usufruit afférent aux biens propres du défunt.

La clause de réversion d'usufruit de biens propres, qui se rencontre fréquemment dans les actes de donation à titre de partage anticipé, au point de vue juridique, est nulle comme contraire à l'article 1079 du Code civil ; mais cette nullité n'entache pas l'acte de donation-partage lui-même, et, à plus forte raison, ne met aucun obstacle à la perception des droits

de mutation. Un arrêt de la Cour de cassation du 19 janvier 1881 s'exprime en ces termes : « Vu l'article 1097 C. civ. ; attendu qu'aux termes de cet article, les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre vifs, ni par testament, une donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte ; qu'aucune exception à cette règle n'est écrite dans la loi ; que la circonstance que de pareilles donations seraient insérées dans un partage de biens que les époux auraient fait entre leurs enfants, et dont elles seraient la condition, n'en change pas le caractère, et que la disposition de l'article 1121 C. civ., qui permet de stipuler pour un tiers ne suffit point à justifier une dérogation à une règle d'ordre public, établie pour assurer la révocabilité des donations entre époux ; attendu que, si chacun des mariés, usant de la faculté accordée par l'article 949, a pu, dans la donation-partage faite à leurs enfants, se réserver l'usufruit des biens donnés, ils ne pouvaient se donner l'un à l'autre l'usufruit réservé que par des actes séparés... »

§ 56. — Le Conseil d'Etat a été saisi de la question de savoir s'il convenait de modifier la législation sur ce point, et d'introduire dans le Code civil une disposition nouvelle autorisant, dans tous les cas, les réserves d'usufruit réver-

sible, si fréquemment stipulées dans les actes de donation-partage par les époux donateurs à leur profit commun. Mais, par un avis des 15-17 avril 1886, la haute assemblée s'est prononcée pour la négative par les motifs suivants, savoir que, « lorsque deux époux, dans la distribution de leur patrimoine, non contents de se réserver, chacun de son côté, vis-à-vis des enfants entre lesquels ils les partagent, la jouissance respective des biens conjointement donnés, stipulent encore à leur profit mutuel la réversibilité de cette jouissance d'une tête sur l'autre, le bénéfice de l'acte de partage tourne entièrement en leur faveur ; qu'en effet, dans cette hypothèse, la donation-partage, en ne conférant aux enfants que la nue propriété d'un héritage dont ils avaient l'expectative légale en propriété pleine, retarde encore à leur préjudice le terme normal de la consolidation de cette même propriété entre leurs mains ; qu'il est impossible alors de ne pas voir, dans la clause en vertu de laquelle cette prolongation de jouissance s'opère au profit du survivant des donateurs, une libéralité mutuelle et réciproque entre époux, tombant, dans le droit actuel, sous le coup des articles 1096 et 1097 C. civ., et légitimement atteinte par ces deux articles à raison de son caractère excessif ; qu'en pareil cas, l'exception proposée à la règle de

ces articles n'aurait d'autres effets, à l'égard des actes autorisés par l'article 1075, que de fausser leur caractère même en y laissant prédominer l'intérêt des époux donateurs sur l'intérêt et les droits des enfants ; que, toutes les fois qu'au contraire, l'usufruit réservé n'étant assis que sur une partie des biens mis en partage, la valeur en reste inférieure à la part de jouissance que les époux s'abstiennent de retenir, la réserve d'usufruit, dans son ensemble, se résout en une charge alimentaire que légitime le sacrifice fait aux enfants par les époux ; qu'ainsi restreinte, la clause de réversibilité ne présente plus d'une libéralité entre époux que les apparences, et qu'elle échappe alors même, dans le droit actuel et sans qu'il soit nécessaire d'en modifier les termes, à l'article 1097 et à l'article 1096 tout à la fois ; qu'il n'appartient qu'aux tribunaux de reconnaître sur chaque espèce, d'après l'ensemble des dispositions du partage et en tenant compte de l'importance respective des avantages que les époux y concèdent et de ceux qu'ils s'attribuent, le cas où les deux articles s'appliquent, et ceux où ils ne s'appliquent pas. » Or « la régie de l'enregistrement est instituée, non pour constater la régularité des conventions dans l'intérêt des contractants, mais pour percevoir les droits auxquels, lorsqu'elles lui sont soumises, les

assujétit leur qualification légale ». (Cassation 14 novembre 1865.) « En admettant que l'acte d'où procède une réversion fût annulable, cette transmission n'en serait pas moins passible du droit de mutation, la mission de l'administration consistant à percevoir l'impôt et nullement à contrôler les actes. » (Cassation, 26 juillet 1869.) Donc, lors du décès du premier conjoint, le droit de mutation à titre gratuit sera toujours calculé sur la valeur de l'usufruit des biens propres transmis par lui.

B. — ALIÉNATION DE BIENS COMMUNS

§ 57. — Lorsque deux époux ont aliéné des immeubles de communauté avec réserve d'usufruit, réversible sur la tête du survivant d'eux, il y a lieu, pour la perception des droits de mutation au décès du prémourant, de rechercher si la réserve d'usufruit réversible porte sur la totalité des biens de communauté, tout au moins sur une portion de ces biens supérieure à celle à laquelle aurait eu droit l'époux survivant bénéficiaire de la réversion, ou, au contraire, si la réversion au profit du survivant ne s'applique qu'à une partie des biens de communauté, inférieure à celle à laquelle il pourrait prétendre, ou même à un droit d'habitation dans une mai-

son dépendant de la communauté. En effet, par de nombreuses solutions, l'administration a admis « qu'en ce qui concerne l'usufruit des biens qui appartenaient en propre au donateur décédé, son conjoint doit acquitter le droit de mutation par décès sur l'usufruit réversible à son profit, mais qu'un droit de mutation par décès n'est exigible, en ce qui concerne les immeubles de communauté réservés qu'autant que le revenu excède celui de la moitié des immeubles de communauté donnés. Si le revenu des immeubles de communauté réservés se trouve égal ou inférieur à la portion du survivant dans les immeubles communs, aucun droit ne pouvait être réclamé sur la réserve de l'usufruit des biens propres appartenant exclusivement au donateur qui stipule cette réserve à son profit : il serait facile, au moyen d'un partage, de faire porter la jouissance de la moitié des biens sur ces immeubles en particulier, et il faut considérer l'acte de donation comme produisant les mêmes effets. » (Sol. 5 janvier 1869.) Ainsi, le jour où s'opérera la réversion, on liquidera la communauté en se reportant rétroactivement au jour du contrat d'aliénation des biens communs, comme si la communauté se fût dissoute à cette époque, et la part revenant à l'époux prédécédé devra être imputée d'abord sur les biens non soumis

à l'usufruit et subsidiairement sur les autres valeurs. Le droit de mutation ne sera perçu que sur la portion d'usufruit qui excédera la part qui devait revenir au survivant, c'est-à-dire le revenu de tous les biens de communauté existant au jour de la donation.

§ 58. — C'est donc au moment où le survivant fera la déclaration de succession de son conjoint qu'il devra indiquer l'origine des biens aliénés, et il ne sera pas tenu d'établir cette origine dans l'acte même d'aliénation, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII. De même, si les donateurs ou vendeurs se réservent l'usufruit de biens propres jusqu'au décès du survivant, il y a donation éventuelle à cause de mort, passible du droit fixe de 7 fr. 50 ; si, au contraire, les donateurs ou vendeurs se réservent l'usufruit de biens communs, il n'y a pas donation éventuelle, et le droit fixe de 7 fr. 50 n'est pas exigible, sauf au cas où l'usufruit à recueillir par le survivant excède la part lui revenant dans l'usufruit de tous les biens de communauté. Il n'y a pas donation mutuelle non plus dans la clause par laquelle les donateurs ou vendeurs réservent, au profit de qui de droit, jusqu'au décès du survivant, l'usufruit de leurs propres ; il y a simplement terme pour l'entrée en jouissance. Mais les agents de perception

peuvent ne pas être en mesure de reconnaître l'origine des biens aliénés ; ils ne sauraient, dans tous les cas, prévoir lequel des époux survivra à l'autre et s'assurer, en toute hypothèse, si l'usufruit réservé s'exercera sur une portion de biens supérieure, égale ou inférieure aux droits du survivant dans les biens communs. Le droit de 7 fr. 50 sera ainsi presque toujours perçu quand l'idée de libéralité éventuelle ne pourra pas être écartée ; cette perception ne préjugera en rien la question de l'exigibilité du droit de mutation par décès, et si, finalement, il est reconnu que l'usufruit reversé sur la tête de l'époux survivant n'excède pas ses droits dans la communauté, la restitution de la somme de 7 fr. 50 pourra être demandée dans un délai de deux ans, du jour du décès du prémourant. Il n'en serait plus de même si les époux s'étaient fait réciproquement donation de l'usufruit de leurs biens communs, et que, dans un acte postérieur d'aliénation, ils aient imposé aux nouveaux propriétaires l'obligation de souffrir cet usufruit : le droit fixe de 7 fr. 50 perçu sur l'acte de donation éventuelle ne saurait, dans ce cas, être restitué car il aurait été régulièrement perçu comme droit d'acte ; mais, d'autre part, la stipulation de l'acte d'aliénation ne saurait être frappée une seconde fois du droit de 7 fr. 50.

§ 59. — Il y a un cas où le droit de donation éventuelle ne sera pas perçu lors de l'enregistrement de l'acte d'aliénation : lorsque contrat de mariage des époux covendeurs ou codonateurs stipulera, comme convention de mariage que l'usufruit de tous les biens communs sera attribué au survivant des époux, conformément aux articles 1520 et 1525 du C. civ. L'article 1520 dit : « Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers dans la communauté qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixée pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant ou à l'un d'eux seulement. » Et l'article 1525 ajoute : « Il est permis aux époux de stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, sauf aux héritiers de l'autre à faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur. Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés. »

La réserve d'usufruit réversible de biens

communs, insérée dans un acte de donation ou de vente ne sera dans ce cas que l'exécution de la convention de mariage ; et, puisque la convention de mariage ne peut être considérée comme une donation, il ne sera perçu, au moment de l'acte de donation ou de vente, aucun droit de donation éventuelle, et, lors du décès du pré-mourant des époux, la valeur de l'usufruit des biens de communauté se trouvera exemptée de tout impôt de mutation, si, dans ces diverses circonstances, la clause du contrat de mariage se trouve rappelée.

Et une tentative faite, il y a quelques années, par un sénateur pour l'imposer comme donation éventuelle échoua devant le corps législatif.

CHAPITRE III

DES USUFRUITS SUCCESSIFS. — RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIERS D'USUFRUIT CONSTITUÉ A TITRE GRATUIT.

§ 60. — On appelle usufruit successif l'usufruit constitué au profit de plusieurs personnes appelées à en jouir successivement, de manière que la seconde en recueille le bénéfice quand la première sera décédée. La condition essentielle pour qu'un usufruit puisse être constitué au profit de plusieurs personnes appelées à en jouir successivement, c'est que chacune d'elles soit née ou au moins conçue au moment de la disposition entre vifs, et, quand la disposition procède d'un acte de dernière volonté, au moment du décès du testateur, conformément à l'article 906 du C. civ. Cependant, certains auteurs ont tenté de soutenir que, en matière de constitution d'usufruit à titre onéreux, on pouvait valablement stipuler un usufruit pour soi et pour ses héritiers, même non conçus, jusques et y compris la troisième génération. « Cette solution, enseignent MM. Aubry et Rau, dont l'opinion

paraît avoir prévalu (III, § 228, note 3), se comprenait sous l'empire de la législation romaine, qui n'avait limité la durée de l'usufruit à la vie de l'usufruitier que dans l'intérêt privé du nu propriétaire (*ne in universum inutilis essent proprietates*. § 1^{er}, *Institut. de Usuf.*, 2, 4), et qui, d'un autre côté, admettait la possibilité d'une séparation perpétuelle de la jouissance d'avec la propriété, par exemple, au moyen de la constitution d'une emphythéose ; mais elle est incompatible avec l'esprit de notre législation nouvelle, que révèlent bien clairement les art. 350 et 343, et qui, dans des vues d'ordre public, repoussent le rétablissement sous une forme quelconque de ce qu'on appelait autrefois le domaine utile ¹.»

L'usufruit successif est une véritable réversion. En effet, en matière d'usufruit successif comme en matière de réversion, la disposition en faveur du second légataire est purement éventuelle, puisqu'elle est subordonnée au décès du premier usufruitier ; au lieu de remonter à l'ouverture de la succession du testateur, le droit du légataire survivant ne prend naissance que par le décès du légataire investi le premier de l'usufruit, et il s'opère dans les deux cas, par la réversion de l'usufruit sur la tête du survi-

1. Conf. : DEMOL., 248 ; — LAURENT, VI, 254, VII, 5.

vant, une nouvelle mutation par décès passible du droit proportionnel, calculé sur la valeur intégrale de l'usufruit. Il n'existe pas, en effet, un seul et même usufruit se transmettant à des personnes différentes (ce qui serait contraire au caractère viager de l'usufruit), mais autant d'usufruits distincts qu'il y a d'appelés. Au décès du premier, l'usufruit dont il jouissait s'éteint, et le second appelé en acquiert un nouveau, que ne sauraient notamment frapper les charges dont le premier titulaire avait pu grever son droit, et ainsi de suite jusqu'à l'extinction du dernier usufruit constitué.

§ 61. — La question s'est posée de savoir quel serait, pour la perception du droit de mutation, le tarif appliqué : celui en vigueur au moment où s'ouvre la succession, ou celui appliqué au moment du paiement ? Mais, puisque c'est le décès du testateur qui donne naissance au droit de mutation, et que la condition suspensive du décès du premier usufruitier n'a pour effet que de retarder le paiement de ce droit (art. 1181 C. civ.), il est évident que le tarif applicable sera le tarif en vigueur au moment de l'ouverture du droit qui sera appliqué ; car « les lois de finances n'ont d'application rétroactive qu'autant qu'une disposition expresse l'a ordonné. (Cass., 51 mai 1836.) Un jugement du Tribunal

de la Seine avait cependant reconnu que, lorsque le legs d'un usufruit avait été fait à plusieurs personnes pour en jouir successivement, le droit de mutation exigible au décès du premier légataire devait être perçu d'après les quotités fixées par la loi en vigueur à l'époque de ce décès, puisque le droit éventuel qui existait au profit du second légataire à partir du jour du décès du testateur n'est devenu positif qu'au décès du premier légataire. D'autres jugements, intervenus peu de temps après (voir Seine, 6 février 1833 et 13 février 1836), sont revenus sur cette opinion, et ont décidé que, bien qu'un usufruit ne doive commencer qu'à la mort d'un premier usufruitier, comme c'est la loi en vigueur au moment où s'est ouverte la succession qui doit régir la mutation des biens qui s'opère par suite du décès du défunt, c'est elle seule qui est applicable au second usufruit, alors cependant qu'il ne puisse prendre naissance qu'au décès du premier usufruitier institué comme, dans l'un et l'autre cas, la mutation s'opère du défunt à l'usufruitier.

§ 62. — Par contre, la valeur de l'usufruit, sur lequel le droit de mutation devra être perçu, sera déterminée d'après les règles en vigueur au jour de la réalisation de la condition. Le Tribunal de la Seine l'a décidé, par de très bons motifs,

dans les deux jugements précités des 6 février 1855 et 13 février 1856 : « Attendu que, si la loi fiscale sur laquelle s'ouvrent les successions est nécessairement la seule qui puisse régir la mutation des biens qui s'opère par suite du décès ou de la volonté du défunt, et que si seule elle est applicable au second usufruit, qui ne doit commencer qu'au décès du premier usufruitier institué, tout aussi bien qu'au premier usufruit, par la raison que, dans l'un comme dans l'autre cas, la mutation s'opère du défunt à l'usufruitier, il n'en résulte pas pour cela que la valeur de l'usufruit à l'époque du décès doive également, pour l'un et l'autre, servir de base et d'assiette des droits ; que, le second usufruit ne devant s'ouvrir qu'à une époque donnée, celle du décès du premier usufruitier est par cela même subordonné à une double condition : celle de l'existence du second usufruitier à cette époque et celle de l'existence de la chose elle-même ; que c'est donc cette chose telle qu'elle existe à ladite époque, si elle existe, accrue ou diminuée, qui lui a été transmise par le défunt ; qu'il s'ensuit que c'est sa valeur au jour du décès du premier usufruitier qui doit servir de base à l'assiette des droits proportionnels de mutation ; que cette appréciation n'est pas moins conforme aux principes du droit qu'aux lois de la raison et de l'équité ;

qu'on ne saurait prétendre que l'ouverture du second usufruit a un effet rétroactif qui le reporte au jour du décès du testateur, et que, par suite, c'est la valeur de la chose à cette époque qui doit servir de base ; que cette prétention serait contraire à la nature même des faits, puisque le testateur a transmis le second usufruit pour s'ouvrir, non pas à son décès, mais au décès du premier usufruitier ; qu'on ne saurait donc accorder à ce second usufruit un effet rétroactif quelconque au delà de ce point de départ fixé par la loi ; qu'autrement, la première conséquence de cette éventualité serait de donner au second usufruitier le droit de répéter les fruits perçus par le premier¹. »

§ 63. — Sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII, si, lors du démembrement, la nue propriété avait été soumise à l'impôt sur la valeur de la pleine propriété, ses transmissions ultérieures ne devaient supporter le droit proportionnel, tant que durait le démembrement, que sur la valeur légale de la nue propriété, qui était représentée, soit par le prix exprimé, soit par la capitalisation du revenu au denier 10 ou 12,50. Quant aux transmissions d'usufruit qui s'opéraient au cours du démembrement soit entre vifs, à titre gratuit

1. Lyon, 26 janvier 1867. — Cass., 4 janvier 1871.

ou onéreux, soit par décès au profit des personnes autres que le nu propriétaire, elles n'étaient passibles de l'impôt que sur la valeur réelle de l'usufruit transmis. Depuis la loi du 25 février 1901, la valeur de la nue propriété et de l'usufruit de biens meubles et immeubles est déterminée par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital, ou par une fraction de la pleine propriété établie d'après l'âge des parties. Ces transmissions ne sont assujéties aujourd'hui à l'impôt que d'après leur valeur au jour de la mutation ; de la sorte, la taxe est toujours proportionnelle à la valeur de l'objet transmis.

« Convenait-il de tenir compte, pour évaluer la nue propriété des usufruits qui peuvent s'ouvrir après l'expiration naturelle du premier ? On ne l'a pas pensé. En effet, les usufruits non encore ouverts sont nécessairement conditionnels, puisqu'ils sont subordonnés à la survie des appelés. Le droit n'a donc juridiquement aucune existence actuelle ; il ne peut donner ouverture à l'impôt au moment de la mutation de la propriété. Si l'on déduisait alors l'usufruit conditionnel de la valeur de cette propriété, l'impôt de transmission ne serait plus perçu sur la valeur entière de l'objet, puisque la portion du droit applicable à l'usufruit n'est pas encore exigible. Il deviendrait nécessaire, pour en assurer le recou-

vrement d'organiser un système de surveillance contraire aux intérêts du Trésor et à l'économie même de la loi. D'ailleurs, c'est une règle fondamentale de la perception de l'impôt que les droits sont dus d'après les faits existant au jour de la perception, sans qu'il y ait à se préoccuper des événements ultérieurs ou des changements que la situation peut éprouver après le paiement¹. » C'est pourquoi la loi du 25 février 1901 pose en règle qu'il sera fait abstraction de ces usufruits successifs, et par là même conditionnels, pour l'évaluation de la nue propriété lors du démembrement. Aux termes de son art. 13, n° 2, pour déterminer la valeur imposable de la nue propriété, « il n'est tenu compte que des usufruits ouverts au jour de la mutation de cette nue propriété ». En un mot, c'est d'après l'âge de la personne qui la première est investie de l'usufruit qu'il convient de régler, sur les bases ci-dessus établies, la valeur imposable tant de cet usufruit que de la nue propriété. Ainsi, en matière d'usufruits successifs, le premier usufruit, c'est-à-dire celui qui a une existence actuelle au jour de la mutation à titre gratuit d'où résulte le démembrement est seul à considérer au point de vue de l'exigibilité et de la liquidation de

1. Note de la direction générale.

l'impôt. A l'égard des usufruits secondaires, subordonnés à la survie des appelés, le droit de mutation reste en suspens aussi longtemps qu'ils ne sont pas ouverts. C'est seulement au fur et à mesure de l'accomplissement de cette condition de survie que les usufruits, d'éventuels qu'ils étaient à l'origine, deviennent actuels et passibles à leur tour du droit de transmission à titre gratuit, dans les six mois du décès.

§ 64. — « Par une dérogation au principe inscrit dans l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII, l'article 13 dispose, en cas d'usufruits successifs, que, si l'usufruit éventuel vient à s'ouvrir, le nu propriétaire aura droit à la restitution d'une somme égale à ce qu'il aurait payé en moins, si le droit acquitté par lui avait été calculé sur l'évaluation de la nue propriété d'après l'âge de l'usufruitier éventuel. » Ce cas de restitution se produira lorsque l'usufruitier appelé en seconde ligne sera moins âgé que le prédécédé.

Supposons une hérédité de 100.000 fr. dévolue à un nu propriétaire et à deux usufruitiers pour en jouir successivement. Le premier usufruitier étant âgé de 69 ans, la valeur imposable de la nue propriété est censée correspondre à huit dixièmes de la propriété entière. C'est donc sur 80,000 fr. que le nu propriétaire acquittera

le droit de mutation par décès lui incombant personnellement, tandis que le premier usufruitier ne supportera l'impôt que sur une valeur de 20.000 fr. Il meurt, et l'usufruit, jusqu'alors éventuel, du second usufruitier s'ouvre par le fait de ce décès, le chargeant d'un droit de mutation distinct de celui précédemment payé. Mais, comme le second usufruitier est, au moment de l'ouverture, âgé de moins de 50 ans révolus, la valeur imposable de son usufruit est de quatre dixièmes de la propriété, et celle de la nue propriété s'abaisse à six dixièmes, soit 60.000 fr. La nue propriété ayant été taxée à 80.000 fr. d'après l'âge du premier usufruitier, la loi considère que l'impôt applicable à la différence, soit 20.000 fr., n'est pas légitimement acquis au Trésor, et elle autorise le nu propriétaire à en réclamer la restitution. Mais ce remboursement est subordonné à des conditions qu'il importe de préciser. D'une part, la restitution du droit payé en trop ne peut, d'après l'article 13, avoir lieu que dans les limites du droit dû par le second usufruitier. Cela veut dire que, en aucun cas, la somme à rembourser au nu propriétaire ne saurait excéder celle dont l'usufruitier, appelé en seconde ligne, est personnellement tenu envers le Trésor par suite de l'ouverture de son usufruit éventuel. C'est ce qu'expliquait M. Cor-

delet dans son rapport au Sénat du 9 juillet 1896 : « S'il paraît nécessaire que la régie perçoive, au moment même de l'ouverture de la succession, un droit entier réparti, dans les conditions de l'article 5, entre le premier usufruitier et le nu propriétaire, ne serait-il pas équitable de restituer à Primus, le nu propriétaire obligé de supporter le second usufruit, ce qu'il aura payé en trop dans les limites du droit de mutation dû par Secundus ?

La législation de l'Alsace-Lorraine, invoquée pour justifier l'extension du principe de la déduction des charges, contient une disposition en ce sens qui peut trouver ici son application. Aux termes du § 17 de la loi du 12 juin 1889, lorsqu'une succession est grevée de charges qui dépendent d'une condition suspensive ou qui sont retardées par un terme à échéance indéfinie, ce qui a été perçu en trop à raison de la non-déduction de ces charges doit être restitué, et peut être répété lors de l'accomplissement de la condition ou à l'arrivée du terme. Sans admettre le principe dans sa généralité, la commission estime qu'il est juste d'en faire l'application en cas d'usufruits successifs, puisque, d'une part, c'est le seul moyen de corriger la perception excessive exigée du nu propriétaire, et que, d'autre part, la restitution n'ayant lieu que dans les

limites du droit dû par le second usufruitier, c'est plutôt d'un moins perçu que d'une restitution proprement dite qu'il s'agit¹. »

D'autre part, l'action en restitution ouverte, dans ce cas, au nu propriétaire se prescrit par deux ans, à compter du jour du décès du premier usufruitier; car la prescription, de même que l'exigibilité des droits, ne court, à l'égard des legs conditionnels, que du jour de l'événement de la condition (Cass., 30 décembre 1834); mais les droits dus sur l'usufruit successif ne se prescriront que par dix ans à compter du décès. (Lois 22 frimaire an VII, art. 61, § 3, et 18 mai 1850, art. 11.)

1. Voir aussi Rapport au Sénat de M. Monestier du 31 décembre 1900.

TITRE III

Réversion de rente viagère

§ 65. — La réversibilité d'une rente viagère ne peut être stipulée que dans un contrat d'aliénation : vente, donation ou acte de constitution de rente pur et simple. Une vente de meubles ou d'immeubles peut être réalisée moyennant une rente viagère dont le vendeur stipule la réversibilité, après son décès, sur la tête d'un tiers ; un donateur peut imposer au donataire le service d'une rente en sa faveur et stipuler que cette rente sera réversible sur la tête d'un tiers. Enfin, une personne peut, au moyen d'une somme, se constituer une rente avec stipulation que cette rente sera réversible après son décès. Dans les deux premiers cas, il y a aliénation de biens ; dans le troisième, aliénation de capitaux.

La thécrite de l'administration est aujourd'hui basée sur ce principe qu'il y a lieu de percevoir

un droit de mutation toutes les fois que la réversion procède de la libéralité du constituant ; mais qu'au contraire, il n'y a lieu à aucune réclamation d'impôt lorsque la réversion de rente viagère n'est qu'un contrat à titre onéreux et aléatoire par lequel chacune des parties concède à l'autre un droit éventuel à la totalité de la rente, et reçoit, en retour de l'avantage qu'elle lui fait, un droit éventuel absolument semblable. Nous devrions donc étudier d'abord la réversion d'une rente viagère sur la tête d'un tiers qui n'en a pas fourni les fonds, puis la réversion opérée sur la tête d'un tiers qui a fourni tout ou partie des fonds ; mais cette division, bien que très logique, nuirait considérablement à l'unité de notre étude ; aussi, nous allons, en adoptant le plan des chapitres précédents, traiter successivement :

De la réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation ;

De la réversion sur la tête d'un tiers de rente viagère constituée à titre gratuit.

Et, suivant que la réversion procédera d'une libéralité ou d'un contrat aléatoire, nous appliquerons le principe fondamental qui vient d'être énoncé.

CHAPITRE I^{er}

RÉVERSION DE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN CONTRAT D'ALIÉNATION

§ 66. — Le contrat d'aliénation peut intervenir entre étrangers ou entre époux, et la rente viagère peut être constituée dans un acte d'aliénation de biens propres ou divis et dans un acte d'aliénation de biens communs ou indivis. Voyons :

1^o La réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation entre étrangers ;

2^o La réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation entre époux.

SECTION I

Réversion d'une rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation entre étrangers

§ 67. — De même qu'en matière de réversion d'usufruit, l'administration a longtemps hésité sur le point de savoir si la réversion de rente viagère contenue dans un contrat d'aliénation devait

être considérée comme une charge ou, au contraire, comme une condition indépendante du contrat principal, la jurisprudence et les auteurs ont d'abord été très divisés. Championnière et Rigaud disaient (III, 2498, 2499) : « Primus donne à Secundus un immeuble sous la condition qu'au décès de Tertius, auquel Secundus doit une rente viagère, cette rente restera constituée à son profit jusqu'à son décès. Primus pouvait stipuler qu'une rente pareille lui serait servie dès à présent, et cette stipulation, n'étant qu'une charge de la donation, n'aurait subi aucun droit particulier ; à plus forte raison n'en doit-elle pas subir dans l'espèce où l'obligation de la payer n'est qu'éventuelle et subordonnée à la survie de Primus à Tertius. Il est évident que, si la condition s'accomplit, Primus ne prendra rien dans la succession de Tertius, le décès de celui-ci n'étant que l'occasion et non la cause du service de la rente. Le titre de Primus est l'acte de donation et la stipulation qu'il contient ; son droit remonte à cet acte par l'effet rétroactif propre à la condition suspensive... Je peux vendre un immeuble à condition que la rente servie par l'acquéreur à Primus sera, au décès de celui-ci, constituée à mon profit : c'est une charge éventuelle qui fait partie du prix ; elle ne doit pas subir un droit particulier plus que si elle était pure et simple. »

68. — Un arrêt de la Cour de cassation du 19 décembre 1822 considérait, au contraire, la réversion de rente viagère comme une transmission entre vifs : « Attendu que ce n'est pas à titre de légataire universelle de Joseph Février que Marie-Anne Février, veuve Porion, a acquis la rente de 250 fr. dont il s'agit ; que cette rente n'était plus *in bonis* dudit Farin à l'époque de son décès, et qu'ainsi, la contrainte décernée contre la veuve Porion pour avoir omis cette vente dans sa déclaration des biens à elle échus en sa qualité de légataire universelle, est basée sur une fausse cause... » La réversion de rente viagère constituera donc une donation éventuelle, et l'administration, par une solution du 14 décembre 1825, décida que cette donation éventuelle était passible immédiatement du droit fixe et, à l'avènement du crédi-rentier, du droit proportionnel de mutation à titre gratuit. Enfin, un arrêt de la Cour de cassation du 23 décembre 1862, fixa définitivement la jurisprudence ; il est motivé de la manière suivante : « Attendu que la constitution de rente et la clause de libéralité, acceptée par Goutard, qui rend réversible en sa faveur ladite rente forment deux dispositions bien distinctes, savoir : une constitution de rente viagère à la charge des acquéreurs et une stipulation de libéralité par réversibilité

de ladite rente au jour du décès du vendeur ; attendu que la première de ces dispositions, c'est-à-dire la constitution de rente, est évidemment un des éléments du prix de la vente, en ce qu'elle affecte les droits et la situation des acquéreurs, et, si elle en est ainsi une dépendance et une dérivation nécessaire, il n'en est pas de même de la seconde ; attendu, en effet, que cette réversibilité, fruit de la libéralité du vendeur vis-à-vis de Goutard, qui était sans qualité pour intervenir au contrat de vente, est complètement étrangère aux acquéreurs, qui, nonobstant la mort du vendeur, doivent en continuer le paiement, et qui, même dans le cas où elle aurait été révoquée ou annulée, n'en seraient pas moins tenus à la servir aux héritiers de Beausset jusqu'au décès de Goutard ; attendu qu'en réalité, la stipulation relative à ce dernier n'a, au regard des acquéreurs, de valeur que pour déterminer l'époque précise où l'obligation du service de ladite rente prendra fin ; que cette indication peut et doit subsister, quels que soient les événements ; que, par conséquent, l'une des dispositions pouvant exister sans que l'autre soit affectée, il en résulte qu'elle en est manifestement distincte, et qu'ainsi, à aucun titre, elle ne dépend ni ne dérive nécessairement de la vente dont il s'agit ; attendu que l'article 1973 C. civ. ne saurait infirmer cette

conséquence puisque, ayant seulement pour but d'affranchir des formes des donations les constitutions de rentes viagères introduites dans les contrats au profit de tiers qui n'en ont pas fourni les fonds, il ne saurait avoir pour effet, au point de vue fiscal, de soustraire aux droits déterminés par les lois sur la matière les conventions qui en sont légalement passibles. » L'arrêt du 23 décembre 1862 décide donc que, dans le cas où la réversibilité, fruit de la libéralité du vendeur, est stipulée en faveur d'un tiers qui est sans qualité pour intervenir au contrat, la disposition ne dépend ni ne dérive nécessairement du contrat ; qu'elle constitue une libéralité subordonnée et soumise aux droits déterminés par la loi fiscale pour les transmissions de cette nature. Il résulte, par *a contrario*, de ces termes que la décision doit être différente lorsque la réversibilité de la rente viagère a été stipulée au profit du covendeur ayant des droits à la propriété de l'immeuble vendu.

**B. — RÉVERSION DE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN
CONTRAT D'ALIÉNATION DE BIENS DIVIS INTERVENU
ENTRE ÉTRANGERS.**

§ 69. — La réversibilité d'une rente viagère, au décès du créateur, sur la tête d'un tiers qui n'en a pas fourni les fonds ne peut, avons-nous

vu, procéder que d'une libéralité du constituant. Cette libéralité n'est pas actuelle, mais soumise à une condition suspensive. Lors de l'enregistrement de l'acte d'aliénation, le droit fixe de donation éventuelle (7 fr. 50) devra donc être perçu ; de plus, la condition suspensive à laquelle est subordonnée la réversion est le prédécès du créateur de la rente ; le droit de mutation à titre gratuit exigible du bénéficiaire ne sera donc pas celui de donation, mais celui de mutation par décès. (Seine, 10 mars 1830.) « Attendu, porte l'arrêt de la Cour de cassation du 23 juillet 1866, que cette stipulation n'a opéré ni le dessaisissement de la donation ni la transmission actuelle au profit du donataire, qui sont les caractères essentiels de toute donation entre vifs, mais qu'elle constituait une libéralité à cause de mort, donnant ouverture, lors de l'événement du décès, auquel son effet était subordonné, à la perception du droit proportionnel, de mutation déterminé par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII (modifié par l'article 2 de la loi du 25 février 1901). »

§ 70. — Le droit de mutation par décès sera calculé d'après le tarif applicable au décès du vendeur ou donateur. En effet, « le principe de la non-rétroactivité des lois, dit Merlin, n'est établi que pour mettre les droits actuellement

acquis à l'abri des atteintes que le caprice du législateur pourrait leur porter, et dès lors, il est évident qu'il ne saurait y avoir rétroactivité là où les droits précédemment acquis sont respectés et restent intacts. Or on entend par droits acquis ceux qui sont entrés dans notre propre domaine, qui en font partie et que ne peut plus nous ôter celui de qui nous les tenons. » (*Rép.*, v^o *Effet rétroactif*, sect. 3, § 1^{er}, n^o 3. — *Conf.* : Demolombe, t. 1^{er}, n^o 40 ; Aubry et Rau, t. 1^{er}, page 58.) Cette doctrine trouve son application en matière fiscale aussi bien qu'en matière civile. Mais quand un impôt est-il acquis au Trésor ? Merlin déclare « qu'un droit n'est pas ouvert s'il n'est pas dû », et que « c'est l'instant qu'il commence à être dû qui en forme et caractérise l'ouverture ». (*Questions de droit*, v^o *Enregistrement*, § 17, page 736.) Et la Chambre civile : « Un droit est acquis au Trésor quand il est ouvert. » (Arrêt du 4 février 1834.) Donc, toutes les fois qu'un droit sera ouvert au profit du Trésor au moment où le tarif sera modifié par une loi, cette modification ne pourra atteindre la créance. Or les droits sur les mutations par décès de toutes espèces de biens sont acquis au Trésor par l'événement seul du décès de l'auteur de la succession. Pour cet impôt, la créance du Trésor résulte du seul fait de la mutation

qui s'accomplit par la mort du *de cuius* ; elle prend naissance à cette époque, et elle constitue dès lors, au profit de l'Etat, un droit acquis dont l'existence est désormais certaine. D'où la conséquence que le tarif applicable à une mutation par décès est celui qui était en vigueur à l'époque de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire au jour de la mort du *de cuius*. Cette règle qui gouverne la perception des droits ne peut toutefois être appliquée qu'autant que la loi nouvelle n'a pas dérogé au principe de la non-rétroactivité, posé par l'article 2 C. civ. En matière fiscale comme en matière civile, le législateur a le pouvoir de déroger à cette disposition ; il peut décider que les tarifs auront un effet rétroactif : la volonté de la loi doit toujours être obéie. Deux jugements du Tribunal de la Seine des 6 juin 1851 et 18 janvier 1864 ont décidé expressément que ces principes ne souffraient d'exception, même en cas de legs subordonné à une condition suspensive.

§ 71. — De plus, le tarif des droits de mutation par décès s'établit d'après la parenté du *de cuius* et de ses héritiers ou légataires ; il n'est pas douteux que, dans le cas d'une réversion de rente viagère, la parenté dont on tiendra compte sera celle existant au jour du décès du créateur de la rente, sans se préoccuper de

celles qui les unissaient auparavant. Le Tribunal de Doullens, dans un jugement du 27 juin 1881, a fait application de ce principe à une espèce où, dans un acte de donation entre vifs, la donatrice avait réservé à son profit le service d'une rente viagère réversible, après sa mort, sur la tête d'un parent qu'elle avait ultérieurement épousé. Ce dernier ayant survécu à la donatrice, il a été jugé qu'il n'était redevable que du droit de mutation par décès entre époux pour la réversion opérée sur sa tête.

§ 72. — La réversion de la rente stipulée au profit d'une personne qui n'en a pas fourni les fonds étant une libéralité éventuelle, le tiers au profit duquel cette réversion a été stipulée a la faculté d'y renoncer après l'événement. De même, la constitution de rente peut être déclarée nulle, si elle est faite au profit d'une personne incapable de recevoir de celui qui a fourni la valeur ; elle est réductible, si elle excède les limites de la quotité disponible. L'annulation, la révocation ou la réduction de cette rente, la renonciation des tiers appelés à profiter de la réversion n'ont point pour effet d'éteindre la rente stipulée, qui continue, au contraire, d'exister jusqu'au décès de la personne sur la tête de laquelle elle est constituée. « Les causes d'annulation, de réduction ou de révocation

(*Petits contrats*, I, 697) dont la donation pourrait être affectée ne sauraient influencer en rien sur l'efficacité du contrat principal formé entre le constituant et celui qui a fourni le prix de la rente. En tout état de cause, ce contrat doit être exécuté, et l'obligation de servir les arrérages en totalité subsiste à la charge du constituant, à qui il n'appartient pas d'invoquer, pour s'en affranchir, les lois sur la nullité, la réduction ou la révocation des libéralités. »

De même, l'administration, dans un cas où une vente d'immeubles avait été faite sous réserve de rente viagère réversible, et où le bénéficiaire de la réversion avait renoncé à la rente, a réclamé à l'acquéreur un droit de mutation par décès sur le capital de la rente. Le droit de mutation doit être acquitté, non par le tiers, mais par les héritiers ou légataires des donateurs ou vendeurs, sur la rente viagère stipulée¹. Si le tiers désigné dans la clause de réversibilité avait déjà acquitté le droit de mutation, ce dernier devrait, semble-t-il, être imputé sur celui dont les héritiers du constituant deviendraient redevables par suite de la renonciation, de l'annulation, de la réduction ou de la révocation

1. Il en serait de même en cas de renonciation, d'annulation, de révocation ou de réduction d'un usufruit.

faite en faveur du tiers. Si la renonciation était faite à titre onéreux, elle emporterait évidemment acceptation de la part du prétendu renonçant, qui serait, par suite, tenu au paiement du droit spécial de mutation par décès. D'autre part, un droit spécial de mutation à titre onéreux serait exigible sur l'acte de renonciation (Lyon, 26 janvier 1867) ; car la renonciation emporte acceptation lorsque le renonçant reçoit le prix de sa renonciation. (Art. 780 C. civ.) Demolombe, *Successions*, II, 437, 438 ; — Murlon, II, art. 780, n° 227, III.)

§ 73. — La réversion d'une rente viagère constituée comme charge de l'aliénation de biens divis propres au prémourant opérant une mutation par décès, la seule prescription qui soit opposable à la demande des droits est celle qui régit les successions non déclarées, c'est-à-dire la prescription décennale. (Lois 22 frimaire an VII, art. 61, n° 3, et 18 mai 1850, art. 11.) Si la réversion a pour objet une rente sur l'Etat, la prescription est de trente ans. (Loi 8 juillet 1852, art. 26.) La prescription biennale pour le demi-droit en sus ne court que du jour où les préposés auraient été mis à même de constater les contraventions au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement. (Loi 16 juin 1824, art. 16.)

Ces règles sont applicables même dans le cas

où celui qui profite de la réversion est héritier ou légataire du défunt. « Il a été établi au § 7 de l'instruction 1187, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 19 décembre 1882 et une solution du 14 décembre 1823, que la réversion d'une rente viagère stipulée dans un acte entre vifs au profit d'un tiers constitue, de la part du bailleur de fonds, une libéralité éventuelle donnant ouverture au droit de mutation par décès lors de l'événement de la réversion, et que ce droit est dû, à titre de donataire, par celui au profit duquel s'opère la réversion. Il suit de là, aux termes de la même instruction : 1° que si, à cette qualité de donataire, l'individu à qui la rente est dévolue réunit celle d'héritier ou de légataire universel de la personne qui en a fourni le prix, la demande qui lui serait faite, à ce dernier titre, des droits de mutation pour la réversion serait fixée sur une fausse cause et pourrait être rejetée par les tribunaux ; 2° que, s'il avait fait, comme héritier ou légataire, la déclaration de succession sans y comprendre la rente viagère qu'il recueille comme donataire, il ne serait point passible de la peine du double droit pour omission dans sa déclaration, et ne devrait être poursuivi que pour le paiement, outre le droit simple, du demi-droit en sus pour défaut de déclaration en qualité de donataire. » (Instruction 1320,

§ 6.) La prescription ne peut évidemment courir à partir de l'acte d'aliénation, à charge d'une rente viagère réversible, puisque cet acte ne pouvait motiver la demande d'un droit de succession, exigible seulement au décès du prémourant. « Une règle élémentaire de raison et d'équité, enseigne M. Demante (II, 835, III), veut qu'en toute matière, la prescription contre un acte commence seulement à courir du moment où cette action est née. *Contra non valentem agere non currit præscriptio.* » Il n'est pas douteux, disent MM. Championnière et Rigaud (IV, 407), que cette règle et toutes celles qui en dérivent ne soient applicables aux matières d'enregistrement. Supposer l'action prescrite avant qu'elle soit née serait d'un résultat absurde, qu'il n'est pas permis d'imputer à un système de loi quelconque. On ne peut dire que la perception ait été insuffisante quand, à l'origine, elle a été ce qu'elle devait être; s'il survient un fait postérieur donnant lieu à une perception entièrement nouvelle ou supplémentaire (par exemple, l'événement d'une condition ou le jugement d'un procès), c'est à partir de ce fait que l'action vient à naître, et que le délai de la prescription commence à courir. » La prescription décennale commence donc à compter du jour du décès. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 61-3°.)

**B. — RÉVERSION DE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN
CONTRAT D'ALIÉNATION DE BIENS INDIVIS INTERVENU
ENTRE ÉTRANGERS.**

§ 74. — La rente stipulée réversible dans un contrat d'aliénation consenti par des communistes ou copropriétaires autres que des conjoints est une convention aléatoire. Chaque communiste ou copropriétaire donne, en échange de la chance de devenir propriétaire exclusif de la totalité de de la rente viagère en cas de survie, la chance qu'il court de perdre sa part en cas de prédécès. La convention de réversibilité forme donc l'une des conditions éventuelles et intégrantes du contrat, et ne peut être considérée comme une disposition indépendante passible d'un droit particulier.

§ 75. — Lors de l'enregistrement de l'acte d'aliénation, le droit de donation éventuelle ne sera donc pas perçu, et, à l'événement, la réversion ne donnera pas ouverture au droit proportionnel de mutation par décès. « Attendu, porte l'arrêt de la Cour de cassation du 26 janvier 1870, que, dans le cas où, comme dans l'espèce, deux copropriétaires vendent à un tiers une chose indivise entre eux par parties égales, moyennant une rente viagère payable pendant la vie, moitié à l'un et moitié à l'autre, et après la mort

du prémourant des vendeurs au survivant d'eux en totalité, la rente, ainsi déterminée quant à sa quotité et son doublement éventuel, ne fait que représenter le prix que chacun des vendeurs, également intéressé et partie au contrat, a personnellement, et dans son propre intérêt, stipulé pour l'aliénation de la chose ; que ce prix tout entier, sous les conditions auxquelles il a été convenu, est l'un des éléments de la vente consentie par chacun des vendeurs; que, si le survivant d'entre eux est appelé à jouir de la totalité de la rente viagère, il tient ce droit de sa propre stipulation, et non d'une libéralité qui lui aurait été faite par le prédécédé; que cette convention forme l'une des conditions essentielles et intégrantes du contrat, et ne peut, en conséquence, être rangée parmi les dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, que l'article 2 de la loi du 22 frimaire an VII assujétit à droit particulier. »

Si l'acte d'aliénation est une vente, au décès de l'un des vendeurs le survivant recevra une rente supérieure à celle qu'il aurait pu obtenir en aliénant ses biens personnels isolément ; mais l'intention des vendeurs n'était pas de se faire une libéralité : leur but commun a été, en réunissant leurs capitaux, de procurer une

rente plus élevée à celui d'entre eux qui survivrait. C'est une convention aléatoire analogue aux tontines, à laquelle les règles sur les donations, leur nullité, leur réduction ou leur révocation restent complètement inapplicables. (Paul Pont, *Petits contrats*, L, 698.) De même, lorsque deux copropriétaires se réunissent pour faire donation par le même acte à une même personne de biens d'inégale valeur, à charge par le donataire de leur servir une rente viagère unique, réversible sur la tête du survivant d'eux. On décide, dans ce cas, comme dans le cas de rente, examiné précédemment, que la réversion qui s'opère au décès du prémourant des codonateurs ne rend pas le droit de mutation par décès exigible, parce que le contrat a un caractère aléatoire pour les codonateurs, et que chacun d'eux est censé n'avoir abandonné ses propres biens qu'à raison de l'avantage qu'il trouverait à la réversibilité stipulée. Il en est ainsi alors même que le survivant des donateurs serait celui qui aurait abandonné les moindres biens. Il suffit, en effet, pour écarter toute intention et toute possibilité de libération, que la rente ait été constituée indivisément et par égale part pour chacun des stipulants. Enfin, le droit de mutation par décès serait également inexigible, par identité de motifs, lors de la réversion opérée

en vertu d'un contrat par lequel deux personnes, par exemple, se seraient réunies pour acquérir, moyennant des sommes d'argent inégales, une rente unique payable par moitié à chacune d'elles pendant leur vie, et en totalité à la survivante après le décès de l'autre. En pareil cas, quand bien même les capitaux aliénés par les deux crédi-rentiers pour l'acquisition de la rente seraient d'inégale importance, la circonstance que la rente constituée indivisément serait égale pour chacun des stipulants, suffirait pour faire écarter toute idée de libéralité. On devrait considérer, en effet, que le crédi-rentier, aliénant la somme la plus forte, se contenterait d'une rente viagère non supérieure à celle stipulée par l'autre partie, agirait dans l'espoir de profiter, en considération des circonstances connues de lui, d'une rente supérieure à celle qu'il aurait obtenue en contractant isolément. De même, l'autre crédi-rentier, en stipulant une rente plus élevée que celle à laquelle il aurait pu prétendre compenserait d'avance l'éventualité qui pourrait faire passer sur la tête de son cocontractant la rente provenant du capital qu'il a aliéné. Ainsi, les diverses dispositions du contrat sont corrélatives et indivisibles, de sorte que la perception du droit de constitution de rente suffit à désintéresser le Trésor.

SECTION II

Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation
entre époux.

§ 76. — Pour les réversions de rente viagère entre époux, il convient, comme pour les réversions de propriété ou d'usufruit, de rechercher sous quel régime les époux sont mariés et quelle est l'origine des biens aliénés pour la constitution de la rente réversible. La constitution et la stipulation de réversibilité de la rente peuvent être insérées dans un acte d'aliénation de biens propres à l'un ou à chacun des époux, ou dans un acte d'aliénation de biens dépendant de la communauté établie entre les époux.

A. — RÉVERSION DE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN
CONTRAT D'ALIÉNATION DE BIENS PROPRES A L'UN
OU A CHACUN DES ÉPOUX

§ 77. — Lorsque, pendant le mariage, un bien propre à l'un des époux a été aliéné à titre onéreux, moyennant une rente viagère, ou donné par l'époux propriétaire, à charge par le donataire de servir une rente dans des conditions déterminées, il est certain que si, à la dissolution de l'association conjugale, la rente ne se trouve

pas éteinte par l'événement qui a amené cette dissolution, l'époux dont le propre a été aliéné ou ses héritiers sont autorisés à faire la reprise de la rente en nature. Si c'est l'époux vendeur qui est décédé, et si, dans ce cas, le conjoint survivant recueille le bénéfice de la rente en vertu d'une clause de réversibilité insérée dans le contrat, ce ne peut être que par suite d'une libéralité du défunt, comme si la réversion se produisait entre étrangers ; la clause de réversibilité a donc, dans cette hypothèse, le caractère et produit les effets d'une donation éventuelle entre époux ¹. Le droit de 7,50 est, par suite, exigible lors de l'enregistrement de l'acte; et, arrivant le prédécès de l'époux vendeur, le conjoint survivant est redevable, dans les six mois de l'événement, de l'impôt de mutation par décès sur la valeur de la rente, c'est-à-dire sur un capital formé de dix fois les arrérages annuels ².

Au contraire, lorsque les époux aliènent simultanément des biens propres à chacun d'eux respectivement, ils ont chacun un intérêt personnel dans la vente. Par suite, si la vente a été consentie moyennant une rente viagère unique, réversible sur la tête du survivant des époux

1. Solution du 20 avril 1872.

2. Jugements : Havre, 31 janvier 1867 ; — Mortagne, 2 mai 1873.

covendeurs, celui-ci est fondé à soutenir que la rente représente le prix du sacrifice consenti par lui personnellement. « Si, dit Paul Pont, deux époux mariés sous un régime autre que la communauté ont fourni chacun la moitié du capital de la rente viagère constituée avec clause de réversibilité, ou si, mariés en communauté, ils ont fourni ce capital en biens à eux propres, la convention étant aléatoire, et par conséquent à titre onéreux, ne tombe ni sous l'application de l'article 1096, qui déclare révocables au gré du donateur les donations faites entre époux pendant le mariage, ni sous celle de l'article 1097, qui leur défend de se faire une donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte. » (*Petits Contrats*, t. 1^{er}, p. 388, n° 699.) La réversion réalisée dans ces conditions ne donne pas, en conséquence, ouverture à l'événement au droit de mutation par décès, et, par suite, le droit fixe de 7,50 ne doit pas être perçu lors de l'enregistrement de l'acte contenant la clause de réversion. Il a même été reconnu¹ qu'il suffit que la vente de biens propres et divis entre époux, avec stipulation de rente viagère réversible, contienne une clause de garantie solidaire pour transformer la stipulation de réver-

1. Solution du 27 avril 1878.

sibilité, quelle que soit l'importance respective des biens aliénés par chacun des époux, en une dépendance nécessaire du contrat et faire repousser toute idée de libéralité. La décision serait la même si la stipulation de rente viagère réversible avait été faite par les époux dans un contrat de donation de biens divis propres à chacun d'eux.

§ 78. — Quand l'immeuble aliéné moyennant une rente viagère est un propre de la femme, et que la réversion profite au mari, c'est incontestablement à titre de libéralité que ce dernier recueille la rente viagère stipulée réversible ; mais en est-il de même lorsque c'est un immeuble propre au mari qui a été aliéné, et que la femme survivante a renoncé à son hypothèque légale dans l'acte d'aliénation, soit expressément, soit tacitement, en intervenant au contrat et en s'obligeant à garantir l'acquéreur ? La question a été vivement discutée. D'après une première opinion, la réversion au profit de la femme survivante serait alors la condition de la renonciation par la femme à son hypothèque légale, et échapperait, par suite, à la perception de tout droit. En consentant à l'aliénation, la femme, dit-on, renonce à son hypothèque légale, puisque, devant garantir l'acquéreur, elle ne peut plus l'évincer : *quem de evictione tenet actio eundem repellit exceptio*.

Elle perd ainsi la plus précieuse des garanties qui assurent la conservation de sa fortune. Si elle a des raisons de craindre que ce désistement soit pour elle une cause de préjudice futur, elle peut parfaitement stipuler de l'acquéreur une compensation pécuniaire, telle que la prestation d'une rente. Cet avantage offert à la femme est une fraction du prix ou le produit d'un arrangement conclu avec l'acquéreur sans la participation du vendeur. « Attendu, porte l'arrêt de la Cour de cassation du 10 mai 1854, que, d'après l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII, il n'est dû des droits distincts, pour les diverses dispositions d'un acte, qu'autant que ces dispositions sont indépendantes et ne dérivent pas nécessairement les unes des autres ; que la constitution d'une rente viagère de 10.000 fr. au profit des époux Chiéza, réductible aux trois quarts lors du décès du prémourant, était le prix de la vente que lesdits époux consentaient de divers immeubles à Dampierre, par acte authentique du 8 octobre 1811 ; que ces deux dispositions corrélatives, dépendantes, dérivaien^t nécessairement l'une de l'autre, et formaient par leur réunion un contrat unique de vente sur lequel le droit a été perçu ; — Attendu que, si la constitution ainsi faite, bien que les immeubles fussent propres du mari seul, renfermait une libéralité

envers la femme, elle se confondait avec la disposition principale de l'acte, dont elle était la condition essentielle, puisque la suppression de l'une des dispositions faisait disparaître le contrat tout entier, contrat autorisé par l'article 1973 C. civ. et auquel cet article conserve, même dans ce cas, la dénomination et les formes d'un contrat à titre onéreux. » « En dehors du régime dotal, dit également Demante, c'est une habitude générale de la pratique d'exiger le concours de la femme à la vente des propres de son mari. Bien qu'à la rigueur, *subtilitate juris*, la femme, nonobstant son hypothèque légale, n'ait aucune part dans la propriété de ces biens, son concours est autre chose que l'intervention d'un tiers à titre de garantie. Quel que soit le régime matrimonial, le *consortium omnis vitæ* fait que le propre d'un époux n'est pas *res aliena* vis-à-vis de l'autre. Il y a là une de ces nuances délicates que la pratique saisit d'instinct, alors même qu'il n'est point aisé d'en rendre compte par un raisonnement en forme. C'est par une considération de cette nature que l'administration a renoncé à réclamer le droit de cautionnement sur les ventes et les obligations solidaires des époux. La même considération peut servir à justifier la doctrine de l'arrêt précité de la Cour de cassation. La femme avait été l'une des parties

principales du contrat de vente ; en stipulant la rente viagère, elle avait stipulé pour soi-même ; l'obligation du prix, dans l'espèce, ne dépassait donc pas la personne des contractants. »

§ 79. — Une seconde théorie soutient que l'hypothèque légale n'a point pour effet de rendre la femme copropriétaire d'aucune partie des biens propres à son mari. C'est une simple sûreté destinée à lui garantir la restitution de sa dot. Lorsque le mari abandonne à sa femme des biens propres en paiement de ses reprises, un droit de mutation est incontestablement exigible à raison de cette dation en paiement. On ne voit pas pourquoi la rente viagère, formant le prix d'un propre et qui a le même caractère, pourrait être attribuée à la femme sans donner ouverture à l'exigibilité du droit de mutation. On pourrait tout au plus prétendre que la réversion a lieu à titre onéreux, et que le droit exigible est celui de cession de rente. Mais cette solution ne pourrait être admise que s'il était parfaitement établi que, par suite du consentement de la femme à l'aliénation des immeubles propres de son mari, ses reprises sont devenues absolument irrécouvrables, et qu'ainsi, la renonciation de la femme à son hypothèque légale a constitué de sa part un véritable sacrifice. Il

en est sans doute autrement lorsqu'il reste au mari d'autres immeubles dont la valeur garantit amplement les reprises de la femme. L'idée d'un contrat à titre onéreux est alors trop éloignée de la réalité des faits pour qu'on puisse l'admettre. La femme doit être considérée comme recevant une libéralité de son mari, et les règles de fond sur la donation, notamment sur la quotité disponible entre époux lui sont entièrement applicables.

Deux arrêts de la Cour de cassation, des 21 décembre 1862 et 23 juillet 1866, ont décidé, dans le cas où le vendeur d'un immeuble avait stipulé qu'une rente viagère formant le prix de l'aliénation serait réversible, à son décès, sur la tête d'un tiers, en reconnaissance de ses services, que le droit de mutation par décès était exigible à l'événement.

§ 80. — Enfin, un troisième système, qui est actuellement celui de l'administration¹, enseigne que, lorsque les époux, dont l'un a aliéné un propre moyennant une rente viagère réversible ou non, sont mariés sous le régime de la communauté, l'époux dont le propre a été aliéné ou sa succession a droit, lors de la dissolution de la communauté, à une récompense qui doit

1. Solution du 4 novembre 1892.

être fixée à la différence entre le montant des arrérages perçus par la communauté depuis l'aliénation et la somme de revenus que l'immeuble aurait produits pour la communauté, s'il n'eût pas été aliéné.

L'aliénation de propres non productifs de fruits ou de revenus, par exemple, de tableaux, médailles, etc., donnerait lieu à récompense de la totalité des arrérages de la rente. (Aubry et Rau, t. v, § 511, page 356, note 10.)

En cas de décès de l'époux aliénateur, il y a lieu de tenir compte de la récompense dont il s'agit, indépendamment de l'avantage qui peut résulter, pour l'époux survivant, de la réversion de la rente lorsque la rente constituée au moyen d'aliénation a été stipulée réversible en sa faveur¹.

§ 81. — La question de savoir si, lorsque le conjoint survivant est héritier, légataire ou donataire universel du prémourant, et a fait sa déclaration sans y comprendre la rente qu'il recueille en vertu de la clause de réversibilité, il y a défaut de déclaration passible du demi-droit en sus, pour lequel la prescription est de dix ans, ou omission passible d'un droit en sus, prescriptible par cinq ans, cette question, disons-nous, a été

1. Cass. (requêtes, 1^{er} avril 1878. — Cass., 8 avril 1872.

résolue par l'instruction 1320, § 6, à l'aide d'une distinction : Si le survivant est institué par le contrat de mariage donataire universel du prémourant, les deux qualités de donataire universel et de donataire de la rente sont identiques et se confondent l'une avec l'autre ; si la rente viagère n'a pas été déclarée, il y a omission passible du droit en sus, ainsi que l'a décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 10 mars 1830. D'où la conséquence que la prescription est alors de cinq ans.

B. — RÉVERSION D'UNE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN
CONTRAT D'ALIÉNATION DE BIENS DÉPENDANT DE LA
COMMUNAUTÉ

§ 82. — Cette hypothèse est celle qui offre le plus de difficultés. Il est tout d'abord un point incontestable : toute vente viagère acquise par des époux communs en biens avec des fonds tirés de leur avoir commun, sans clause expresse ou tacite de réversibilité, constitue un conquêt de communauté. D'après le droit commun, en effet, tous les biens acquis pendant le mariage, soit par les deux époux, soit par l'un d'eux, entrent dans l'actif de communauté établie entre eux (C. civ., 1401), sauf les exceptions limitativement déterminées par la loi. L'acquisition d'une rente

viagère, en échange de deniers tirés de la communauté, n'étant pas comprise parmi les acquisitions qui, exceptionnellement, font des propres (C. civ., 1402, 1434, 1437), la rente acquise avec des deniers communs doit évidemment, comme tout autre bien commun, être partagée à la dissolution de l'association conjugale. Sur ce point les auteurs sont d'accord.

§ 83. — Mais cet accord cesse dès que la rente acquise avec les deniers de la communauté a été stipulée réversible sur la tête et au profit de l'époux survivant. La question de savoir quels sont la valeur et les effets de la clause de réversibilité a donné lieu à différents systèmes.

D'après une première opinion, soutenue par Duranton (t. XVIII, n° 136) et Troplong (*Contrat de mariage*, t. II, n° 1200, *Cont. aléatoire*, n° 254), la réversion ne serait alors qu'un contrat à titre onéreux par lequel chacune des parties concède à l'autre un droit éventuel à la totalité de la rente, et reçoit, en retour de l'avantage qu'elle lui fait, un droit éventuel absolument semblable. La communauté n'a acheté la rente viagère qu'à charge expresse que le survivant ne partagerait pas avec les héritiers du prédécédé. Si c'est le mari qui survit, qu'y a-t-il dans cette clause qui ne soit valable ? N'est ce pas un pacte aléatoire, autorisé par les règles de la société ?

L'égalité ne s'y trouve-t-elle pas, puisque les deux époux sont sujets à la même incertitude ? Si c'est, au contraire, la femme qui survit, doit-on s'arrêter à l'opinion émise quelquefois et tendant à faire considérer la continuation de la rente viagère sur la tête seule de la survivante comme une donation ? Pas le moins du monde. Il n'y a pas de donation : c'est un pacte de société ayant tous les caractères d'un contrat aléatoire dont les avantages sont réciproques et soumis à la même égalité des chances. Il n'y aurait donation qu'autant que les chances seraient inégales, qu'elles enlèveraient au contrat la réciprocité d'aléa. Par exemple, si l'époux, vieux et infirme, achetait avec les deniers de la communauté une rente viagère réversible sur la tête d'une épouse jeune qu'il voudrait favoriser aux dépens de ses héritiers du premier lit. Faudra-t-il dire du moins que la femme survivante devra partager la rente avec les héritiers du mari, que ceux-ci ont droit à une récompense pour une chose créée avec les deniers communs et formant un conquêt de communauté ? Pas davantage. Ici, comme pour le mari, nous dirons qu'il y a une situation d'égalité pour les conjoints, qui exclut toute idée d'avantage et oblige à respecter le pacte aléatoire fait par la communauté dans un intérêt commun. Donc, lorsque

deux époux ont stipulé une rente viagère à leur profit, constituée sur leur tête en effets de la communauté, avec clause de non-réduction au cas de mort de l'un d'eux ou de réversibilité, on ne saurait voir en général, dans cette clause, un avantage fait par le prédécédé au profit du survivant : la constitution est un contrat aléatoire, puisque la chance de survie était pour l'un comme pour l'autre.

§ 84. — Dans un second système, on soutient, dans le cas qui nous occupe, que l'intention des époux a été d'assurer au survivant des moyens d'existence, et qu'ainsi la clause de réversion constitue une donation réciproque et éventuelle qu'ils se font l'un l'autre. C'est à ce point de vue que se place M. Labbé (*Journal du Palais*, 1865-p. 86 et 87, note) : Les époux qui convertissent leurs biens communs en viager et qui stipulent que la rente subsistera, en totalité ou en partie, au profit du survivant, ont l'intention de se procurer à tous deux, leur vie durant, et de procurer au survivant d'entre eux des moyens d'existence ; ils ne songent pas à leurs héritiers ; ils n'ont certes pas la pensée d'assurer aux héritiers du prédécédé une portion des arrérages jusqu'à la mort du survivant. Il est vrai, il est théoriquement exact que la rente peut être due à une autre personne que celle dont l'existence déter-

mine la durée du service de la rente ; mais il faut reconnaître qu'en fait, le but du créancier est presque toujours d'avoir, sa vie durant, des ressources et qu'il laisse s'éteindre la rente à l'époque où cesseront ces besoins. Aussi, presque toujours, la rente viagère repose sur la tête de celui qui en est le bénéficiaire. Dans l'espèce, on suppose que les époux ont déclaré que la rente serait réversible sur la tête et au profit du survivant ; il n'y a plus, dès lors, de doute sur leur intention : c'est le survivant qui, dans leur pensée, doit être le créancier et le bénéficiaire de la rente viagère, telle qu'elle subsiste. Ce but a été poursuivi ; donc les parties ont voulu implicitement tout ce qui est nécessaire pour l'atteindre. Or il est nécessaire que l'époux prédécédé ait voulu donner à son conjoint la part qui devait lui revenir dans la rente acquise avec les deniers de la communauté ; il l'a voulu et il était capable de le vouloir. Cette libéralité et son étendue dépendant des circonstances, elle ne peut être déterminée qu'après coup. Si le mari survit, et que les héritiers de la femme acceptent la communauté, le mari reçoit, à titre de libéralité, moitié de la rente ; si les héritiers renoncent à la communauté, leur renonciation fait disparaître toute donation. Si la femme survit et qu'elle accepte la communauté, elle est dona-

taire de la moitié de la rente ; en cas de renoncia-tion, elle est donataire de son mari pour la tota-lité de la rente. (Paris, 25 mars 1844 ; 20 août 1862.) Cette donation, quand donation il y a, s'exécutera dans les limites du disponible de l'époux prédécédé ; elle est révocable *ad nutum* comme toutes les donations entre époux ; elle, serait révoquée de plein droit au détriment de l'époux contre lequel la séparation de corps serait prononcée.

La manière de voir qui vient d'être exposée donne lieu à une difficulté que nous indiquerons sommairement. Si l'acquisition d'une rente via-gère , moyennant des valeurs prises dans la com-munauté, avec clause de réversibilité sur la tête du survivant, s'analyse en une libéralité éven-tuelle au profit du survivant, en réalité l'acte renferme la convention d'une double libéralité réciproque entre époux. L'art. 1097 est appli-cable, et, si chaque libéralité n'a pas été constatée dans un écrit distinct, il y a nullité. Mais l'arti-cle 1097 peut être écarté par ce motif qu'il régit les libéralités faites d'une façon principale et indépendante, et non pas celles qui sont insé-rées accessoirement dans un contrat principal à titre onéreux. L'article 1097 fait partie du système des formes prescrites pour les donations, et l'article 1973 décide que l'attribution à une

tierce personne de la rente constituée à titre onéreux est, bien qu'ayant le caractère d'une libéralité, affranchie des formalités requises pour les actes à titre gratuit. Il a d'ailleurs été jugé que, dans cette hypothèse, on ne pouvait voir un avantage réciproque et mutuel prohibé par l'article 1097. (Paris, 25 mars 1844.)

§ 85. — Une troisième opinion, émise par MM. Aubry et Rau (t. v, § 507), Laurent (t. xv page 323), et Pothier (*Cont. de rente*, n° 242), affirme que, malgré la stipulation de réversibilité au profit du survivant, la rente constitue un bien de communauté dont l'émolument sera, le cas échéant, partageable entre l'époux survivant et les héritiers du prémourant.

Si le mari s'est fait constituer, à lui et à sa femme, une rente viagère des deniers de la communauté, après la mort de l'un d'eux et en cas d'acceptation de la communauté, elle devra être continuée pour moitié seulement au survivant et, pour l'autre moitié, aux héritiers du prédécédé. Si les conjoints se sont fait un don mutuel de l'usufruit des biens de leur communauté, le survivant aura-t-il le droit de jouir, pendant sa vie, de la part du prédécédé sans rien rendre à ses héritiers ? Non, car ce serait s'arroger, non pas le simple usufruit qui lui a été donné par le prédécédé de sa portion dans cette rente

viagère, mais le fonds entier de cette rente, un propriétaire ne pouvant pas avoir davantage. L'usufruit étant le droit de jouir *salva rei substantia*, cette portion de rente du prédécédé n'est pas susceptible d'un usufruit proprement dit au profit du survivant; car il ne peut pas en jouir et en percevoir tous les arrérages pendant sa vie *salva rei substantia*, puisqu'il est de la nature et de l'essence de cette chose qu'elle se consomme et s'éteigne entièrement par la perception de tous ses arrérages. Cette rente viagère ne peut donc être susceptible que du quasi-usufruit applicable aux choses *quæ non consumuntur*. C'est pourquoi, de même que l'usufruitier de cette espèce de choses ne peut en jouir qu'à la charge d'en restituer la valeur après l'entière extinction de l'usufruit, le survivant usufruitier de la portion du prédécédé dans cette rente viagère n'a le droit d'en jouir qu'à charge de restituer, après l'extinction de son usufruit, aux héritiers du prédécédé, ce que valait cette portion de rente viagère lorsque l'usufruit a commencé.

§ 86.— Murlon (D. P. 65, 2, 73) émet un quatrième système. D'après cet auteur, il y aurait lieu de distinguer: si la rente est simplement constituée ou déclarée seulement réversible sur la tête du survivant, sans réduction, elle forme, conformément à l'opinion de MM. Aubry et Rau,

Laurent et Pothier, un acquêt de communauté qui, à l'événement du prédécès de l'un des constituants, doit être partagé entre eux, encore qu'ils aient eu l'intention de faire de cette rente un propre à chacun d'eux, l'immutabilité des conventions matrimoniales ne permettant pas aux époux communs en biens de se créer des propres au moyen des acquisitions faites avec les valeurs de communauté. Mais, si la rente a été stipulée réversible sur la tête et au profit du survivant, Mourlon soutient qu'elle est acquise à titre onéreux, et que, dès lors, la stipulation est nulle comme dérogeant aux conventions matrimoniales. « Les époux, dit ce savant jurisconsulte, ont fait entre eux un contrat unique par lequel chacun d'eux a stipulé, en vue de sa propre personne ou de son intérêt personnel, un certain avantage en retour de l'avantage qu'il a promis. Or, si chacun d'eux a entendu recevoir l'équivalent de ce qu'il a donné, comment ne pas voir dans leur traité les signes vraiment essentiels et tout à fait caractéristiques du contrat à titre onéreux ? Il se peut, il est vrai, qu'au lieu de songer particulièrement à leur intérêt propre, ils n'aient agi que dans un esprit de mutuelle bienfaisance et d'amitié réciproque ; mais, comme en général, nous nous aimons avant d'aimer les autres, et que, dans l'espèce, rien n'indique qu'ils aient échappé

à cette loi de notre nature, rien ne nous autorise à dire qu'ils se sont élevés au-dessus d'elle. Prenons une analogie tout à fait décisive. Deux futurs époux conviennent par leur contrat de mariage que la communauté qu'ils forment appartiendra pour le tout au survivant : cette convention, c'est la loi qui nous l'apprend, constitue un véritable contrat à titre onéreux. (Art. 1525). Or, entre cette espèce et la nôtre, y a-t-il une différence ? Mais, dira-t-on, ce sera annuler la réversibilité dont ils sont convenus, que supposer qu'ils l'ont, de part et d'autre, stipulée à titre onéreux. Or, s'ils ne peuvent valablement en convenir qu'autant qu'ils la stipulent des deux côtés dans un esprit de libéralité l'un pour l'autre, force est bien d'admettre qu'ils ont agi dans cet esprit. Qui veut la fin veut le moyen ! Cette objection serait décisive, si les parties qui font entre elles la stipulation dont nous traitons avaient sur cette matière des connaissances juridiques très exactes ; mais, cette science, combien parmi elles la possèdent ? Enfin, remarquons-le, si cette interprétation était écartée, le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ne serait plus, à bien peu de chose près, qu'une lettre morte et inutile. Deux époux communs en biens conviennent pendant le mariage qu'au décès de l'un d'eux la communauté tout entière

appartiendra au survivant. Cette convention, dirait-on, ne peut se soutenir qu'à titre de donation ; donc, elle doit être réputée faite avec ce caractère ; donc elle échappe à l'article 1395, donc elle est valable ! Personne, j'imagine, ne voudra aller jusque-là ; mais reculer, c'est nous donner raison. Ainsi, la convention dont il s'agit appartient aux contrats à titre onéreux. Peut-elle, à ce titre, valoir et produire son effet ? Oui, si, par son objet et ses conséquences, elle ne déroge point aux conventions matrimoniales des époux ; non dans le cas contraire (art. 1395). La question se réduit, dès lors, à rechercher si la clause par laquelle les époux stipulent que la rente qu'ils acquièrent avec des deniers tirés de leur communauté appartiendra pour le tout au survivant, lèse ou non dans sa substance et ses conditions primitives le règlement que, par leur contrat de mariage, ils avaient appliqué à leurs rapports pécuniaires. Or, sur ce chef, le doute n'est même point permis. Prenons une espèce ; supposons que les époux ont transformé tout leur avoir commun en rentes viagères, réversibles sur la tête et au profit du survivant : si la clause de réversibilité est valable, quel résultat aurons-nous selon le système de M. Troplong ? L'époux survivant prendra toute la communauté sans rien payer aux héritiers de son conjoint. Or y

a-t-il rien de semblable dans le régime de la communauté ? Au reste, la Cour de Paris le reconnaît elle-même dans l'arrêt du 19 février 1864 : « La réversibilité de la rente, dit cet arrêt, déroge aux principes de la communauté. » Si la stipulation de réversibilité de la rente viagère au profit du survivant constituait, non une stipulation à titre onéreux, mais une libéralité mutuelle entre époux, cette stipulation serait frappée de nullité, par application de l'article 1097 C. civ. (Aubry et Rau, VIII, § 743.)

§ 87. — Enfin, Paul Pont enseigne (t. 1^{er}, n^o 701) que, dans toute rente constituée sur la tête de deux époux moyennant un objet de leur communauté, deux intérêts doivent être distinctement envisagés lorsque la vie de l'un des créanciers va s'éteindre : l'intérêt du débiteur de la rente et l'intérêt du créancier survivant. Une rente créée durant le mariage avec des valeurs prises dans la communauté est incontestablement un bien de communauté. Et alors, comment le survivant des époux pourrait-il la retirer du fonds, se l'attribuer et la retenir personnellement en totalité ? La chose est à tous égards impossible. Ainsi en ont pensé les anciens auteurs : « Si le mari, dit Lebrun, a donné à fonds perdu une somme ou un acquêt qu'il a tiré de la communauté, le survivant rendra aux héritiers du prédécédé

la moitié des revenus de chaque année, à compter depuis le décès du prédécédé. » (Lebrun, *Comm.*, livre I^{er}, chap. v, dist. 2, n° 17.) En conséquence, rien n'indique que la loi actuelle se soit écartée, en ce point, des principes anciens ; la jurisprudence moderne s'est prononcée dans le même sens. Plusieurs arrêts de Cours d'appel en jugent ainsi dans notre hypothèse même, celle où une rente viagère est acquise par deux époux pendant la communauté, avec stipulation que la jouissance entière appartiendrait au survivant, et la Cour de cassation a consacré la même doctrine en mettant à la charge du donataire une rente viagère réversible sur la tête du survivant des époux donateurs. Dans cette dernière espèce, la Cour de cassation a sanctionné le procédé des juges du fond, qui, en considérant la rente comme constituée au taux de 10 %, avaient ordonné que la récompense serait de moitié du capital, fixé d'après ces bases. Sans doute, le procédé peut être accepté comme mode particulier de partage ; mais il est clair que c'est aux héritiers du prédécédé qu'est due la récompense ainsi calculée. Si elle était versée dans le fonds commun, il s'ensuivrait que l'époux survivant, y venant prendre sa part, aurait, en définitive, les trois quarts de cette valeur, tandis que les héritiers de l'époux prédécédé auraient un quart seulement.

L'arrêt ne s'explique pas là-dessus ; mais le principe de partage égal, dans tous les cas où le contrat de mariage n'a pas disposé autrement, suffit à combler la lacune.

§ 88. — Il faut l'avouer, aucun de ces systèmes n'est pleinement satisfaisant ; car, ou bien la clause de réversibilité sera considérée comme une donation éventuelle, et alors elle sera annulable en vertu de l'article 1097 du C. civ., ou bien, au contraire, on la regardera comme opérant un partage par anticipation au moyen d'une attribution aléatoire d'une valeur de communauté ; mais alors, nous objecterons qu'il n'est pas loisible aux époux de faire entre eux un partage anticipé de la communauté, encore moins de faire sortir par avance un bien de la communauté par une attribution éventuelle aléatoire. Ce n'est pas un mode de partage autorisé quand le contrat de mariage ne dit rien.

§ 89. — Quoi qu'il en soit, l'administration a admis la manière de voir de Paul Pont, dans l'instruction 2355, § 6 : « La vente faite par des époux de biens dépendant de leur communauté moyennant une rente viagère réversible, sans aucune diminution, sur la tête du survivant d'eux, ne présente pas les caractères juridiques d'une donation éventuelle. Conséquemment, il n'est dû ni droit fixe sur l'acte de vente, ni droit

proportionnel de mutation lors de l'événement du décès. Mais il est de principe qu'aucun des époux ne peut retirer un profit personnel des biens de la communauté sans en devoir récompense, et une rente créée durant le mariage, avec des valeurs prises dans la communauté est incontestablement un bien de communauté. Il s'ensuit que, pour la liquidation du droit de mutation par décès, les parties devront désormais faire figurer dans l'actif de communauté, comme indemnité, la valeur de la rente dont le survivant des époux profitera. »

Cette règle a été pleinement confirmée par un grand nombre de jugements, et notamment par deux arrêts de la Cour de cassation des 20 mai et 30 décembre 1873. L'arrêt du 20 mai s'exprime ainsi : « Attendu que Pèlerin, dans la déclaration faite à l'enregistrement, le 21 janvier 1870, comme légataire universel de sa femme, avait à tenir compte, pour l'établissement de l'actif de communauté, dont moitié revenait à la succession de celle-ci, des rentes viagères et des charges annuelles créées durant le mariage avec des valeurs prises dans le fonds commun ; qu'il est de principe, en effet, dans le régime de la communauté, d'une part, qu'en dehors des exceptions établies par la loi, toute acquisition faite à titre onéreux durant la société conjugale

constitue un conquêt de communauté destiné à être partagé entre les ayants droit lors de la dissolution, et, d'une autre part, d'après l'article 1437 du C. civ., que généralement, toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ; que le jugement attaqué oppose vainement que les contrats des 5 août 1867, loin de procurer un avantage exclusif et personnel, soit à l'un, soit à l'autre des époux, avaient ménagé aux deux également les mêmes chances aléatoires ; qu'il résultait du caractère aléatoire de ces contrats, non qu'ils ne procuraient pas au survivant des époux un profit qui lui serait personnel, mais uniquement qu'il était incertain, au moment de leur formation, quel serait celui des deux en faveur duquel l'avantage se réaliserait ; que toute incertitude à cet égard a cessé à l'événement du décès de la femme, et que le mari survivant, au profit de qui l'avantage a été alors définitivement réalisé, a été placé par là dans la nécessité de satisfaire à l'obligation consacrée par l'article 1437. » Et l'arrêt du 30 décembre ajoute : » Si les parties ont cru pouvoir, en procédant entre elles au règlement de leurs droits, ne pas tenir compte de cette obligation, leur convention à cet égard n'est nullement opposable à l'administration de l'enregistrement, qui, ayant à percevoir le droit de

mutation par décès sur les valeurs dépendant de la succession du conjoint prédécédé, a qualité et doit faire rechercher, en dehors des conventions arrêtées entre les copartageants, si la composition de l'actif a été régulière, et pour y faire rentrer les valeurs imposables qui n'y auraient pas été comprises par le fait ou la volonté des parties. »

§ 90. — Le principe de la récompense est donc aujourd'hui admis, aussi bien en matière civile qu'en matière fiscale. Mais comment déterminer le mode à suivre pour l'évaluation de cette récompense ? Dans l'instruction n° 2355, § 6, l'administration a décidé que, « pour la liquidation du droit de mutation par décès, les parties devront désormais faire figurer dans l'actif de la communauté, comme indemnité, la valeur de la rente dont le survivant des époux profitera. Cette valeur est représentée, aux termes de l'art. 14, n° 6, loi du 22 frimaire an VII, par le capital constitué, à moins que l'indemnité n'ait été déterminée par un partage ou tout autre acte équivalent, antérieur à la déclaration de succession. » Ce procédé d'évaluation de la récompense a été préconisé par M. Garnier (*Rép. périodique*, n° 4498) et par les continuateurs de Dalloz (*Supplément*, n^{os} 2186 et 2193). « L'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII, disait alors M. Garnier, renferme, au sujet

de l'évaluation des rentes, des dispositions ainsi conçues : « La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des biens meubles est déterminée, pour la liquidation et le paiement des droits proportionnels, § 6 ; pour les créations de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, ou de pensions à titre onéreux, par le capital constitué et aliéné, § 7 ; pour les cessions ou transports des dites rentes ou pensions, ou pour leur amortissement ou rachat, par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement. » L'intention du législateur est évidente. Si la rente viagère ou la pension avait dû être évaluée par les parties d'après les chances réelles de sa durée, leur déclaration eût été nécessairement variable et arbitraire. C'est pour ne pas livrer la perception de l'impôt à la discrétion des contribuables que le législateur détermine lui-même la valeur des rentes par un forfait invariable indépendant des probabilités d'existence du crédi-rentier. Ainsi que l'exprime la Cour de cassation dans un arrêt du 29 juin 1870, la loi a voulu poser une base fixe à la perception du droit. Ce principe doit évidemment recevoir son application dans tous les cas où le droit proportionnel est exigible sur la valeur de la rente. On avait voulu l'écarter en matière de succession, par le double motif que les §§ 6 et 7

de l'article 14 sont relatifs aux cessions et transports à titre onéreux, et que, d'après les dispositions spéciales du § 8, les valeurs immobilières soumises aux droits de mutation par décès sont évaluées par la déclaration estimative des parties. Mais la jurisprudence a décidé que la déclaration ne pouvait prévaloir sur la fixation légale de la valeur des rentes. « Attendu, a dit la Cour, qu'il résulte de l'article 14, n^{os} 6 et 7 de la loi du 22 frimaire an VII, ainsi que de la combinaison de différents autres articles de la loi, que le législateur n'a voulu se référer à la déclaration estimative des parties qu'autant qu'il n'existerait pas d'ailleurs de bases fixes et certaines qui pussent déterminer la perception des droits ; qu'à l'égard des rentes, il s'en exprime d'une manière si positive qu'il ne peut y avoir aucun doute ; que c'est toujours le capital constitué et aliéné qui doit servir de base à la perception. (Cass., 4 mai 1807.) Il n'est donc pas douteux que c'est le capital constitué qui servirait de base à la liquidation des droits, dans tous les cas où, après la mort du conjoint prédécédé, il s'opérerait une transmission donnant ouverture à l'impôt sur la valeur de la rente. C'est ce qui aurait lieu notamment, si la réversion s'opérait au profit d'un tiers (Cass., 29 décembre 1862), ou si le conjoint survivant, après avoir recueilli le bénéfice de cette

réversion, en faisait l'objet d'une donation. Les parties ne seraient pas reçues à déterminer, par une déclaration estimative, la valeur imposable de la rente. La situation actuelle est identique. En effet, la chose transmise, l'objet sur lequel le droit de mutation est exigible, c'est la valeur imposable de la rente réversible. Peu importe que le droit ne soit pas dû sur cette rente elle-même considérée particulièrement, s'il est dû sur une valeur dont l'importance doit être exactement calculée sur l'importance même de la rente. Les raisons qui ont déterminé la loi à substituer une évaluation à forfait à l'estimation arbitraire des parties reçoivent alors toute leur application. La déclaration est irrecevable, d'abord selon l'arrêt du 4 mai 1807, parce que la loi n'a voulu s'y référer qu'autant qu'il n'existait pas de base fixe et certaine pouvant déterminer la perception du droit, et ensuite, selon un autre arrêt du 28 messidor an XIII, parce qu'en adoptant dans cette matière la déclaration estimative des parties, on leur laisserait la faculté de fixer elles-mêmes le droit. (Dalloz, *Enreg.*, n° 4520.) On objecte qu'il ne s'agit ici ni de la création ni de la transmission de la rente viagère, et que, par conséquent, les §§ 6 et 7 de l'article 14 sont sans application. Mais cette objection passe à côté de la thèse. Car, s'il est vrai que la

rente ne soit pas transmise, l'objet qui la remplace en tient tout à fait lieu, n'a d'autre valeur que la valeur même de la rente. Dans les deux cas, le droit est dû sur une même somme. Puisque la loi fiscale a fixé cette valeur au montant invariable du capital constitué, c'est donc juridiquement ce capital seul qui peut servir à la liquidation du droit. »

Mais ce procédé d'évaluation est manifestement erroné, car la récompense n'est plus alors proportionnelle au bénéfice personnel que le conjoint survivant retire de l'emploi qui a été fait des deniers communs. (Cass., 16 décembre 1867.) Celui-ci, contrairement à l'article 1437, ne rend plus à la communauté une somme égale à celle qu'il lui a prise.

§ 91. — Aussi, M. Dubois, chef du contentieux à la Compagnie d'Assurances générales, a-t-il proposé un autre système : « Le capital aliéné par les époux pour acquérir une rente réversible sur la tête du survivant peut être considéré comme comprenant deux éléments distincts, savoir : le prix d'une rente à servir pendant l'existence simultanée de deux époux, et le prix d'une autre rente à servir au survivant à compter du jour du décès de son conjoint. C'est cette seconde rente seulement qui constitue le profit personnel du survivant. Nous sommes donc en

droit de conclure que c'est seulement du prix de cette seconde rente que le survivant peut être tenu de faire récompense à la communauté. Il est, dès lors, bien évident que, si le contrat constitutif de la rente contenait l'indication de deux prix distincts, l'un pour la rente dont les deux époux jouiraient conjointement, et l'autre pour la rente dont le survivant jouira seul, il n'y aurait pas de contestation possible, et la récompense due serait égale au second prix indiqué. Il est probable qu'on trouverait fort peu de contrats constitutifs de rentes viagères réversibles dans lesquels on eût pris soin de faire cette ventilation du prix. Mais on voudra bien nous accorder que, dans tous les contrats de cette nature passés avec des Compagnies d'assurances sur la vie, le silence gardé par les parties n'empêche pas qu'elles aient parfaitement su, ou du moins que l'une d'elles, la Compagnie, ait parfaitement su combien coûtait la rente à servir à la communauté, et combien la rente à servir au survivant. Avec le tarif de la Compagnie sous les yeux et les notions d'arithmétique les plus élémentaires, on peut savoir que deux époux, âgés l'un de 75 ans, et l'autre de 70, qui, au moyen de l'aliénation d'un capital de 11,123 fr. 45, se constituent, auprès d'une Compagnie d'assurances sur la vie, une rente viagère de 1.000 fr. réversible sur la

tête du survivant, payent 6.770 fr. 15 la rente dont ils jouiraient conjointement, et 4.353 fr. 30 la rente dont le survivant profitera seul. Il importe peu, du reste, que les rentiers aient su ou non dans quelle proportion la somme qu'ils aliénaient était employée à assurer leur existence commune, dans quelle proportion elle servait à assurer l'existence du survivant. S'ils ne l'ont pas su, c'est, comme on le voit, parce qu'ils n'ont pas voulu le demander. Il n'en est pas moins vrai que dès le jour où le contrat a été passé, ces proportions étaient déterminées avec une précision mathématique, et que les époux, en aliénant leur capital aux conditions de tarifs de la Compagnie, les ont acceptées d'une façon inconsciente peut-être, mais cependant certaine. Dans ces circonstances, il ne nous paraît pas possible d'admettre qu'un tribunal auquel on expliquerait clairement ce qui précède, décide que le prix de la réversibilité de la rente, c'est-à-dire la récompense due par l'époux survivant n'est pas la somme indiquée par les tarifs de la Compagnie, au moyen du calcul dont nous avons donné plus haut un exemple. Restent les contrats passés entre particuliers, et dans lesquels on n'a pas fait la division du capital aliéné en prix de la rente à servir à la communauté et prix de la rente à servir à l'époux survivant. Ici, le pouvoir d'appréciation

du juge est absolu. Personne ne sait combien les rentiers ont entendu payer la stipulation de réversibilité, ni combien le débiteur de la rente a entendu la vendre, et il s'agit cependant d'en fixer le prix. Les tarifs, sans avoir ici l'autorité irrécusable qui leur appartient quand il s'agit de rentes servies par des Compagnies, pourraient néanmoins être consultés ; mais il conviendrait alors de s'en servir pour en tirer, non des nombres, mais des proportions. Nous dirons qu'on n'est pas en droit d'en tirer des nombres, parce que les époux, en traitant avec un particulier, ont fait une affaire meilleure ou pire que celles qu'ils auraient faites en traitant avec une Compagnie ; qu'ils ont obtenu un intérêt plus ou moins élevé que celui qu'une Compagnie leur aurait donné, et qu'en conséquence en prenant, pour mesure de la valeur de la rente ou d'une partie de la rente qu'ils se sont constituée, le tarif d'une Compagnie, on prend une mesure trop forte ou trop faible. Mais, au contraire, nous disons qu'on est en droit d'en tirer des proportions, parce que les tarifs des Compagnies sont dressés d'après les indications des tables de mortalité, et qu'en conséquence, les rapports qui existent entre les différents prix qu'ils indiquent sont les mêmes que ceux qui existent entre les différents risques qui correspondent à ces prix. Si, par exemple, le tarif d'une

Compagnie nous indique que le prix de 100 fr. de rente à servir à deux personnes pendant leur existence simultanée est de 1.000 fr., et que le prix d'une rente égale à servir au survivant d'eux, quel qu'il soit, est de 500 fr., nous pourrions en conclure que, d'après les tables de mortalité, le risque ou l'engagement de servir une rente de 100 fr. aux deux personnes indiquées est une fois plus onéreux que l'engagement de servir cette même rente au survivant d'eux, à partir du décès de l'autre. Si donc, nous étions obligés de dire quelle est, dans une somme quelconque aliénée, par ces deux personnes pour se constituer une rente réversible sur la tête du survivant, la fraction qui forme le prix de la réversibilité, nous pourrions, toutes autres indications nous manquant, fixer cette fraction au tiers du capital aliéné. Nous aurions pour nous l'autorité des tables de mortalité. Ainsi pourraient faire l'administration de l'enregistrement, les héritiers de l'époux prédécédé ou les juges, quand il s'agira de déterminer la récompense due par l'époux survivant, tous autres moyens d'appréciation faisant d'ailleurs défaut. »

Cette méthode d'évaluation de la récompense est très ingénieuse, mais elle n'a été sanctionnée par aucun texte législatif.

§ 92. — Au contraire, l'administration, dans

une solution du 6 août 1881, a adopté un troisième système : « La règle de perception fixée dans l'instruction n° 2355, § 6, ne se concilie pas, dans la généralité de ses termes, avec la jurisprudence, en tant qu'elle prescrit de fixer la valeur de l'indemnité d'après le capital constitué de la rente, conformément à l'article 14, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII, toutes les fois que cette indemnité n'a pas été déterminée par un partage ou tout autre acte équivalent, antérieur à la déclaration de succession. Ainsi qu'on l'a fait remarquer avec raison, l'article 14, n^{os} 6, 7 et 9, relatif aux créations de rentes viagères, à leurs cessions et transports, paraît d'une application difficile dans l'espèce. Ce n'est pas la rente viagère qui donne ouverture au droit, c'est la récompense due pour indemniser la communauté du bénéfice créé par l'aliénation de valeurs de cette communauté, au profit exclusif de l'un des époux. L'indemnité est due, suivant l'expression de MM. Aubry et Rau, pour la valeur de la rente dont bénéficie l'époux survivant ; elle est fixée, ainsi que l'énonce l'arrêt du 26 juin 1840, d'après la valeur estimative de cette rente, mais elle ne se confond nullement avec elle. D'ailleurs, l'application de l'article 14, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII produirait souvent des conséquences inacceptables. En droit, l'indemnité

égale au capital constitué, c'est-à-dire à la somme déboursée par la communauté pour la création d'une rente viagère, dont elle aura profité souvent pendant de longues années, doit être supportée par l'époux survivant. Il en résulte que la communauté, après avoir bénéficié, pendant sa durée plus ou moins longue, de revenus supérieurs à l'intérêt normal du capital aliéné, recouvrerait encore la totalité de ce même capital que devrait lui restituer l'époux survivant. Elle s'enrichirait donc aux dépens de cet époux, et c'est là une conséquence inadmissible en droit civil. En fait, il serait excessif d'établir la perception sur la somme, souvent importante, que l'époux est censé devoir à la communauté, tandis qu'il ne jouit, en réalité, vu son âge avancé, que d'une rente sur le point de s'éteindre. De ce qui précède, il résulte que le mode d'évaluation de la récompense, adopté par la majorité des auteurs, par la jurisprudence civile et par plusieurs jugements en matière fiscale, repose sur le profit tiré par l'époux survivant, sans que, dans aucun cas, la récompense puisse être supérieure à la somme déboursée par la communauté pour la réversion de la rente sur la tête du survivant. En d'autres termes, c'est la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté qui détermine l'importance de ce profit,

à moins que la somme déboursée par la communauté pour assurer la réversion de la rente au survivant ne soit inférieure à cette valeur, auquel cas l'impôt serait dû seulement sur la somme en question. Il semble que cette base peut être acceptée sans inconvénient pour l'assiette et la perception du droit de mutation par décès. Mais, comme il s'agit de la fixation d'une indemnité et non de la transmission d'une rente, on éprouverait des difficultés en usant du mode d'évaluation prévu par l'article 14, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII. Il paraît plus juridique d'admettre sur ce point la déclaration estimative des parties. Ce moyen semble, d'autre part, sans danger réel pour le Trésor, puisque l'administration peut en vérifier l'exactitude au moyen des tarifs des Compagnies d'assurances, et que, ces tarifs, dans la plupart des cas, fourniraient aux employés des éléments sérieux de contrôle.

Ainsi, dans l'état actuel de la jurisprudence, l'époux survivant appelé à profiter de la réversion de la rente viagère, évaluera la récompense qu'il doit de ce chef à la communauté conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII; mais l'administration aura le droit de vérifier la sincérité de sa déclaration au moyen des tarifs des Compagnies d'assurances. L'époux prédécédé peut avoir dispensé son conjoint de

toute récompense; alors le droit de 7 fr. 50 est dû sur l'acte qui constate cette libéralité, dont le montant est frappé d'un droit de mutation par décès entre époux quand se produit la réversion. De même, en cas de renonciation à la communauté par l'époux survivant, le droit de mutation par décès est dû sur le montant de la réversion. Enfin, il a été jugé que si, au moment de la déclaration de succession de l'époux prédécédé, le conjoint survivant appelé à profiter de la réversion de la rente viagère était à son tour décédé, l'indemnité due par ce dernier ou sa succession devait être fixée au montant des arrérages de la rente courus dans l'intervalle des deux décès. Un jugement du Tribunal d'Alençon, du 3 juin 1870, s'exprime ainsi : « Attendu que, suivant le commentaire qu'ont donné de l'article 1437 C. civ. les auteurs et la jurisprudence, lorsque l'époux n'a pas seulement agi pour son compte, mais qu'il a fait, comme la dame M..., une opération avantageuse à la communauté, qui a perçu, pendant toute sa durée, des intérêts de la somme aliénée à plus de 8 %, la récompense n'est pas du chiffre des déboursés; qu'elle doit se réduire à la mesure du profit retiré par l'époux; — Attendu que ce profit, qui consiste dans la perception des arrérages pendant la vie du survivant, est facile à déterminer dans la cause, par suite du décès

de la veuve M..., arrivé le 19 août 1865 ; qu'en calculant les arrérages qu'elle a reçus depuis le 21 janvier 1864, date de la dissolution de la communauté, jusqu'à sa mort, on constate un total de 702 fr. 85 ; que la récompense, qui ne doit être que l'avantage personnel recueilli par la veuve M..., ne peut donc dépasser ladite somme ; attendu que, cependant, la veuve M... devrait, dans le système de la régie, verser à la communauté une récompense de 5.100 fr. pour un profit personnel de 702 fr. 85, qu'elle a seulement retiré ; que ce résultat est inadmissible ; que la régie se place, contrairement aux faits de la cause, dans l'hypothèse où la crédi-rentière serait existante ; qu'il est vrai qu'en ce cas, suivant une pratique généralement admise, si la communauté a été dissoute peu de temps après la constitution de la rente viagère, la récompense est du montant même du prix aliéné ; que si, au contraire, par suite de la durée de la communauté, la rente n'a plus la même valeur qu'au moment où elle a été constituée, elle doit être estimée d'après l'âge du survivant, conformément aux tarifs des Compagnies d'assurances ; attendu que, si le débat actuel s'élevait du vivant de la dame veuve M..., on comprend que, pour fixer la valeur de la rente viagère, force serait de recourir à une évaluation probable et à forfait, à raison de l'impossibilité

de prévoir la durée de l'existence de la crédi-
rentière et le service de cette rente ; mais qu'il
n'en est plus ainsi ; que l'événement incertain
qui aurait rendu nécessaire, il y a quelques
années, une estimation arbitraire de la rente,
s'est réalisé depuis que la date du décès de la
veuve M... est connue ; que le chiffre des arrérages
par elle recueillis est liquide ; qu'il n'est plus
permis de substituer des probabilités d'évaluation
de profit à un chiffre certain ; que la récompense
due par la veuve M... est donc de 702 fr. 85,
dont moitié à la succession du sieur M... dont sa
veuve était légataire universelle. »

Ainsi, d'après ce qui précède, la réversion de
rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation
de biens propres à l'un ou à chacun des époux
est considéré comme une mutation donnant
lieu, lors de sa réalisation, au droit de mutation
par décès, tandis que la réversion de rente via-
gère résultant d'un contrat d'aliénation de biens
dépendant de la communauté établie entre les
époux oblige seulement le conjoint survivant à
faire récompense à la communauté.

CHAPITRE III

RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIERS D'UNE RENTE VIAGÈRE CONSTITUÉE A TITRE GRATUIT

§ 93. — La réversion de rente viagère sur la tête d'un tiers ne peut être stipulée que sous forme de legs ou sous forme de donation entre vifs. Si la réversion est contenue dans un testament, le droit de mutation par décès est exigible à l'événement ; le tiers qui recueille la rente lors du décès du premier crédi-rentier doit en faire la déclaration dans les six mois, et cela à peine d'un demi-droit en sus. Un droit fixe de 7 fr. 50 sera perçu lors de l'enregistrement du testament. (Loi 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, n° 5. — Loi 28 avril 1816, art. 45, n° 4. — Loi 28 février 1872, art. 4.)

§ 94. — La réversion stipulée sous forme de donation entre vifs se rencontre fréquemment dans les contrats de mariage. Les père et mère de l'un des époux, après avoir constitué respectivement en dot à celui-ci sur leur tête une pension viagère déterminée, déclarent souvent qu'en cas de décès du donataire avant l'extinction

de la pension constituée à son profit, cette pension appartiendra, soit moitié à l'époux survivant, moitié aux enfants et descendants de l'époux prédécédé, selon l'ordre de la loi des successions, soit en totalité à ces derniers. Pas de difficulté pour la perception des droits sur la réversion opérée en faveur de l'époux survivant. Lors de l'événement, le conjoint devient donataire direct et actuel des parents de son conjoint prédécédé, et cette réversion est passible, en conséquence, du droit proportionnel auquel sont soumises les donations par contrat de mariage, entre personnes non parentes (Cass., 27 mars 1872), c'est-à-dire au droit de 11 % sans décimes (art. 18 loi 25 février 1901).

§ 95. — La perception à faire après la mort du donataire principal sur le montant de la réversion opérée sur la tête du ou des tiers soulève des difficultés. L'administration a d'abord frappé cette mutation comme une donation entre vifs ; elle semble actuellement être disposée à la considérer comme une dévolution à titre gratuit par décès. Et d'abord, en cas de réversion au profit des enfants à naître, un droit de mutation ne sera exigible des enfants que si la rente continue effectivement à leur être payée. (Sol., 27 mars 1893.) Il ne faut pas perdre de vue qu'en principe, toute rente viagère constituée par

contrat de mariage sur la tête de l'un des futurs époux sans aucune indication sur sa durée, doit s'éteindre au décès du donataire. (Sol., 4 août 1894.) Pour que la rente ne s'éteigne pas au décès de l'époux donataire, et soit recueillie par ses enfants en leur qualité d'héritiers, comme la Cour de cassation l'a décidé par un arrêt du 29 mai 1865 (D. 65, I, 1364), il faut qu'il ressorte des termes de la disposition que les constituants ont eu l'intention de servir cette rente, non seulement pendant la vie du donataire, mais, le cas échéant, pendant un délai plus long, et notamment pendant la vie des enfants nés du mariage. Il en serait ainsi, d'après une solution du 27 juillet 1870, lorsqu'il a été exprimé dans le contrat de mariage que la rente était constituée « en considération du mariage ». La solution porte que, dans ce cas, la rente, étant faite dans l'intérêt du mariage et pour aider à en supporter les charges, n'a pas un caractère personnel au donataire, et qu'« en faire cesser le service au moment où, par la mort du père ou de la mère et la naissance des enfants, les charges deviennent plus lourdes, ce serait aller directement contre l'intention de la donatrice ». Cette solution paraît trop absolue. Les termes « en considération mariage » sont parfois employés comme une expression de style, et peuvent être insérés même

dans une disposition faite formellement en faveur de l'un des époux seul et personnellement. Les expressions « en considération du mariage » nous paraissent donc insuffisantes par elles-mêmes pour faire décider que la rente doit survivre à l'époux donataire. Il y a lieu, conformément à la règle de l'art. 1161 C. civ., de rapprocher les différentes clauses relatives à la constitution de rente pour apprécier l'étendue de la disposition. Lorsqu'il ne semble pas, de l'ensemble de ces clauses, que la rente est, dans l'intention des constituants, réversible sur la tête des enfants nés du mariage, il incombe à l'administration, pour réclamer un droit de mutation après décès de l'époux donataire, d'établir que la rente n'est pas éteinte et que les constituants continuent à la servir aux enfants du défunt. Si l'administration n'est pas en mesure de faire la preuve nécessaire à cet effet, elle ne saurait exiger le droit de mutation. (Sol., 16 janvier 1895.)

Mais, alors même que la rente continue effectivement à être payée aux enfants, la question s'est posée, avons-nous dit, de savoir si le droit exigible était celui de mutation à titre gratuit entre vifs ou par décès.

§ 96. — D'après un premier système, un second droit de donation est dû au moment où s'opère la réversion au profit des enfants. La rente

viagère, en effet, étant constituée sur la tête du donataire principal, doit s'éteindre à son décès. Si donc cette rente est stipulée réversible sur la tête des enfants à naître, c'est par une libéralité directe, émanée du donateur. Le Tribunal d'Avran-ches a statué dans ce sens par un jugement du 2 juillet 1848 : « Considérant qu'il est impossible de soutenir, comme le fait le sieur L..., que sa fille mineure a recueilli, dans la succession de sa mère, une rente viagère de 400 fr., parce que la dame L... n'était elle-même donataire que d'une rente viagère de même valeur ; qu'il s'agit alors d'une donation faite à la mineure directement par la dame C... ; que, le droit proportionnel n'ayant pas été perçu, la contrainte doit recevoir son exécution... » Un jugement du Tribunal de Vesoul du 27 décembre 1867 a statué de la même manière dans une espèce où la rente était constituée sur la tête des donateurs, et était donnée à la future épouse et, à son défaut, aux enfants à naître du mariage. Ce système repose sur cette idée qu'il y a deux rentes distinctes ; que celle constituée au profit de l'époux s'éteint avec cet époux ; que, par conséquent, elle ne peut se transmettre aux enfants du défunt et que ceux-ci tiennent directement des donateurs la rente qui leur échoit. Le vice fondamental de ce système, c'est qu'il aboutit à une nullité, puisque, aux

termes de l'art. 1081 C. civ., une donation entre vifs de biens présents, par contrat de mariage, ne peut avoir lieu au profit des enfants à naître, si ce n'est dans les cas de substitution prévus par les articles 1048 et suivants. Sans doute, l'administration n'a pas à se préoccuper des nullités ; mais, dans l'espèce, le contrat est plus que nul, il est inexistant, car la rente viagère objet de la donation est un bien présent (Saint-Etienne, 27 juillet 1870, — Sol., 27 juillet 1870), et l'offre d'une donation de biens présents faite à un enfant non conçu tombe dans le vide et ne peut être rendue efficace par une acceptation ultérieure. (Demolombe, *Donat.*, I, 579, et VI, 267. — Aubry et Rau, VII, § 649.) C'est d'ailleurs une règle certaine que, « lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en produirait aucun (C. civ., 1157) ». Or cette règle trouve ici son application. Cette théorie soulève une dernière objection qui ne manque pas d'importance. En supposant qu'il y eût donation directe du donateur aux enfants à naître du donataire, il faudrait au moins, pour réclamer le droit proportionnel, prouver l'acceptation de ces enfants. Vainement allègue-t-on que, pour les donations par contrat de mariage, l'acceptation n'est pas nécessaire.

Cette assertion est d'une inexactitude flagrante. L'acceptation n'a pas besoin d'être requise, mais il faut qu'elle existe. Autrement, le contrat ne serait pas formé. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point. (Notamment Demolombe, *Donat.*, VI, 250.) Or il est évident qu'on n'a pas pu accepter, dans le contrat de mariage, pour des enfants qui n'étaient pas conçus. Donc, tant que la preuve de l'acceptation de ceux-ci n'aura pas été fournie, le droit proportionnel ne pourra être exigé. On serait même autorisé à dire que, s'agissant d'une transmission de biens meubles, l'acceptation ne serait sujette au droit d'enregistrement qu'autant qu'elle résulterait d'un acte présenté à la formalité. Le droit perçu pour donation éventuelle sur les donations contenant stipulation de réversibilité au profit soit du conjoint donataire, soit des enfants à naître du mariage, est le droit fixe de 3 fr. en principal. (Art. 68, § 1^{er}, n° 2, loi du 22 frimaire an VII, et art. 25 loi du 28 avril 1816.)

§ 97. — Une seconde théorie soutient que les enfants recueillent la rente comme héritiers de leur auteur précédé ou comme substitués ; d'où cette conséquence que le droit à percevoir est celui de mutation par décès en ligne directe. Il n'est pas inadmissible que l'époux donataire et les enfants à naître puissent jouir successive-

ment de la même rente ; car la rente, au lieu d'être constituée sur la tête des crédi-rentiers, l'est sur la tête des débi-rentiers, ce qui est parfaitement licite. (Cass., 29 mai 1865.) Le contrat doit être représenté, ainsi que l'exprime Demolombe, « en ce que la donation est faite en faveur du mariage, afin d'en soutenir les charges, et notamment afin de pourvoir à l'éducation des enfants, qui pourront ainsi, comme héritiers de leur père ou mère donataire, trouver les biens dans leur succession. (*Donat.*, VI, 269.) C'est donc une mutation par décès qui s'opère en pareil cas au profit des enfants, et non une donation entre vifs. (Saint-Etienne, 27 juillet 1870, — Sol., 27 juillet 1870.) On pourrait encore envisager la clause comme renfermant une substitution prévue par les articles 1048 et 1081 C. civ. (Demolombe, VI, 268.) Et, dans cette hypothèse, ce serait également le droit de mutation par décès qui serait exigible. (Cass., 11 décembre 1860 et 5 mars 1866. Inst. 2190, § 6 et 2348, § 7.)

L'administration semble, depuis quelques années, s'être décidée à réclamer le droit de mutation par décès sur la part revenant aux enfants par l'effet de la clause de réversion stipulée, dans un contrat de mariage, au profit des enfants à naître ; c'est du moins ce qui ressort des solutions précitées des 27 mars 1893, 4 août 1894 et 16 janvier

1895. Le droit de mutation sera liquidé sur le capital au denier 10 pour une rente viagère, ou au denier 20 pour une rente perpétuelle, lorsque la libéralité a pour objet une rente créée sans expression de capital, et sur le capital aliéné exprimé dans l'acte de constitution de la rente dans le cas contraire. (Art. 14 de la loi du 22 frimaire an VII, n^{os} 6, 7, 8, 9.)

§ 98. — Suivant que l'on admet l'un ou l'autre des systèmes que nous avons exposés, les solutions ne sont plus les mêmes en matière de renonciation ou de prescription. Si on considère la réversion comme une libéralité entre vifs stipulée au profit d'un tiers, ce dernier, lorsqu'il a accepté la libéralité conditionnelle faite à son profit, ne peut, à l'événement, s'affranchir du paiement du droit en renonçant au bénéfice de la donation : cette renonciation procure au débiteur une véritable libéralité passive du droit de libération. (Seine, 29 décembre 1876.) Si, au contraire, on considère la réversion comme constituant une mutation par décès, les enfants peuvent y renoncer comme à la succession de leur auteur prédécédé. De même, la prescription en matière de donation entre vifs soumise à une condition suspensive est la prescription de droit commun de trente ans, qui ne commence à courir que du jour du décès du donataire origi-

naire qui a réalisé la condition suspensive. Au contraire, en matière d'omission de biens dans les déclarations après décès, la prescription est de 5 ans et, pour les successions non déclarées, de 10 ans. (Art. 61, § 3, loi 22 frimaire an VII, et art. 11 loi 18 mai 1850.)

Il y a donc un grand intérêt à choisir l'un ou l'autre de ces systèmes, et malheureusement, les arguments par lesquels on défend le premier ne peuvent détruire les objections des partisans du second.

CONCLUSION

§ 99. — Lorsqu'on étudie, comme nous venons de le faire, la question de la réversion et des droits auxquels elle donne naissance en matière fiscale, on se trouve étonné devant la diversité des tarifs appliqués en la matière. Tantôt, en effet, le droit perçu est celui de mutation à titre onéreux, comme lorsqu'il s'agit d'accroissement de propriété ou de réversion d'usufruit entre étrangers; tantôt, au contraire, c'est le droit de mutation à titre gratuit qui est appliqué. Ainsi, une réversion de rente viagère est considérée comme une donation entre vifs ou comme opérant une mutation par décès. Ailleurs enfin, la réversion est exemptée de tout impôt ou donne lieu seulement à récompense.

Ce qui explique ces contradictions dans la perception, c'est la dualité d'origine du droit civil et des droits d'enregistrement. La loi fondamentale de l'enregistrement est la loi du 22 frimaire an VII; le droit écrit en France a pour base, depuis 1803, le Code civil. Ni la loi du 22

frimaire ni le Code civil n'ont traité spécialement de la réversion ; il a donc fallu, tant au point de vue civil qu'au point de vue fiscal, appliquer à cette matière les principes posés dans ces deux textes. L'interprétation primitive n'a pas toujours été admise comme définitive ; de là, l'élaboration de nombreuses théories, notamment en matière de rente viagère. De plus, la loi du 22 frimaire an VII, antérieure au Code civil, s'écarte parfois légèrement des règles posées par ce dernier. Enfin, l'Administration a pris pour ligne de conduite que, tant qu'une clause n'aurait pas été judiciairement annulée, elle se refuserait à tenir compte du vice de forme dont cette stipulation pourrait être entachée ; et, tandis que le Code civil déclare une clause nulle, l'administration de l'enregistrement la considère comme valable au point de vue de l'exigibilité de l'impôt. Toutes ces raisons font que la perception d'un droit de réversion est une des plus délicates que soit, car elle peut varier dans chaque espèce particulière.

Vu :

Le Président de la Thèse,
G. LEBRET.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pags.
§ 1 ^{er} . — Préliminaires. (Définition de la réversion.) . .	1
§ 2. — Réversion et accroissements.	3

TITRE I

Accroissement de Propriété

§ 3. — Division du sujet.	5
§ 4. — Définition de l'acquisition et de la mise en commun.	6

CHAPITRE I^{er}. — ACCROISSEMENT EN CAS D'ACQUISITION OU DE MISE EN COMMUN.

SECTION I^{re}. — *Accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun entre étrangers.*

§ 5. — Caractères juridiques de la stipulation d'accroissement insérée dans un contrat d'acquisitions conjointes ou dans un contrat de mise en commun.	7
§ 6. — Exigibilité d'un droit de mutation.	8
§ 7. — Nature du droit de mutation à percevoir.	9
§ 8. — Délais d'enregistrement.	10
§ 9. — Quantité du droit qui frappe l'accroissement de propriété	11

	Pages.
§ 10. — Formalité de l'enregistrement. . .	11
§ 11. — Pénalités.	12
§ 12. — Perception du droit de transcription. .	13
§ 13. — Prescriptions.	14
SECTION II. — <i>Accroissement en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux.</i>	
A. Epoux non communs en biens.	
§ 14. — La propriété des biens acquis conjointement par deux époux mariés sous un régime exclusif de communauté est présumée appartenir au mari. (Opinion de Troplong.).	15
§ 15. — La propriété des biens acquis conjointement par deux époux mariés sous un régime exclusif de propriété repose par moitié, à partir de l'acquisition, sur la tête de chacun d'eux. (Opinion de Laurent.)	17
§ 16. — Importance de la question au point de vue fiscal.	20
B. Epoux communs en biens.	
§ 17. — L'immeuble acquis conjointement par des époux communs en biens fait partie de la communauté.	21
§ 18. — Récompense due à la communauté par l'époux survivant.	21
CHAPITRE II. — SOCIÉTÉS OU CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES CONSTITUÉES AVEC CLAUSE D'ACCROISSEMENT.	
§ 19. — Distinction entre la société et la Congrégation religieuse.	23
SECTION I ^{re} . — <i>Sociétés constituées avec clause d'accroissement.</i>	
§ 20. — Accroissement de part sociale au point de vue juridique.	23
§ 21. — Accroissement de part sociale au point de vue fiscal.	24

	Pages.
§ 22. — Tarif applicable aux accroissements de parts sociales.	24
§ 23. — Tarif applicable aux accroissements de parts d'intérêts.	25
§ 24. — Système adopté par l'arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1868.	26
SECTION II. — <i>Congrégations religieuses et sociétés constituées avec clauses d'adjonction et d'accroissement ou réversion.</i>	
§ 25. — Congrégations autorisée et Congrégations non autorisées.	27
§ 26. — Impôts dont elles étaient frappées avant la loi du 28 décembre 1880.	28
§ 27. — Situation privilégiée constituée par cet état de choses.	29
§ 28. — Loi du 28 décembre 1880.	30
§ 29. — Loi du 16 avril 1895	32
CHAPITRE III. — RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIER S D'UNE PROPRIÉTÉ TRANSMISE A TITRE GRATUIT (SUBSTITUTION):	
§ 30. — Substitution et accroissement de propriété.	35
§ 31. — Caractères juridiques de la substitution	36
§ 32. — Quotité du droit qui frappe la substitution de propriété.	38
§ 33. — Perception du droit de transcription.	39
§ 34. — Liquidation des droits.	40

TITRE II

Réversion d'usufruit

	Pages.
§ 35. — Contrat d'acquisition et contrat d'aliénation.	43
§ 36. — Mode d'évaluation de l'usufruit de la loi du 22 frimaire an VII	44
§ 37. — Mode d'évaluation de l'usufruit de la loi du 25 février 1901.	49
CHAPITRE I ^{er} . — RÉVERSION D'USUFRUIT RÉSULTANT DE CONTRAT D'ACQUISITION OU DE MISE EN COMMUN.	
§ 38. — Application, suivant l'intention des parties, du droit de mutation à titre onéreux et du droit de mutation à titre gratuit.	53
SECTION I ^{re} . — <i>De la réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisitions ou de mise en commun entre étrangers.</i>	
§ 39. — La réversion d'usufruit résultant de contrat d'acquisition ou de mise en commun entre étrangers constitue une transmission intéressée, passible du droit de mutation à titre onéreux.	54
§ 40. — Liquidation du droit	56
§ 41. — Quotité du droit à percevoir.	58
SECTION II. — <i>Réversion d'usufruit en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux.</i>	
§ 42. — Récompense effectuée de perception d'un droit de mutation à titre onéreux, suivant le régime matrimonial adopté par les parties.	59
A. — Réversion d'usufruit en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux communs en biens.	

	Pages.
§ 43. — Récompense due à la communauté.	60
§ 44. — Calcul de cette récompense. . . .	61
B. — Réversion d'usufruit en cas d'acquisition ou de mise en commun entre époux non communs en biens.	
§ 45. — Droit de mutation à titre onéreux.	62
§ 46. — Quotité de droit perçu.	64
CHAPITRE II. — RÉVERSION D'USUFRUIT RÉSULTANT DE CONTRAT D'ALIÉNATION.	
§ 47. — Caractères juridiques de la clause de réversion d'usufruit contenue dans un contrat d'aliénation.	65
§ 48. — Cette clause n'est autre chose qu'une charge éventuelle de la donation et n'est passible d'aucun droit. (Opinions de Bos- quet, Championnière et Rigaud.)	65
§ 49. — Discussion de cette théorie. . . .	69
§ 50. — Théorie de la Cour de cassation et de l'administration.	69
SECTION 1^{re}. — <i>Réversion d'usufruit résultant de contrat d'aliénation consenti par des étrangers.</i>	
§ 51. — La clause de réversion contenue dans une vente ou une donation consentie par des étrangers revêt le caractère d'une dona- tion éventuelle entre vifs.	72
§ 52. — Liquidation du droit.	74
§ 53. — Moyens frauduleux employés pour échapper à ce droit.	74
SECTION II. — <i>Réversion d'usufruit résultant de contrat d'aliénation consenti par des époux.</i>	
§ 54. — La clause de réversion contenue dans une vente ou une donation consentie par des époux revêt le caractère d'une mutation par décès.	77

	Pages.
A. — Aliénation de biens propres.	
§ 55. — Nullité dont les articles 1096-1097 frappent les donations entre époux. . .	78
§ 56. — Cette nullité ne met pas obstacle à la perception du droit.	79
B. — Aliénation de biens communs.	
§ 57. — Un droit de mutation par décès n'est exigible qu'autant que le revenu excède celui de moitié des immeubles de communauté donnés.	82
§ 58. — Indication de l'origine des biens aliénés dans la déclaration de succession.	84
§ 59. — Convention de mariage.	86
CHAPITRE III. — RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIERS D'USUFRUIT CONSTITUÉ A TITRE GRATUIT, (USUFRUITS SUCCESSIFS.)	
§ 60. — Caractères juridiques de l'usufruit successif.	88
§ 61. — Tarif applicable en cas de changement de quotité de l'impôt.	90
§ 62. — Détermination de la valeur de chaque usufruit.	91
§ 63. — Liquidation du droit.	93
§ 64. — Restitution.	96

TITRE III

Réversion de rente viagère

§ 65. — Rente viagère procédant d'un acte de libéralité et rente viagère procédant d'un contrat d'aliénation.	101
---	-----

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . — RÉVERSION DE RENTE VIAGÈRE RÉSULTANT D'UN CONTRAT D'ALIÉNATION.	
§ 66. — Aliénation de biens communs ou de biens propres, de biens divis ou indivis. . .	103
SECTION I ^{re} . — <i>Réversion d'une rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation entre étran- gers.</i>	
§ 67. — La réversion de rente viagère con- tenue dans un contrat d'aliénation est une charge du contrat principal, (Opinions de Championnière et Rigaud.)	103
§ 68. — La réversion de rente viagère con- tenue dans un contrat d'aliénation est une condition indépendante du contrat prin- cipal, (Arrêt de la Cour de cassation du 19 décembre 1882.)	105
A. — Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation de biens divis intervenue entre étrangers.	
§ 69. — Réversion sur la tête d'un tiers qui n'a pas fourni les fonds.	107
§ 70. — Tarif applicable.	108
§ 71. — Quotité du droit perçu.	110
§ 72. — Renonciation à la réversion. — Annulation, révocation, réduction de la rente	111
§ 73. — Prescriptions.	113
B. — Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation de biens indivis inter- venue entre étrangers.	
§ 74. — La rente stipulée réversible dans un contrat d'aliénation consenti par des communists ou copropriétaires autres que des conjoints est une convention aléatoire.	116

	Pages.
§ 75. — Cette clause ne donne naissance à aucun droit de mutation.	116
SECTION II. — <i>Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation entre époux.</i>	
§ 76. — Caractère des biens aliénés.	120
A. — Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation de biens propres à l'un ou à chacun des époux.	
§ 77. — Perception d'un droit de mutation à titre gratuit de récompense.	120
§ 78. — Lorsque l'immeuble aliéné est un propre du mari et que la femme a renoncé à son hypothèque légale, la réversion est la condition de la renonciation de la femme. (Opinion de Demante.).	123
§ 79. — La femme, malgré son hypothèque légale n'est copropriétaire d'aucune partie de biens propres à son mari. (Arrêts de la Cour de cassation des 21 décembre 1862, 23 juillet 1866.)	126
§ 80. — L'aliénation d'un propre des époux mariés sous le régime de la communauté donne lieu simplement à récompense.	127
§ 81. — Lorsque la rente réversible n'a pas été comprise dans la déclaration, y a-t-il omission ou défaut de déclaration ? Délais de prescription.	128
B. — Réversion de rente viagère résultant d'un contrat d'aliénation de biens dépendant de la communauté.	
§ 82. — La rente viagère acquise par des époux communs en biens avec des fonds tirés de l'avoir commun sans clause de réversibilité est un acquêt de communauté.	129
§ 83. — Lorsque cette rente est stipulée réversible, elle donne naissance à un pacte aléatoire. (Opinions de Duranton et de Troplong.).	130

	Pages.
§ 84. — La réversion a le caractère d'une donation. (Opinion de Labbé.)	132
§ 85. — La réversion laisse le bien dans la communauté ; il sera partagé lors du premier décès entre le survivant et les héritiers. (Opinions d'Aubry et Rau, Laurent et Pothier.)	135
§ 86. — La réversion est nulle comme formant une acquisition à titre onéreux entre époux. (Opinion de Moulon.)	136
§ 87. — La réversion opère un partage de la communauté. (Opinion de Paul Pont.) . .	140
§ 88. — Discussion de ces divers systèmes.	142
§ 89. — L'administration et la jurisprudence admettent que l'époux survivant doit récompense à la communauté.	142
§ 90. — Evaluation de cette récompense. Système de Garnier, basé sur l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII.	145
§ 91. — Système de M. Dubois.	149
§ 92. — Système adopté par l'administration.	153

CHAPITRE III. — RÉVERSION SUR LA TÊTE D'UN TIERS D'UNE RENTE VIAGÈRE CONSTITUÉE A TITRE GRATUIT.

§ 93. — Réversion contenue dans un acte de mutation entre vifs ou par décès. . . .	160
§ 94. — Réversion stipulée en considération d'un mariage.	160
§ 95. — Droits d'enregistrement et de transcription sur l'acte principal et sur la disposition secondaire.	161
§ 96. — Y a-t-il plusieurs rentes viagères s'éteignant à chaque décès des titulaires ?	163

	Pages
§ 97. — Faut-il, au contraire, admettre qu'il n'existe qu'une seule rente viagère se transmettant sans s'éteindre par succession ?	166
§ 98. — Conséquences fiscales de chaque système.	168

§ 99. — CONCLUSION.	171
-----------------------------	-----



